

Rapport d'activités 2008



CENTRE D'ETUDES DE POPULATIONS, DE PAUVRETE ET DE POLITIQUES
SOCIO-ECONOMIQUES

INTERNATIONAL NETWORKS FOR STUDIES IN TECHNOLOGY,
ENVIRONMENT, ALTERNATIVES, DEVELOPMENT

INSTEAD
CEPS

Toujours soucieux de garantir et d'accroître la qualité des recherches qu'il mène, le CEPS/INSTEAD montre à travers son rapport d'activités 2008, qu'il a réussi à concentrer tout son savoir-faire sur des programmes de recherche aux thèmes soigneusement et raisonnablement définis, étroitement liés à l'aspect socio-économique national, tout en conservant une relation symbiotique avec son réseau international.

A l'arrière-plan de ce rapport qui présente nos activités nombreuses et variées, le Centre a canalisé son efficience sur le contrat de performance qu'il a signé avec le Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche en date du 9 avril 2008. Pour cela, il s'est concentré sur la planification stratégique des objectifs qu'il se devait d'atteindre grâce à un programme de travail consciencieusement étudié, lui permettant ainsi une meilleure prévisibilité des résultats souhaités.

De mon côté, je mettrai tout en oeuvre pour que le CEPS/INSTEAD continue à déployer ses compétences scientifiques sur le terrain national et international. De même, je l'encouragerai et le soutiendrai dans son effort continu à améliorer ses performances, dans un souci permanent de qualité avérée.



Georges SCHROEDER
Président du CEPS/INSTEAD

INTRODUCTION	8
<hr/>	
CHAPITRE I : LE TISSU SOCIAL : POPULATION ET EMPLOI	9
INTRODUCTION	10
AXE 1 : DYNAMIQUES DU MARCHÉ DU TRAVAIL ET PROTECTION SOCIALE	10
AXE 2 : CONDITIONS ET MODE DE VIE	12
FAITS MARQUANTS EN 2008	16
<hr/>	
CHAPITRE II : LE TISSU ECONOMIQUE : ENTREPRISES	19
INTRODUCTION	20
PRODUCTION DE DONNÉES EN 2008	20
1. Community Innovation Survey	20
2. Benchmarking of National R&D Policies	21
3. ICT Usage by Enterprises	21
4. La Responsabilité Sociale des Entreprises	21
5. Fracture numérique et interactions sociales : une analyse comparée des modes de diffusion et des usages de l'Internet en Afrique centrale et Europe occidentale	21
TRAVAUX D'ANALYSE	22
1. Société de la connaissance	22
2. Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE)	24
3. Développement et cohésion	24
AUTRES INITIATIVES CONDUITES DANS L'UNITÉ DE RECHERCHE "ENTREPRISES"	24
1. Organisation de la journée « Visite d'entreprises » dans le cadre des Doctoriales de Lorraine 2008	24
2. Forum "Business meets Research"	25
FAITS MARQUANTS EN 2008	26
<hr/>	
CHAPITRE III : GOUVERNANCE ET EMPLOI : REPREM	27
AXE 1 : RELATIONS PROFESSIONNELLES ET EMPLOI	28
1. Relations professionnelles	28
2. Emploi	28
3. Axe mixte	29
AXE 2 : SÉCURITÉ SOCIALE	29
1. GPSoc (General Principles of Social Security Law)	29
FAITS MARQUANTS EN 2008	30
<hr/>	
CHAPITRE IV : SYSTEME INTEGRE DE SPATIALISATION POUR DONNEES COMPLEXES : GEODE	31
INTRODUCTION	32
URBANISATION ET HABITAT	32
1. Observatoire de l'Habitat	32
2. Cadastre des loyers - Mesure de la mésaffectation et de la non-occupation	33
3. Les mécanismes de la ségrégation socio-résidentielle	33
INTÉGRATION MÉTROPOLITAINE TRANSFRONTALIÈRE	34
1. Projet METROLUX	34
2. Gouvernance transfrontalière Urbact II	35
MOBILITÉS RÉSIDENTIELLE ET QUOTIDIENNE	35
1. Projets MOBILLUX et MOBLOC	35
2. Eclatement des espaces de vie : EVALUX	36
3. Accessibilité : mesures et simulation	36
4. Projet ICMA - Improving Connectivity and Mobility Access	36

DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL	36
1. Vers des territoires de projets transfrontaliers	36
2. Démarche sociale territorialisée	37
SYSTÈMES D'OBSERVATION GÉOGRAPHIQUE	37
1. Gestion des données	37
2. GeoDIS	38
3. Monitoring de l'IVL et Observatoire du développement spatial	38
4. Monitoring de la Nordstad	38
5. Audit Urbain III	39
6. Atlas du Luxembourg	39
FAITS MARQUANTS EN 2008	40
<hr/>	
CHAPITRE V : ENSEIGNEMENT, RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL	43
THE GRADUATE SCHOOL FOR COMPARATIVE PUBLIC POLICY, ANALYSIS AND DATA	44
1. International Master in Social Policy Analysis by Luxembourg, Leuven and Associate Institutes (IMPALLA)	44
2. La piste doctorale - Encadrement et formation	45
3. Activités de recherche des "assistants professeurs"	46
L'INFRASTRUCTURE DE RECHERCHE	46
1. Luxembourg Comparative Databases (LCDDBA)	46
2. Le programme de visiteurs IRISS Integrated Research Infrastructure in the Socio-Economic Sciences	47
3. Les activités de recherche	47
DÉVELOPPEMENT / EXPERTISE INTERNATIONALE	49
La cellule Relations extérieures (ReEx)	49
Observatoire sur la réduction de la pauvreté dans les pays africains	51
FAITS MARQUANTS EN 2008	52
<hr/>	
CHAPITRE VI : L'EQUIPE DU CEPS/INSTEAD	53
LE CONSEIL D'ADMINISTRATION	54
LE CONSEIL SCIENTIFIQUE	54
L'ADMINISTRATION GENERALE	55
LES UNITES DE RECHERCHE	55
LE SUPPORT SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	55
Service informatique	55
Cellule méthodologique	55
Centre de documentation, de diffusion et de support aux unités de recherche	57
ORGANIGRAMME	58
PLAN D'ACCÈS	59
<hr/>	
CHAPITRE VII : LES PUBLICATIONS	61
POPULATION ET EMPLOI	62
ENTREPRISES	68
REPREM	70
GEODE	73
ERDI	77
METHODOLOGIE	83

LE CEPS/INSTEAD



Rappel de la mission du Centre (loi du 10 novembre 1989)

Le Centre a pour mission

- 1) de faire et d'organiser des études ponctuelles et longitudinales de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques ;
- 2) de créer, de gérer et d'exploiter des banques de données scientifiques nationales et internationales comparatives ;
- 3) de développer des instruments d'analyse, de modélisation et de simulation pour politiques socio-économiques ;
- 4) de développer et d'améliorer des outils informatiques, dans les domaines et matières visés par le présent article ;
- 5) de créer et d'entretenir des réseaux interrégionaux et internationaux de recherche et d'information en matière de technologies, d'environnement, de développement et de solutions alternatives de développement ;
- 6) d'organiser au niveau post-gradué des formations en rapport avec les recherches envisagées.

Nature des travaux

Il s'agit de

- 1) travaux de production de données au niveau national, par enquêtes sur le terrain, auprès d'échantillons de la population à étudier, étant entendu que la représentativité de l'échantillon est toujours soumise à contrôle ;
- 2) à noter que nos études majeures sont toujours, si possible, longitudinales, c'est-à-dire qu'elles s'adressent année par année aux mêmes personnes ou unités d'observation, et ceci sur un grand nombre d'années ; de telles études sont appelées « panels » ; cette approche en panel est lourde et complexe mais indispensable pour saisir les facteurs dynamiques en jeu dans les phénomènes à étudier ;
- 3) travaux de production au niveau international : ils ne consistent pas à créer les données premières, lesquelles sont mises à notre disposition par les pays membres de nos réseaux de recherche, mais à produire de l'harmonisation et de la comparabilité entre les données, et à développer les procédures appropriées pour donner aux chercheurs l'accès aux bases de données tout en protégeant la confidentialité des informations ;
- 4) travaux d'analyse, de modélisation, de simulation, à la fois aux niveaux national et international comparatif ;
- 5) travaux de construction de banques de données aux niveaux national et international comparatif ; ces banques de données sont dûment documentées

au niveau technique et au niveau institutionnel, pour chacun des pays impliqués, à l'usage des chercheurs et analystes externes aussi bien qu'internes ; à noter qu'au niveau international également nous investissons nos efforts en priorité dans le développement de banques de données comparatives à caractère longitudinal, en raison de leur puissance plus grande à saisir les phénomènes de changement et les processus dynamiques ;

- 6) développement d'unités de service offrant les infrastructures nécessaires à la recherche et à la formation à la recherche.

N.B. Une coopération toujours plus étroite avec nombre d'administrations et de services publics, notamment avec l'IGSS et le STATEC, nous a amenés à développer une cellule de méthodologie qui permet de définir ensemble les stratégies générales et/ou complémentaires aussi bien au niveau de l'analyse que de la production de données (et de la transformation de données administratives anonymisées en bases de données scientifiques).

Logique de développement d'intégration et de valorisation

Assurer au niveau spatial une meilleure couverture en micro-données : pour les espaces communaux à l'intérieur du pays, les espaces transfrontaliers, la Grande-Région et le BENELUX.

Assurer une meilleure intégration des données et problèmes démographiques, sociaux, économiques et écologiques, aux niveaux de la conception, de la méthodologie, de la production des données et des analyses.

Assurer une meilleure valorisation réciproque entre les travaux internes et les projets des chercheurs étrangers qui viennent travailler au Centre dans le cadre de nos infrastructures de recherche. Au niveau des comparaisons entre pays, l'effort sera double : faire entrer notre pays plus souvent dans les choix comparatifs des chercheurs visiteurs, et, surtout, encourager des études comparatives dans lesquelles des équipes de visiteurs travailleront ensemble avec nos propres équipes sur place.

A défaut d'une mention particulière, tous les travaux consignés dans ce rapport s'inscrivent dans le cadre de la convention établie entre le Gouvernement et le CEPS/INSTEAD pour l'année 2008.

LE TISSU SOCIAL



Introduction

L'unité **Population & Emploi**, qui compte plus de 30 chercheurs, techniciens et assistants, oriente ses recherches vers les questions sociétales, notamment celles relatives aux conditions et aux modes de vie de la société luxembourgeoise, à l'analyse du marché du travail et à l'évaluation des politiques sociales. Ces recherches sont réalisées grâce au développement,

au sein même de l'unité, d'outils d'investigation, essentiellement des enquêtes économiques et sociales auprès des ménages. Les activités de l'unité s'articulent autour de deux axes :

- Axe 1. Dynamique du marché du travail et protection sociale
- Axe 2. Conditions et mode de vie.

Axe 1. Dynamique du marché du travail et protection sociale

Coherence of Social Transfer Policies and Microsimulation - Projet REDIS

Le projet REDIS, soutenu par le FNR, dans le cadre du programme Vivre demain au Luxembourg, pour une durée de 3 ans a débuté en avril 2007. Ce projet consiste à comprendre et à évaluer le système des transferts sociaux et fiscaux luxembourgeois, notamment grâce aux modèles de microsimulation. Ce projet allie analyses et développement d'un modèle de microsimulation. L'originalité du projet réside dans le fait que deux types de données sont utilisés pour nourrir le modèle : des données administratives et des données d'enquêtes. Ce projet est mené en collaboration avec l'IGSS. Les travaux de développement menés en 2008 ont consisté à l'implémentation des barèmes socio-fiscaux pour les années 1991 à 2008, l'implémentation d'un module pension et d'un module dépenses de santé dans le modèle de microsimulation, enfin l'élaboration des bases de données administratives pour les années 2001 à 2006. Les travaux d'analyse se sont concentrés sur l'analyse de l'offre de travail en combinant microsimulation avec comportements et modèles d'offre de travail à choix discret, l'analyse de l'impact de la hausse de l'activité féminine sur les inégalités et enfin l'analyse de l'impact du développement du travail frontalier sur la distribution des revenus nationaux.

Impact of socio-cognitive childhood characteristics on private and professional outcomes in later life – projet MAGRIP

Le projet MAGRIP, soutenu par le FNR, dans le cadre du programme Vivre demain au Luxembourg, pour une durée de 2 ans, a débuté en 2007. Ce projet, mené conjointement avec l'Université du Luxembourg, vise à mesurer l'impact des caractéristiques sociocognitives des enfants sur leur devenir et, entre autres, à répondre à la question suivante : l'école prépare-t-elle à la vie ? Les travaux menés en 2008 ont consisté à l'élaboration et à l'administration d'une enquête, en face à face, visant à collecter des informations sur les trajectoires familiales, scolaires et professionnelles, ainsi que des informations relatives aux buts dans la vie et à la qualité de la vie auprès des mêmes personnes, aujourd'hui âgées d'environ 50 ans, qui, il y a 40 ans, lorsqu'ils étaient élèves en classe de 6^{ème} primaire, avaient participé à une enquête d'envergure nationale dont le but était de mesurer l'impact du milieu d'origine sur la réussite scolaire. L'administration de l'enquête a débuté sur le terrain en novembre 2008 et devrait se poursuivre jusqu'en mars 2009.

Familles et politique familiale au Luxembourg

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration a chargé le CEPS/INSTEAD de réaliser un ensemble de travaux relatifs à des questions de politique familiale. Six thèmes ont été retenus, chacun faisant l'objet d'un

rapport. Le premier rapport fait le point, à travers une revue de littérature internationale, sur le lien entre politique familiale et marché du travail. Le deuxième rapport s'intéresse à l'impact de la réforme fiscale de 2008 qui a vu l'introduction du boni pour enfant, sur la distribution des revenus. Le troisième rapport établit le bilan démographique des familles, en soulignant l'évolution des structures familiales et en analysant l'union libre. Le quatrième rapport analyse le rationnement de la garde d'enfants. Le cinquième rapport se propose d'éclairer la problématique de la pauvreté des enfants au Luxembourg en soulignant le caractère multidimensionnel de la pauvreté et la spécificité de la pauvreté des enfants. Enfin, le sixième rapport dresse le bilan des dépenses de garde d'enfants et établit une première évaluation de l'impact de la mise en place prochaine d'un nouveau dispositif : le chèque-service.

Droit de la Famille

L'objet de cette recherche est de réaliser une étude juridique portant sur l'allocation d'éducation et le congé parental, à l'intention du Ministère de la Famille et de l'Intégration. Plus précisément, il s'agit, d'une part, de mener une analyse de droit comparé des mesures pouvant être assimilées ou correspondant à l'allocation d'éducation et au congé parental dans les législations française, allemande et belge et, d'autre part, d'envisager plus spécifiquement la réglementation luxembourgeoise (droit positif et perspective prospective). Cette étude intègre, par ailleurs, des éléments de droit communautaire, l'Union Européenne ayant une emprise de plus en plus importante, en matière de politique familiale.

Offre locale d'équipements collectifs de garde d'enfants et offre de travail des mères. Application au Luxembourg, au moyen de modèles multiniveaux

L'objet de cette recherche est d'identifier l'effet, sur l'offre de travail des mères, de l'offre locale de structures collectives de garde d'enfants : l'hypothèse est que des modes de garde collectifs en nombre insuffisant pour satisfaire les besoins des mères en garde d'enfants pourraient avoir un effet désincitatif sur l'offre de travail de certaines d'entre elles. L'analyse prend en compte le fait que les chances qu'ont les mères d'obtenir une place dans une structure collective ne sont pas les mêmes selon leurs caractéristiques individuelles et familiales, en raison de l'existence de règles de priorité dans les structures collectives et de leur interaction avec la distribution des caractéristiques reconnues comme étant prioritaires dans la population locale des demandeurs. La méthodologie employée est celle des techniques multiniveaux, spécifiquement adaptées à la question de recherche.

Fécondité, activité professionnelle et mesures de conciliation à Esch-sur-Alzette

Les données de l'enquête *Modes de garde des enfants et activité professionnelle des parents à Esch-sur-Alzette* réalisée en 2006 pour la Ville d'Esch-sur-Alzette ont permis d'apporter des éléments de réponse à la question du lien entre fécondité et activité professionnelle des femmes. Cette analyse met en évidence les cas de renoncement à l'enfant, les causes de ce renoncement et fournit quelques éclairages sur l'impact de certaines mesures mises en place pour favoriser la conciliation entre la vie de famille et l'activité professionnelle. Les besoins en modes de garde des ménages rencontrent-ils une offre adaptée ? Quel est l'effet du congé parental, en tant qu'outil de conciliation de la vie familiale et professionnelle, sur la carrière professionnelle des parents ?

Les causes de l'absentéisme au Luxembourg

Dans le contexte de l'introduction du statut unique en 2009, le Gouvernement a invité les partenaires sociaux à faire de la maîtrise de l'absentéisme une priorité et à en déterminer les causes exactes. Dans cette perspective, le Groupe de haut niveau, organisé de façon tripartite, a chargé le CEPS/INSTEAD de réaliser une étude permettant de mieux connaître les causes de l'absentéisme. L'objectif de l'étude proposée consiste à mesurer l'impact respectif des différentes causes de l'absentéisme relevées dans la littérature, de manière à identifier les leviers les plus efficaces pour réduire l'absentéisme. Au cours de l'année 2008, les fichiers nécessaires à ce projet ont été construits par l'IGSS et les premières analyses ont pu être réalisées au cours du second semestre 2008. Le rapport final sera publié fin 2009.

Evaluation permanente du nouveau dispositif relatif aux mesures en faveur de l'emploi

En 2006, le gouvernement a voté la loi 5611 qui est entrée en application en juillet 2007 et qui modifie les modalités d'application des mesures en faveur de l'emploi des jeunes. Dans ce contexte, le Ministère du Travail et de l'Emploi (MTE) a chargé le CEPS/INSTEAD d'évaluer la mise en œuvre du nouveau dispositif. Au cours de l'année 2008, le CEPS a donc fourni au Ministère quatre tableaux de bord regroupant un certain nombre d'indicateurs relatifs notamment à la signature des conventions d'activation prévues par la loi 5611 entre l'Administration de l'emploi et les chômeurs.

Utilisation et opinion des entreprises concernant les mesures en faveur de l'emploi

En 2006, le CEPS/INSTEAD avait été chargé par le Ministère du Travail et de l'Emploi (MTE) de mener une évaluation de l'efficacité des mesures en faveur de l'emploi. Suite à cette étude, le CEPS/INSTEAD a proposé au MTE de prolonger ses travaux en cherchant à mesurer l'utilisation des mesures par les entreprises et à connaître l'opinion qu'elles en ont et l'efficacité qu'elles leur confèrent. Pour répondre à cette question, une enquête a été menée en 2007 auprès d'un échantillon d'entreprises implantées au Luxembourg. Les analyses ont été réalisées au cours de l'année 2008 et ont permis la rédaction d'un rapport qui sera publié au cours du premier trimestre 2009.

Les pratiques de recrutement des entreprises au Luxembourg

En 2008, le CEPS/INSTEAD a souhaité développer un programme de recherche destiné à comprendre le fonctionnement du marché du travail sous l'angle des pratiques de recrutement des entreprises et du rôle respectif des différents intermédiaires qui peuvent intervenir dans le recrutement (qu'ils soient institutionnels ou privés). Les fondements théoriques de ce programme de recherche sont en cours d'élaboration. Toutefois, des travaux empiriques ont déjà été entrepris sur la base d'une enquête réalisée en 2007 auprès d'un échantillon d'entreprises interrogées sur leurs pratiques de recrutement. Ces travaux ont déjà permis la rédaction de cinq documents dont la publication s'échelonne au cours du premier semestre 2009 : ils traitent notamment des canaux de recrutements utilisés par les entreprises, du poids de certains canaux dans l'ensemble des recrutements (comme celui de l'administration de l'emploi ou des agences intérimaires) et également du poids des modes de recrutements formels versus informels. Ce dernier point doit permettre de mieux appréhender et de mesurer le manque de visibilité des offres d'emploi au Luxembourg.

Turn-over au sein des entreprises

Dans le contexte atypique du marché du travail luxembourgeois, l'objectif de cette étude est d'analyser les déterminants potentiels de la rotation des salariés dans les entreprises du secteur privé implantées au Luxembourg entre 2004 et 2006. Cette étude montre, entre autres, que les pratiques de gestion de main-d'œuvre menées en faveur des salariés favorisent une faible rotation de personnel. Souvent pris comme techniques de fidélisation du personnel, les aménagements d'horaire et de poste, la formation systématique à l'embauche, une meilleure rémunération que la moyenne du secteur incitent également les salariés à moins quitter leur entreprise. A contrario, le cas des femmes et des frontaliers est apparu un peu plus complexe. Si l'augmentation de la part des actives luxembourgeoises implique un turn-over élevé, les parts des actives étrangères et frontalières ont l'effet inverse. En revanche, d'un point de vue plus général, une entreprise composée majoritairement de luxembourgeois connaîtra un turn-over plus faible, que si elle était constituée essentiellement de frontaliers ou d'étrangers, confirmant ainsi le rôle de régulateur de ces derniers sur le marché du travail.

Les déterminants du travail à temps partiel féminin

L'essor du travail féminin de ces dernières années a été essentiellement porté par le développement du travail à temps partiel. Ce projet met en évidence les déterminants du recours au travail à temps partiel : quels sont les éléments de l'offre et de la demande de travail qui conduisent les femmes à travailler à temps partiel ?

Les écarts de salaire entre frontaliers et résidents – une approche multi-niveau

Ce projet de recherche a pour objectif d'analyser, sur des données de 2002, s'il existe un écart de

salaires entre frontaliers et résidents travaillant au Luxembourg. Il vise à appliquer des méthodes statistiques permettant de tenir compte à la fois des caractéristiques individuelles des salariés et des caractéristiques de leur entreprise. En 2008, un premier travail préparatoire consistait en une revue de littérature de cette méthode économétrique spécifique.

Transitions sur le marché du travail au Luxembourg

Une première analyse des conditions d'entrée sur le marché du travail au Luxembourg par les individus qui résident au Grand-Duché avait conduit, en 2007, à conclure à une insertion professionnelle plus difficile au fil du temps. Cette analyse a été élargie à l'ensemble des personnes actives sur le marché grand-ducal : les résidents, qu'ils aient débuté leur carrière au Luxembourg ou ailleurs, et les frontaliers. L'insertion de ces deux populations au fil des générations a été comparée.

La biactivité frontalière : travailler dans son pays de résidence ou au Luxembourg

Dans le contexte spécifique du marché luxembourgeois, une des questions fondamentales pour anticiper l'évolution du marché du travail concerne les réservoirs de main-d'œuvre dont dispose le Luxembourg dans la Grande-Région. Dans le cadre de l'enquête sur les dépenses frontalières (réalisée par le CEPS en 2007 pour le compte du STATEC), nous avons pu cibler une partie de ce réservoir, celui constitué par les personnes ne travaillant pas au Luxembourg et ayant un conjoint frontalier. Cette population n'est certes pas représentative de l'ensemble du réservoir mais son analyse permet déjà de répondre à un certain nombre de questions, et ce, dans un contexte théorique spécifique, celui d'une information parfaite. En effet, dans la mesure où les individus de notre population-cible ont tous un conjoint qui travaille au Luxembourg, on peut exclure l'hypothèse selon laquelle les individus ne travailleraient pas au Luxembourg par manque d'informations sur les salaires et les conditions de travail. Les travaux réalisés dans le cadre de ce projet répondent à plusieurs questions : parmi ceux

qui ne travaillent pas au Luxembourg, combien et qui souhaiteraient ou auraient souhaité y travailler ? Quand le lieu de travail semble subi, quel est le poids du rationnement du marché du travail ? Quand il semble choisi, quels sont les déterminants de ce choix ? Les réponses à ces questions seront présentées dans une publication à paraître au cours du premier trimestre 2009.

Analyses longitudinales du chômage au Luxembourg

Au Luxembourg, l'essentiel des travaux et des statistiques sur le chômage est établi à partir d'une approche statique du phénomène, basée sur l'analyse des stocks de chômeurs. La dimension temporelle du chômage, appréhendée par l'étude des trajectoires des chômeurs, n'y a encore été que très peu étudiée. Les travaux longitudinaux que nous avons menés tentent de répondre à la question suivante : comment et à quel rythme le marché du travail luxembourgeois absorbe-t-il les personnes à la recherche d'un emploi ? A partir d'une cohorte de nouveaux inscrits à l'Administration de l'emploi entre janvier 2001 et décembre 2001, les analyses menées répondent à cette question en analysant les durées de recherche d'emploi et les chances d'insertion ; la qualité de l'insertion professionnelle (le cas échéant, appréhendée par la durée de l'emploi) et le phénomène d'abandon du marché.

Les stéréotypes de genre dans les choix d'orientation scolaire

Suite à la signature d'un cadre d'actions sur l'égalité hommes-femmes des partenaires sociaux européens, les «partenaires sociaux au niveau interprofessionnel» ont chargé le CEPS/INSTEAD de répondre à la question de recherche suivante : pourquoi les jeunes filles et les jeunes hommes continuent-ils à choisir des formations typiques à leur sexe ? Quel est l'impact des stéréotypes de genre sur les choix scolaires ? Des hypothèses de différence d'attitude sont attendues selon le genre, les catégories sociales et les nationalités.

Axe 2. Conditions et mode de vie

Privation matérielle au Luxembourg

D'une part, l'analyse de l'utilité pratique des approches non monétaires de la pauvreté sur base de l'étude du degré de recoupement entre mesures directes et mesure monétaire de ce concept a été réalisée. L'utilisation d'une méthode graphique a permis, contrairement à l'approche généralement utilisée, d'évaluer ce degré de recoupement indépendamment du seuil de privation utilisé. L'application de cette méthode aux données du *Panel Communautaire des Ménages* aboutit à la conclusion que les résultats issus de ces deux approches se recoupent, mais de manière imparfaite. Dès lors, c'est le caractère complémentaire, plutôt que celui substituable de ces deux mesures qui prévaut. Un tel résultat plaide donc pour un approfondissement de la recherche sur les méthodes directes de mesure de la pauvreté, et ce en vue de compléter l'approche monétaire largement utilisée. Ce projet va donner lieu à une publication dans une revue à comité de lecture.

D'autre part, nous avons continué les travaux relatifs à l'application des méthodes de la théorie de réponse aux items (IRT) à la mesure de la privation matérielle. Les modèles de l'IRT sont utilisés de manière courante en psychométrie dans le cadre de la mesure de phénomènes latents, tels que l'intelligence ou la personnalité, à travers leurs manifestations externes. Ce projet consiste à explorer les apports des modèles de l'IRT à la mesure de la privation et a donné lieu à la soumission d'un article pour publication dans une revue à comité de lecture.

PSSELL 3 / EU-SILC (Panel Socio-Economique « Liewen zu Lëtzebuerg » / EU-Survey on Income and Living Conditions)

Le «Panel Socio-Economique Liewen zu Lëtzebuerg 3/EU-Survey on Income and Living Conditions» est une enquête qui constitue l'outil national et européen pour connaître et suivre l'évolution des revenus et des

conditions de vie de la population luxembourgeoise. Cette enquête comporte à la fois une dimension transversale et longitudinale. Commencée en 2003, cette enquête est répétée chaque année : en partie auprès des mêmes ménages et personnes interrogés pour la première fois en 2003 (dimension longitudinale), et en partie auprès de nouveaux ménages et personnes (dimension transversale). Pour l'opération 2008 (*l'année de l'opération correspond au travail de terrain*), ce sont près de 4 000 ménages, soit environ 10 000 personnes, qui ont été interrogés en face-à-face selon la méthode papier-crayon. Au cours de l'année 2008, les travaux engagés autour de cette enquête ont également concerné les opérations 2007 et 2009. Pour l'opération 2007, l'année 2008 a donné lieu à la constitution des bases de données transversales et longitudinales avec, en amont, la réalisation d'un ensemble d'actions garantissant la qualité des données (tests de cohérence interne, imputation, pondération). Les travaux engagés en 2008 pour l'opération 2009 concernent quant à eux la réalisation du questionnaire de l'enquête 2009 et l'ensemble des actions nécessaires au bon déroulement du travail de terrain.

Vivre au Luxembourg

Vivre au Luxembourg est une collection de publications qui a pour objectif de présenter, à un large public, les grands résultats de l'enquête PSELL 3 / EU-SILC au cours de l'année qui suit la fin de l'enquête. En deux pages, c'est un sujet précis choisi parmi les thèmes de l'enquête qui est abordé. En 2008, la collection s'est enrichie de 9 publications.

L'état de santé et ses déterminants : une approche en termes d'inégalités sociales de santé – Projet ESANDE

Les objectifs de ce projet de recherche, soutenu par le Fonds National de la Recherche (FNR) dans le cadre du programme Vivre demain au Luxembourg, dont la durée est de 3 ans sont principalement : i) mieux connaître la différenciation sociale de la mortalité, de la morbidité et plus globalement de la santé ; ii) appréhender les inégalités sociales devant la consommation des soins ; iii) appréhender les inégalités sociales de santé à certains âges de la vie (adolescents, adultes et personnes âgées) ; iv) fournir des indicateurs clés de santé aux fins de suivi des progrès / régressions enregistrés en fonction des politiques de santé mises en œuvre ou de comparaisons internationales ; v) améliorer et valoriser les données disponibles afin d'offrir à divers acteurs intéressés (étudiants, chercheurs, professionnels de santé et responsables administratifs) des outils de travail et d'aide à la décision. Au cours de l'année 2008, les travaux de recherche se sont poursuivis normalement et un atelier de présentation et de discussion des résultats intermédiaires a été organisé le 16 décembre 2008 au CEPS/INSTEAD, à Differdange. Deux thèmes principaux ont été abordés : *l'évolution des inégalités sociales de santé au Luxembourg et le profil socioéconomique des patients admis en coronarographie et en radiothérapie*.

ChildONEurope (European Network of National Observatories on Childhood)

Le réseau des observatoires européens sur l'enfance organise des activités d'analyses et de recherches, de documentation et de communication. Il a pour objectif de créer un forum d'échanges de

connaissances et d'information entre ses membres. Des études comparatives sont menées à partir de données statistiques, d'informations législatives et de questionnaires complétés par les représentants des différents pays membres. Le thème de recherche traité en 2008 portait sur la maltraitance des enfants et la réalisation d'un guide européen sur la collecte de données et les systèmes de suivi de la maltraitance des enfants. (Plus d'infos sur : www.childoneurope.org/).

European Values Study EVS

European Values Study EVS – est un programme de recherche initié vers la fin des années 70 par un groupe informel de chercheurs qui avaient pour objectif d'étudier les valeurs morales et sociales qui sous-tendent les institutions sociales et politiques européennes (<http://www.europeanvalues.nl/>). Actuellement, L'EVS est géré par une fondation. Le CEPS/INSTEAD est membre du Centre EVS et du groupe de méthodologie depuis 2006. Il a créé l'*Administrative Centre for Translation Procedure* (ACTP) en 2007.

Le CEPS/INSTEAD, participe, au niveau européen, à l'organisation de la European Values Study, en étroite coopération avec l'Université de Tilburg (Pays-Bas), l'Université de Leuven (Belgique) et GESIS/ZA de Cologne (Allemagne). Ces quatre instituts forment le Centre for European Values qui a pour mission d'organiser les enquêtes de terrain et d'initier et de stimuler la recherche sur les valeurs en Europe. Le Centre EVS est basé à l'Université de Tilburg. (Plus d'infos sur : <http://www.europeanvalues.nl/>).

Le CEPS/INSTEAD est également membre du groupe de Méthodologie, en charge de l'organisation de la quatrième vague de l'enquête EVS qui s'est déroulée dans 45 pays européens en 2008. Sa mission est de veiller à la qualité scientifique du projet, d'identifier les problèmes de comparabilité, de faire des recommandations concernant les variables sociodémographiques, de veiller à la qualité des données, de donner des conseils méthodologiques aux pays participants.

Afin d'améliorer la qualité scientifique de l'enquête, le groupe de méthodologie a confié au CEPS/INSTEAD la coordination et la supervision du processus de traduction pour les 45 pays participants. Ce travail est réalisé au sein du groupe Administrative Centre for Translation Procedure (ACTP) basé au CEPS/INSTEAD et qui a pour mission de centraliser, d'harmoniser et de documenter les processus de traduction du questionnaire 2008 dans toutes les langues utilisées pour l'enquête EVS. L'ACTP a réalisé un guide de traduction et mis en place une procédure de double vérification pour chaque traduction ainsi qu'un contrôle strict de l'adaptation des codes internationaux de classifications dans les différents pays. Il a assuré une assistance technique six jours sur sept aux pays participants. Le stockage de l'information et le suivi, en temps réel, des étapes du processus de traduction des pays participants se fait au moyen d'une plateforme Internet, WebTrans, dont la réalisation a été confiée, par le groupe de Méthodologie, à Gallup Europe.

Enquête EVS

L'enquête européenne sur les valeurs EVS s'est déroulée au Luxembourg de mi-mai à mi-décembre auprès d'un échantillon représentatif de la population résidente âgée de 18 ans ou plus et composé de plus de 1500 personnes. Une centaine d'enquêteurs assermentés et ayant suivi une formation spécifique à

la conduite de cette enquête ont mené des entretiens en face à face auprès des personnes sélectionnées pour compléter les questionnaires individuels. Les données de l'enquête seront exploitées en 2009 dans le cadre du projet VALCOS et permettront de réaliser des travaux comparatifs avec celles récoltées en 1999.

Valeurs et Cohésion Sociale

VALCOS est un projet de recherche soutenu par le FNR dans le cadre du programme de recherche Vivre demain au Luxembourg pour une durée de 4 ans (2007-2011). Il a pour objectif d'analyser le mode du « vivre ensemble » de la société luxembourgeoise et de mener des travaux comparatifs au niveau européen pour tenter de cerner les valeurs communes qui pourraient sous-tendre les différents modèles de cohésion sociale. Plus d'infos sur : <http://valcos.ceps.lu/>.

Les travaux réalisés en 2008 ont principalement porté sur deux volets. Le premier a consisté à définir la cohésion sociale et les conditions de son opérationnalisation. Dans ce cadre, un séminaire interne s'est tenu au CEPS/INSTEAD avec la participation du Professeur Paul Bernard de l'université de Montréal en novembre 2008. Le second volet était axé sur la création d'un module de questions spécifiques au contexte luxembourgeois qui ont pour objectif d'affiner l'approche de la cohésion sociale dans le contexte national. Ce module a été ajouté au questionnaire EVS utilisé pour l'enquête. Ce projet de recherche est mené en collaboration avec l'Université du Luxembourg, le STATEC et le SESOPI.

MIGRAPOL

Le projet MIGRAPOL est un projet de recherche soutenu par le FNR dans le cadre du programme de recherche Vivre demain au Luxembourg. Ce projet, qui a débuté en septembre 2007, vise à analyser les politiques migratoires, la perception de ces politiques par les populations concernées et le pouvoir politique dans cinq domaines : l'emploi, la sécurité sociale, l'éducation, le logement et la participation politique. Deux mesures/politiques sont analysées pour chacun des domaines à l'aide de cinq approches méthodologiques différentes : des analyses statistiques de données administratives, des analyses de textes programmatiques, des analyses de données d'enquêtes (quantitatives et qualitatives), des enquêtes réalisées au sein du projet, et des analyses d'entretiens intensifs avec des personnes-ressources. Les travaux menés en 2008 ont porté sur l'analyse et le développement des outils d'investigation.

INTERGEN (Intergenerational relations in Luxembourg)

INTERGEN (Intergenerational relations in Luxembourg : Solidarity, ambivalence, conflict) est un projet de recherche retenu par le FNR dans le cadre du programme de recherche Vivre demain au Luxembourg. Il est réalisé par le consortium constitué du CEPS/INSTEAD et de l'Université du Luxembourg et se déroule sur 36 mois à partir du 01.08.2007. Le CEPS/INSTEAD a pour mission de dessiner un tableau des relations intergénérationnelles au Luxembourg. Il s'agit de mesurer les échanges de biens matériels et de services entre générations, les contacts et leurs fréquences et également la qualité des relations. Les travaux réalisés au cours de l'année ont consisté à mener les travaux préparatoires à la réalisation du questionnaire qui sera administré lors d'une enquête

en face à face à réaliser en 2009 : bilan sur l'état de la recherche dans ce domaine, création du questionnaire, réalisation d'enquêtes pilotes.

Les pratiques culturelles des adultes

Après la première enquête sur le thème des pratiques culturelles en 1999, le Ministère de la Culture a confié au CEPS/INSTEAD la réalisation d'une nouvelle enquête sur ce thème pour 2009. Elle permettra d'analyser les changements au cours des dix dernières années et de faire des analyses comparatives avec d'autres pays tels que la France, qui réalise ce type de sondage tous les 7 ans depuis une trentaine d'années. Les conditions de réalisation de cette enquête ont été minutieusement préparées en partenariat avec le MCSER.

Les pratiques culturelles des jeunes

Les jeunes âgés entre 6 et 19 ans ont été enquêtés sur leurs pratiques culturelles : activités sportives, artistiques et de loisirs, écoute de la radio et de la télévision, pratiques du multimédia, lecture et fréquentation des bibliothèques, écoute de la musique et participation aux concerts, fréquentation des lieux culturels et des musées. Le rapport final a été remis au Ministère de la Culture ainsi qu'un premier document d'une série de trois, dans la collection Population et Emploi et intitulé : « Les pratiques sportives et artistiques des jeunes ».

RAXEN – Racism and Xenophobia European Network

RAXEN est un observatoire européen concernant les discriminations raciales, ethniques et religieuses. Le CEPS/INSTEAD est le correspondant national de cet observatoire européen (UE-27). Trois bulletins, une mise à jour du rapport annuel 2007 ainsi que le rapport annuel 2008 ont été réalisés au cours de l'année 2008.

FER - Fonds Européens pour les Réfugiés

Suite à un marché de gré à gré avec le CGE (Commissariat du Gouvernement aux Etrangers), l'évaluation du FER II exercice 2004 - 2007, et notamment l'évaluation de l'exercice 2007, a été confiée au CEPS/INSTEAD.

Cette évaluation s'articule autour de deux sections. Une section contextuelle, qui relate les changements « politiques » (textes de loi, pratiques administratives, nouveaux programmes/projets et statistiques contextuelles) en la matière. Et, une section, qui analyse la structure du programme, sa mise en œuvre, les réalisations, les résultats, la pertinence et l'efficacité des actions, la cohérence entre politiques nationales et celles du FER.

Les dépenses de consommation des travailleurs frontaliers sur le territoire luxembourgeois

Dans le cadre d'un contrat avec le STATEC, une enquête a été réalisée afin de fournir au STATEC une estimation de la dépense effectuée par les frontaliers sur le territoire luxembourgeois (pour une meilleure estimation de la balance des paiements). Cette enquête a été réalisée par courrier au cours du second semestre 2007, auprès d'un échantillon d'environ 4500 frontaliers. Un rapport final a été transmis au STATEC en janvier 2008. Dans la première partie, ce rapport fournit l'estimation de la dépense frontalière poste par poste et en mesure l'évolution par rapport à 2003,

date de la dernière enquête. Dans une seconde partie, il propose une analyse détaillée des raisons déclarées par les frontaliers pour expliquer leur comportement d'achat au Luxembourg.

Collaboration à l'ouvrage „Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg“

Le CEPS/INSTEAD a collaboré au projet de la rédaction du manuel „Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg“, projet mené par l'unité de recherche INSIDE de l'Université du Luxembourg. Cette collaboration s'est concrétisée par la participation au comité d'accompagnement scientifique du projet et la contribution de 3 articles à ce manuel.

Le phénomène de discrimination dans l'accès au logement

Les travaux entrepris dans le cadre de ce projet, commandité par le Ministère de la Famille et de l'Intégration, pour le compte du Commissariat du Gouvernement aux Etrangers, s'articulent autour des deux éléments suivants : le sentiment de discrimination, c'est-à-dire le ressenti, et la discrimination réelle subie par les individus. La problématique globale de la recherche consiste à mettre en relation les deux mesures de la discrimination afin de montrer dans quelle mesure la façon dont les discriminations sont ressenties est proche ou éloignée de la réalité du phénomène. Les travaux développés en 2008 ont concerné l'élaboration et l'administration d'une enquête par courrier visant à collecter une série d'informations, subjectives et objectives, portant à la fois sur le déroulement de la recherche du logement et la qualité du logement trouvé. Les travaux d'analyse s'effectueront en 2009.

L'effet des dynamiques professionnelles des conjoints sur les dynamiques matrimoniales au Luxembourg

Les données des deux premiers PSELL (Panel Socio-Economique « Liewen zu Lëtzebuerg »), portant sur les périodes 1985-1994 et 1994-2001, nous ont permis d'aborder la question des déterminants économiques du divorce de manière longitudinale. Plus précisément, cette recherche porte sur les effets des écarts de salaires entre conjoints et les effets des variations de ces écarts de salaires dans le temps sur le risque de divorce. Les résultats montrent que les différences économiques entre conjoints jouent un rôle de plus en plus important sur la stabilité conjugale. Il ressort ainsi des analyses que sur la période 1994-2001, les différences de salaires, quand elles sont en faveur des femmes, contribuent plutôt à fragiliser les couples. A l'inverse, quand ces différences, et surtout leurs variations, profitent aux hommes, le couple en sort renforcé. Ces résultats, qui semblent conforter la théorie traditionnelle de la famille, ont été également mis en évidence dans d'autres pays avec des méthodes et des données différentes.

Recensement des actions philanthropiques pour de nouvelles perspectives

En 2009 sera créée la Fondation de Luxembourg qui aura pour rôle de conseiller et d'orienter les financements d'actions philanthropiques. L'objectif de cette recherche est de fournir une palette critique d'actions philanthropiques ayant besoin d'être développées au Luxembourg. Il s'agit pour l'essentiel de recenser les actions philanthropiques existantes pour mettre en évidence les manques et mettre en place un outil d'aide à la décision quant aux actions nécessitant des financements.

Le concept de pauvreté peut se définir et s'envisager de diverses manières. En suivant une distinction fréquemment utilisée, la pauvreté peut s'appréhender de manière indirecte comme une insuffisance de ressources ou de manière directe sur la base des conditions de vie. La méthode indirecte se concentre sur les moyens que constituent les ressources, monétaires ou autres, dont disposent les individus pour satisfaire un ensemble de besoins considérés comme faisant partie d'un niveau de vie ordinaire. Elle nous informe sur la satisfaction potentielle plutôt qu'effective des besoins. À l'inverse, la méthode directe fait reposer la mesure de la pauvreté sur des indicateurs de privation relatifs, entre autres, aux conditions de logement ou à la possession de biens durables. Dès lors, l'évaluation de la pauvreté dans le cadre de cette approche est basée sur l'observation directe des résultats que les individus parviennent à atteindre, c'est-à-dire sur la satisfaction effective des besoins.

Le choix entre approche directe (en termes de privation) ou indirecte (en termes de pauvreté monétaire) dépend de notre conception de la justice sociale. Cependant, plusieurs arguments permettent de considérer que, d'un point de vue théorique, les approches directes sont plus satisfaisantes que celles indirectes. Tout d'abord, l'expérience de la pauvreté vécue par les personnes défavorisées découle directement d'une interaction complexe de désavantages, ou de besoins non satisfaits, les empêchant de participer aux activités de la société comme les autres et ne se situe pas uniquement au niveau de leurs ressources monétaires. Ensuite, se concentrant sur les moyens, les approches indirectes ne permettent pas de tenir compte de la diversité humaine en termes de caractéristiques personnelles et de conditions socio-économiques et environnementales auxquelles chaque individu est confronté. Or, cette diversité affecte la capacité des individus à transformer les moyens dont ils disposent (e.g. la possession d'un véhicule) en réalisations (e.g. la capacité de se déplacer). Aussi, la seule observation des moyens ne nous permet pas de préjuger de la manière dont les individus peuvent atteindre certains résultats alors que l'observation directe des accomplissements des individus permet de tenir compte de cette hétérogénéité.

Si la contribution théorique des approches directes de la pauvreté semble claire, les difficultés soulevées par leur opérationnalisation empirique nous amènent à nous interroger sur leur utilité pratique. L'apport conceptuel des approches directes de la pauvreté se matérialise-t-il, comparativement à l'approche monétaire traditionnelle, par des différences en termes d'identification des populations pauvres ? Une procédure souvent utilisée pour comparer les résultats issus de ces deux approches consiste, dans un premier temps, à identifier les pauvres sur la base de chacune de ces deux méthodes, puis, dans un second temps, à étudier le degré de recoupement entre les deux populations ainsi distinguées. La difficulté de cet exercice réside dans la détermination d'un seuil sur les différents indicateurs. On peut remarquer que

cette procédure implique que l'évaluation du degré de recoupement se fait à partir d'un seul et unique cas, celui déterminé par les seuils choisis pour les deux mesures, si bien que la validité des conclusions est conditionnelle à la pertinence de ces seuils. Ceci constitue une limite évidente dès lors que l'on est conscient de la sensibilité au seuil retenu des analyses de la pauvreté. Dans cet article, nous proposons de nous affranchir de cette contrainte par l'utilisation de la méthode de la courbe du *Receiver Operating Characteristic* (ROC) qui permet d'évaluer ce degré de recoupement, indépendamment du seuil de privation. La méthode de la courbe du ROC est une procédure issue de la théorie de détection du signal introduite durant la seconde guerre mondiale afin de parvenir à identifier de manière correcte les signaux radars affectés par du bruit. Cette technique a été ensuite transposée dans de nombreux domaines tels que l'évaluation des performances visuelles ou la prise de décision médicale. La courbe du ROC permet de juger de la capacité d'un test diagnostique à correctement identifier un résultat binaire. L'exemple de la prise de décision médicale, au sein de laquelle la méthode du ROC fait l'objet d'un usage intensif, illustre parfaitement son utilisation. Afin de détecter la présence d'une maladie, il est nécessaire d'effectuer un test diagnostique. Sur la base du choix d'une valeur seuil, on peut conclure quant à la présence ou non de la maladie : les valeurs de test supérieures à ce seuil révèlent la présence de la maladie tandis que celles qui lui sont inférieures témoignent de son absence. Les difficultés d'avoir un test parfaitement fiable, ainsi que l'incertitude liée à la fixation d'un seuil adéquat, font que cette manière de procéder peut engendrer des erreurs de diagnostic lorsque la présence de la maladie est diagnostiquée à tort ou bien lorsque le test ne permet pas d'identifier des individus malades. La courbe du ROC est une méthode qui a pour but d'évaluer la précision avec laquelle le test permet de distinguer correctement entre les individus qui ont la maladie et ceux qui ne l'ont pas, et ce indépendamment du seuil utilisé.

Cette logique est à la base de notre contribution au sein de laquelle l'indice de privation va être utilisé comme un test diagnostique dont le but sera de détecter la situation de pauvreté monétaire. En faisant l'hypothèse que l'on sait distinguer les individus en situation de pauvreté monétaire des autres, on peut noter que pour chaque seuil de privation Z , allant de 0 à la valeur maximum d'un indice de privation S_i , quatre populations peuvent être identifiées. Tout d'abord, les vrais positifs (VP) sont les individus en situation de pauvreté monétaire dont le statut est confirmé par la mesure directe au seuil de privation donné. Les vrais négatifs (VN) sont les individus qui ne sont pas en situation de pauvreté monétaire et qui sont correctement identifiés comme tels par l'indice de privation au seuil de privation donné. Enfin, les faux positifs (FP) sont les individus classés comme pauvres par l'indice de privation alors qu'ils ne sont pas en situation de pauvreté monétaire, et les faux négatifs (FN) sont les individus identifiés comme non pauvres par l'indice de privation mais qui sont en situation

de pauvreté monétaire. Afin de vérifier le degré de recouplement entre les deux mesures, la courbe du ROC consiste à mettre en relation sur le même graphique la fraction des faux positifs sur l'axe des abscisses et la fraction des vrais positifs sur l'axe des ordonnées pour tous les seuils possibles de l'indice de privation (cf. graphique 1).

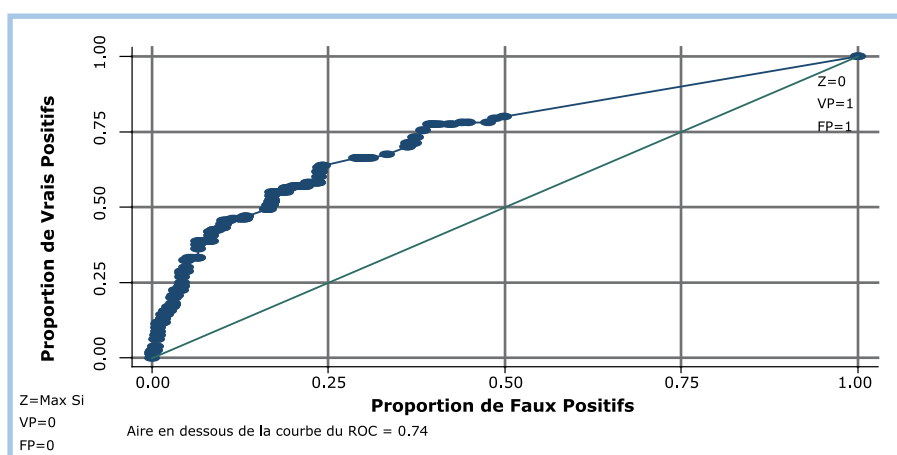
Nous ne rentrons pas ici dans les détails de la méthode. On peut avoir une idée visuelle de la qualité du recouplement, par la simple comparaison de la courbe du ROC avec la diagonale allant de l'origine au point de coordonnées (1, 1). Si la courbe du ROC se superpose à la diagonale, alors l'indice de privation n'a pas de pouvoir discriminant et n'est pas un bon signal de la pauvreté monétaire. A l'opposé, plus la courbe se rapproche du point (0, 1), c'est à dire croît fortement dans un premier temps, puis commence à s'aplatir, meilleur est le degré de recouplement entre les deux approches. La traduction quantitative de ce critère graphique est obtenue en calculant l'aire sous la courbe du ROC qui correspond à la capacité de l'indice de privation de classer correctement les individus considérés comme pauvres à partir du critère du revenu. Plus la valeur de cette aire est proche de 1, et plus l'indice de privation peut être considéré comme confirmant les résultats issus de l'approche monétaire. L'application de cette méthode aux données du Panel Communautaire des Ménages confirme l'aboutissement de nombreux travaux, à savoir que les résultats issus de ces deux approches se recourent, mais de manière imparfaite. En effet, si on sélectionne de

manière aléatoire un individu en situation de pauvreté monétaire et un autre qui ne l'est pas, la probabilité pour que l'indice de privation S_i soit plus élevée pour l'individu pauvre, que pour celui qui ne l'est pas, se situe entre 0,57 au Danemark et 0,74 au Luxembourg. Ce résultat correspond, d'après les valeurs de référence couramment retenues, à un degré de recouplement moyen. Il existe une divergence significative entre la pauvreté mesurée en utilisant une approche monétaire et la pauvreté mesurée, de façon directe, en termes de privation observée. Dès lors, on peut en déduire que l'indice de privation matérielle est corrélé avec la mesure monétaire, mais pas assez pour considérer que les approches basées sur les ressources et celles basées sur les conditions de vie sont équivalentes, ni même pour dire que l'une puisse être utilisée comme approximation de l'autre. Par conséquent c'est le caractère complémentaire, plutôt que celui substituable de ces deux approches qui prévaut. Un tel résultat plaide donc pour un approfondissement de la recherche sur les méthodes directes de mesure de la pauvreté, en vue de compléter l'approche monétaire largement utilisée, et justifie l'analyse de ce thème dans le cadre des études du Centre.

Pour plus d'informations :

Fusco A. (2009), «Les mesures monétaires et directes de la pauvreté sont-elles substituables ? Investigations sur base de la courbe du ROC», *Recherches Economiques de Louvain/Louvain Economic Review*, à paraître

Graphique 1. Courbe du ROC - Luxembourg



Source : Panel Communautaire des Ménages, année d'enquête 1995, calculs de l'auteur.

Note explicative : Pour un seuil de privation $Z = \text{Max } S_i$, les indices de privation de tous les individus sont inférieurs au seuil ; personne n'est considéré comme étant en situation de privation matérielle si bien qu'aucun individu en situation de pauvreté monétaire n'est correctement identifié ($VP = 0$), tandis que tous les individus qui ne sont pas en situation de pauvreté monétaire sont correctement identifiés ($VN = 1$). Ce cas de figure correspond au point ($VP = 0, FP = 1 - VN = 0$). On fait ensuite baisser le seuil, si bien que certains individus sont maintenant considérés en situation de privation matérielle par l'indice de privation. Si ces individus sont effectivement en situation de pauvreté monétaire, la proportion de VP augmente et la courbe s'élève. En revanche, si ces individus ne sont pas en situation de pauvreté monétaire, la proportion de VP ne change pas et la proportion de FP ($FP = 1 - VN$) augmente de telle sorte que la courbe du ROC va vers la droite. Cet algorithme est répété jusqu'à ce qu'on atteigne la valeur minimale du seuil $Z = 0$. A ce seuil, les scores de tous les individus sont supérieurs à Z , si bien que toute la population est considérée comme étant en situation de privation matérielle. Aussi, tous les individus en situation de pauvreté monétaire sont correctement identifiés ($VP = 1$), et tous les individus qui ne sont pas en situation de pauvreté monétaire ne sont pas correctement identifiés ($FP = 1$). Aussi, nous nous situons dans ce cas au point de coordonnées (1, 1).

LE TISSU ÉCONOMIQUE



L'activité de l'Unité de Recherche "Entreprises" s'articule autour de trois types d'actions : la collecte de données, les travaux d'analyse et d'autres activités liées à la mission générale du Centre.

Au niveau de la collecte de données, en 2008 nous avons reconduit trois projets communautaires sur lesquels nous travaillons depuis plusieurs années :

- « ICT Usage by Enterprises »,
- « Indicators for Benchmarking National R & D policies »,
- « Community Innovation Survey ».

Nous avons également collecté des données relatives à la Responsabilité Sociale des Entreprises et à l'usage des Technologies de l'Information et de la Communication par les individus.

Au niveau des travaux d'analyse, leur nombre a augmenté du fait de l'embauche d'un chercheur (ce dernier est un économiste spécialisé dans l'adoption et l'usage des Technologies de l'Information et de la Communication). Nous pouvons souligner le fait que notre production s'est intensifiée car le nombre de travaux d'analyse rapporté au nombre de chercheurs a également augmenté entre 2007 et 2008.

L'Unité de Recherche "Entreprises" a également activement participé à l'organisation de la journée « Visite d'entreprises » dans le cadre des Doctoriales de Lorraine 2008 et au Forum 'Business Meets Research'.

Soucieux d'accroître sa visibilité et d'acquérir de nouvelles compétences, l'ensemble des activités ci-avant présentées cherchent à s'inscrire dans l'établissement de collaborations scientifiques. C'est ainsi que le Professeur Caroline Mothe de l'Université de Savoie (France) a accepté la fonction de Conseiller Scientifique de notre Unité de Recherche. Gestionnaire,

spécialisée dans les processus d'innovation, son expertise donne un nouvel élan à nos travaux d'analyse. En 2008, des actions très concrètes ont d'ores et déjà été entreprises avec la rédaction de papiers scientifiques co-signés par le Pr Mothe et un chercheur de l'équipe. Un de ces papiers a également été réalisé avec un chercheur du BETA de l'Université de Strasbourg.

Une convention de collaboration a également été signée avec l'Université Toulouse 1 et l'École Supérieure de Commerce de Toulouse pour dynamiser les travaux liés aux Systèmes d'Information. Cette convention va permettre de faciliter la mobilité des chercheurs et la réalisation de travaux co-signés entre nos trois institutions. En 2008, cette collaboration s'est matérialisée par l'accueil, durant plusieurs mois, d'un étudiant en Master 2 de Gestion qui, sous la responsabilité du Professeur M.C. Monnoyer, est venu exploiter nos bases de données et a intégré les résultats obtenus dans son mémoire de fin d'études.

Naturellement, la collaboration avec l'Université de Rennes, et en particulier le Centre de Recherche en Economie et Management (CREM UMR CNRS 6211), se poursuit : durant deux semaines, deux enseignants chercheurs sont venus exploiter nos bases de données et finaliser un article de recherche dans le cadre d'une Mesure d'Accompagnement du Fonds National de la Recherche. L'UR 'entreprises' reste également très active dans la communauté des spécialistes français en Système d'Information. En effet, un chercheur de l'équipe a été élu pour la seconde fois Administrateur de l'AIM. Depuis 2008, il est membre du bureau du Conseil d'Administration de l'AIM en qualité de Trésorier.

L'activité de l'Unité de Recherche « Entreprises » du CEPS/INSTEAD s'est articulée autour de cinq projets donnant lieu à la constitution de nouvelles bases de données.

Production de données en 2008

1. Community Innovation Survey [EUROSTAT, STATEC, CEPS/INSTEAD]

L'enquête communautaire intitulée « Community Innovation Survey » (CIS), coordonnée par Eurostat a pour objectif de collecter, depuis 1993, des données sur les activités d'innovation des entreprises. Cette enquête, maintenant réalisée tous les deux ans, contre quatre auparavant a été mise en œuvre pour une cinquième édition (CIS 2006). Les travaux relatifs à cette enquête se sont échelonnés du dernier trimestre 2007 à la mi-2008. Les premiers mois de 2008 ont plus particulièrement été consacrés au recueil des données auprès des entreprises, à la saisie et au contrôle de ces données (contrôle de cohérence, contrôle des valeurs extrêmes, comparaison des données avec celles d'autres bases disponibles), aux traitements méthodologiques nécessaires (pondération, imputations, évaluation de la qualité des données...) et enfin à la compilation des résultats (micro-données finales et indicateurs agrégés). Le

déroulement de ces travaux a été retranscrit dans les rapports intermédiaires et finaux de cette enquête remis au STATEC et au Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

En pratique, 637 entreprises ont été contactées pour participer à cette enquête, 568 réponses ont été obtenues (soit un taux de réponse de 89%, après rectification des entreprises hors champ ou disparues). Les micro-données finales de cette enquête CIS 2006 ont été transmises au STATEC de même que les indicateurs tirés de cette enquête, eux-mêmes adressés au Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et à Eurostat. Ces résultats ont été présentés à l'occasion d'un séminaire économique du STATEC.

2. Benchmarking of National R&D Policies [Ministère de la Culture, de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur, STATEC, CEPS/INSTEAD]

L'année 2008 a été riche en terme de collecte et de production de données R&D. Le premier semestre a vu nos enquêteurs se rendre dans les entreprises luxembourgeoises afin de réaliser en face à face l'enquête dite CIS 2006 (cf. 1. Community Innovation Survey). Outre des informations portant sur l'innovation, cette enquête incluait des variables visant à mesurer les ressources consacrées par les entreprises à la R&D. En complément de cette enquête, l'enquête annuelle sur les ressources consacrées à la R&D par les organismes du secteur public a été menée.

Ces deux enquêtes, réalisées en coopération avec le STATEC et le Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, ont été effectuées en vertu du règlement CE 753/2004 de la Commission du 22 avril 2004 sur les statistiques de la R&D.

Les résultats de ces enquêtes (R&D publique et R&D Entreprises), remis au STATEC et au Ministère de la Culture de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, ont permis de répondre aux différentes demandes d'indicateurs R&D émanant de la Commission Européenne ou de l'OCDE que sont : l'enquête R&D d'Eurostat et de l'OCDE (année de référence 2007) et l'enquête Femmes & Science de la Commission.

3. ICT Usage by Enterprises [EUROSTAT, STATEC, CEPS/INSTEAD]

Pour la huitième année consécutive, l'Unité de Recherche a réalisé l'enquête « *ICT Usage by Enterprises* » qui vise à mieux connaître les impacts et les opportunités associés au déploiement et à l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans la vie des entreprises. La méthodologie de l'enquête est identique à celle des années passées :

- l'échantillonnage des entreprises a été réalisé à partir du répertoire des entreprises luxembourgeoises du STATEC,
- la collecte des données a été réalisée par voie postale,
- les entreprises interrogées appartiennent à quasiment tous les secteurs d'activités et comptent au moins dix salariés.

Contrairement aux cinq premières vagues et à l'image de ce que nous avons fait en 2006 et 2007, trois versions du questionnaire étaient disponibles : une version française, une version anglaise et une version allemande.

Par ailleurs, cette année, de nouveaux thèmes ont été abordés : l'usage de l'Echange Automatique de Données (EAD), le partage électronique d'informations pour la gestion de la chaîne logistique et le partage électronique et automatique d'informations dans l'entreprise.

Au niveau du déroulement de l'enquête, la collaboration entre l'Unité de Recherche "Entreprises" et le STATEC a été encore renforcée. En plus des aspects méthodologiques, des ressources supplémentaires ont été mobilisées lors du dépouillement des questionnaires permettant d'améliorer la qualité des indicateurs en diminuant la non réponse partielle et le nombre de réponses incohérentes.

4. La Responsabilité Sociale des Entreprises [CEPS/INSTEAD]

En 2008, l'Unité de Recherche "Entreprises" a collecté des données auprès des entreprises afin de mettre en évidence les motivations de l'adoption de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) et les moyens mobilisés par les entreprises pour sa mise en œuvre.

L'enquête, non obligatoire, a été réalisée par courrier. Elle a été envoyée auprès d'environ 2500 entreprises de plus de 10 salariés appartenant à la quasi-totalité des secteurs d'activités (selon la classification européenne Nace rev 1.1 : industrie manufacturière DA-DN ; Construction 45 ; Commerce et réparation automobile, commerce de gros, commerce de détail 50, 51, 52 ; Hôtel et autres moyens d'hébergement 55.1+55.2 ; Transport 60-63 ; Poste et télécommunication 64 ; Activités informatiques 72 ; Immobilier, locations sans opérateur, recherche et développement, publicité 70+71+73+74 ; activités cinématographiques et vidéo, activités de radio et de télévision 92.1-92.2 ; autres intermédiations financières hors banque centrale, distribution de crédit 65.12+65.22 ; assurance vie et capitalisation, autres assurances 66.01+66.03). Sont exclus : l'agriculture, l'administration publique, éducation, santé et action sociale, services collectifs, sociaux et personnels, syndicats de salariés, services domestiques, services extra-territoriaux.

L'enquête qui s'est déroulée du 20 septembre au 1^{er} décembre nous a permis d'obtenir environ 1100 questionnaires renseignés, soit un taux de réponse d'environ 45%. Ce taux de réponse élevé pour une enquête de ce type peut s'expliquer par la mise à disposition d'un questionnaire en versions allemande, française et anglaise, peu volumineux et portant sur un thème nouveau.

Ce projet a reçu le soutien de l'Institut du Mouvement Sociétal (IMS Luxembourg). Ce dernier a sollicité ses membres pour tester le questionnaire et réaliser les traductions. Les premiers résultats seront publiés en 2009.

5. Fracture numérique et interactions sociales : une analyse comparée des modes de diffusion et des usages de l'Internet en Afrique centrale et Europe occidentale [CEPS/INSTEAD, Université de Rennes (France), Université de Douala (Cameroun) et Université Omar Bongo de Libreville (Gabon)]

Le CEPS/INSTEAD, l'Université de Rennes (France), l'Université de Douala (Cameroun) et l'Université Omar Bongo de Libreville (Gabon) se sont associés pour mener un projet de recherche intitulé « Fractures numériques et interactions sociales : une analyse comparée des modes de diffusion et des usages de l'Internet en Afrique centrale et en Europe occidentale ».

Ce projet de recherche vise à étudier le rôle des interactions sociales dans la diffusion et les usages des Technologies de l'Information et de la Communication, et plus spécifiquement d'Internet. L'objectif est de comprendre la dynamique individuelle et collective de diffusion des usages d'Internet au sein d'une population, en prenant en compte les caractéristiques économiques, géographiques, sociales et culturelles. L'originalité de cette étude est de se placer dans une

démarche comparative entre plusieurs pays ayant des niveaux de développement économique, une géographie économique et des cultures très différents. Les pays retenus sont la France et le Luxembourg pour les pays développés et le Cameroun et le Gabon pour les pays en voie de développement. L'approche comparée reposera sur l'exploitation statistique d'enquêtes individuelles menées dans chacun de ces pays.

Ce projet a été soumis à l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Parmi 448 dossiers de candidature reçus par l'AUF, l'originalité et la qualité scientifique de notre projet ont été jugées recevables. Ce projet va donc recevoir une subvention de la part de l'AUF. Cette subvention permet de financer les déplacements et les frais de séjour liés à l'organisation d'un séminaire de travail en Afrique et d'un séminaire de travail en France.

En 2008, un séminaire de travail a été organisé à l'Université de Douala (Cameroun). Durant ce séminaire, nous avons présenté à nos partenaires les méthodes que nous mettons en œuvre lors de la collecte de données au Luxembourg. Ce séminaire nous a permis de finaliser le questionnaire administré en Afrique, de mettre au point le tirage de l'échantillon et d'évoquer les méthodes de redressement qui devront être mises en œuvre. Fin 2008, nous avons réalisé le masque de saisie qui sera utilisé par nos collègues africains. Parallèlement, des questions relatives aux usages d'internet (usages marchand et usages sociaux) et aux avantages tirés de l'usage d'internet ont été élaborées et introduites dans l'enquête 'European Value Survey' (EVS) administrée par une autre Unité de Recherche du Centre. Ces données sont pour l'heure collectées. Elles seront exploitées en 2009.

Travaux d'analyse

Les travaux d'analyse de l'Unité de Recherche "Entreprises" abordent trois problématiques : la Société de la Connaissance, qui regroupe les analyses faites sur le thème de l'usage d'internet, de l'innovation et de la R&D ; la Responsabilité Sociale des Entreprises et, enfin le Développement et la cohésion du territoire qui relève du Programme transversal du centre.

1. Société de la connaissance

1.1 Thème 1 : Internet

Sur les données collectées dans le cadre de l'enquête « *ICT Usage by Enterprises* » divers travaux ont été réalisés. D'une part, une analyse des **déterminants de l'adoption de l'administration électronique par les entreprises** a été conduite sur les données collectées en 2006. Cette analyse suggère que ce sont les entreprises de taille moyenne, appartenant au secteur de l'industrie, de la construction, des transports ou des services qui ont la plus forte probabilité de recourir à l'administration électronique. Au niveau de l'usage des TIC, il semble que l'utilisation de TIC dédiées à la communication (intranet, extranet...), le fait d'avoir une connexion internet de qualité et le fait d'avoir au moins en partie substituer au courrier papier des moyens électroniques ont des effets positifs sur l'intensité de recours à l'administration en ligne.

D'autre part, dans un contexte de globalisation croissante des activités des entreprises, nous avons choisi de conduire une **analyse de la décision d'externaliser la fonction Système d'Information (SI)**. Cette première analyse d'exploration des données collectées en 2007 met en évidence les principaux profils des entreprises qui choisissent de sous-traiter la fonction SI ou de la délocaliser à l'étranger. Ainsi, il semble que ce sont les entreprises qui ont un fort degré de spécificité de leur besoins relatifs à la fonction SI qui choisissent de recourir à la sous-traitance et/ou à la délocalisation. Dans le même temps ces entreprises utilisent beaucoup de TIC et emploient des salariés avec des compétences spécifiques en TIC et SI. Ce résultat souligne que les entreprises ont besoin de garder des compétences

TIC en interne de manière à contrôler efficacement l'exécution des contrats de sous-traitance et pour assurer la compatibilité entre les services produits à l'extérieur et les besoins de l'entreprise.

Tout en restant dans le cadre de l'entreprise, une autre analyse réalisée à partir de l'« *European Social Survey 2005 (ESS)* » se focalise sur les salariés. Elle vise à analyser les liens existants entre **l'usage des TIC par les salariés, les nombreux changements organisationnels mis en œuvre par les entreprises et les incitations et motivations des salariés à travailler dans l'intérêt de leur employeur**. Les principaux résultats soulignent que l'usage des TIC par les salariés s'associe à un contrôle direct de leur travail moins oppressant et à un recours plus important aux incitations positives par l'employeur (bonus et promotion). Il apparaît également que l'usage des TIC rend le travail du salarié plus enrichissant et favorise l'esprit de groupe dans l'entreprise. Ensuite, en distinguant deux groupes de salariés, ceux qui s'épanouissent dans leur travail et ceux qui s'épanouissent en dehors du travail, les résultats suggèrent que permettre l'usage des TIC sur le poste de travail permet l'épanouissement d'un plus grand nombre de salariés au travail. Enfin, les TIC apparaissent comme un moyen de retenir dans l'entreprise les salariés qui partagent les préférences de leur employeur.

A partir de données collectées dans le cadre de l'enquête ESS, nous avons analysé **le rôle d'Internet dans la formation du capital social**. La question principale à laquelle nous souhaitons répondre est la suivante : l'usage d'Internet a-t-il un impact sur la nature et l'intensité des investissements d'un individu dans des réseaux sociaux formels et informels ? Cette question a été d'abord examinée d'un point de vue théorique à l'aide d'un modèle microéconomique d'investissement en capital social. Puis, nous avons essayé de mesurer empiriquement les déterminants de l'investissement en capital social hors Internet et via Internet. Nous mettons en évidence un effet positif de l'usage d'Internet sur l'engagement dans des réseaux sociaux. Par ailleurs, nous montrons que

la majorité des investissements en capital social via Internet viennent en complément des investissements hors Internet (investissements directs), sauf pour les individus ayant connu une mobilité ou une rupture dans le passé (géographique, professionnelle, affective). Ces derniers semblent tirer des bénéfices importants de l'usage de l'Internet, pour entretenir ou renouveler leur capital social.

1.2 Thème 2 : Innovation et Recherche & Développement

A partir de l'ensemble des données relatives à la R&D et à l'innovation disponibles au CEPS/INSTEAD, nous avons analysé **l'évolution des ressources humaines et financières dédiées aux activités de Recherche et de Développement (R&D)**. Pour cela, nous avons pris en compte l'évolution, entre 2000 et 2005, des effectifs de personnel de R&D, des dépenses de R&D des acteurs nationaux de la recherche et des budgets publics consacrés à la R&D. Les résultats de nos travaux indiquent que la période 2000-2005 s'est caractérisée par le développement des activités publiques de R&D mises en œuvre par les organismes des secteurs d'Etat et de l'enseignement supérieur, impulsé par la croissance très importante des investissements publics en R&D. Les entreprises restent cependant les acteurs majeurs des activités de R&D menées sur le territoire national. Les données les plus récentes (*i.e.* Crédits Budgétaires Publics de R&D 2007) suggèrent par ailleurs que la croissance des activités publiques de R&D se poursuit à un rythme soutenu. L'examen de l'évolution des autres pays membres de l'UE donne lieu à des enseignements supplémentaires. L'évolution de l'engagement en R&D des entreprises luxembourgeoises, caractérisée par une certaine stabilité, est globalement en accord avec le cheminement du secteur « entreprises » des autres anciens Etats Membres de l'Union Européenne. La progression des secteurs d'Etat et de l'enseignement supérieur relève quant à elle des évolutions que connaissent les pays les plus en retrait au vu de l'ampleur de leurs activités publiques de R&D, à savoir une forte, voire une très forte croissance. L'examen du profil des chercheurs montre que les entreprises emploient peu de femmes en R&D. Les chercheurs, hors secteur « entreprises » sont jeunes, originaires des pays limitrophes, et ils exercent leurs activités dans les sciences de l'ingénieur et de la technologie, les sciences exactes ou les sciences sociales.

Les données issues de l'Enquête communautaire sur l'innovation portant sur la période 2002-2004 (CIS 4) ont donné lieu à la rédaction de quatre articles.

Le premier papier cherche à expliquer **pourquoi les entreprises s'engagent dans la coopération en R&D**. Cette analyse a pour but d'aboutir à une structure théorique qui facilitera notre étude sur les motivations des firmes à coopérer en R&D. En dépit de l'importance reconnue de la coopération de recherche, il n'y avait aucune analyse systématique des déterminants de la décision de coopérer des firmes innovantes luxembourgeoises. Cette étude consiste à évaluer la relation entre les compétences ainsi que les obstacles d'innovation des firmes innovantes et leurs engagements dans les partenariats de R&D avec différents types de partenaires. Les résultats corroborent l'approche de la firme basée sur les compétences et ressources en vue d'expliquer la stratégie de coopération et le choix des partenaires de recherche. Par ailleurs, les obstacles liés au manque de connaissances semblent jouer un rôle plus important sur la coopération que les risques liés à l'importance

des coûts d'innovation. L'étude identifie également d'autres facteurs déterminants de la coopération, tels que les sources d'information en provenance des institutions de recherche publiques et les méthodes formelles de protection de l'innovation.

Le second papier est une **évaluation empirique de l'effet de l'innovation non-technologique sur l'innovation technologique**. De nombreuses études ont souligné le rôle de l'innovation des investissements et des instruments qui soutiennent l'innovation technologique. Toutefois, ces travaux ne tiennent pas compte d'autres stratégies d'innovation de l'entreprise, telle que l'innovation de marketing ou d'organisation, même si la littérature sur l'innovation met en évidence le caractère de réactivité du processus d'innovation technologique où l'innovation non-technologique joue un rôle crucial. Le but de ce papier est de mettre en évidence les effets de l'innovation non-technologique (d'organisation et de marketing) sur la capacité des entreprises d'innover technologiquement. Les résultats soulignent fortement l'importance de l'innovation de marketing sur le processus d'innovation de l'entreprise. En revanche, tandis que l'innovation organisationnelle semble augmenter la capacité d'innover des entreprises, elle n'a pas d'effet sur la performance en termes de succès commercial de ces produits innovants. Il s'avère donc que l'influence de l'innovation organisationnelle dépend des phases du processus d'innovation.

Le troisième papier **analyse l'innovation organisationnelle dans les entreprises au Luxembourg**. L'innovation suit un processus complexe qui fait intervenir non seulement les dimensions technologiques mais également organisationnelles. De nombreux travaux dans la littérature soulignent leur complémentarité en mettant en évidence leur coexistence, leur évolution temporelle ou encore leur influence mutuelle. Quelle que soit l'approche adoptée, tous ces travaux convergent vers un point : les innovations technologiques et organisationnelles sont indissociables. Bien que l'innovation organisationnelle soit d'une importance reconnue pour le processus d'innovation et qu'elle soit devenue une pratique courante dans les entreprises, elle reste un concept encore peu abordé ou presque absent des débats actuels sur les politiques d'innovation. L'objectif de l'analyse consiste à fournir des éléments qui permettraient de mieux comprendre ce concept d'innovation organisationnelle. Dans ce travail, elle est analysée en fonction des caractéristiques des entreprises, des stratégies adoptées vis-à-vis des activités d'innovation technologiques ainsi que de l'environnement dans lequel ces entreprises opèrent.

Le quatrième papier réalisé à partir des données de la quatrième enquête communautaire sur l'innovation (CIS4) analyse **l'introduction et la mise en œuvre de l'innovation par les entreprises dans différents pays européens**. Cette analyse met en évidence une grande variabilité des pratiques liées à des facteurs structurels (au Luxembourg, par exemple, la proportion d'entreprises membres d'un groupe est importante et le secteur des services est le plus étendu, ce qui implique que la propension nationale à innover tend à en être structurellement accrue) et à d'autres facteurs qui interagissent de façon relativement homogènes entre les pays européens. Leur prise en compte permet d'établir des typologies de pratiques de l'innovation. Cette analyse nous apporte un autre enseignement : assurer un suivi des activités nationales d'innovation à partir d'une

série d'indicateurs reflétant les différents aspects du processus de l'innovation n'est pas optimal. Cette pratique conduirait en effet à brouiller les résultats de pays, tel le Luxembourg, aux structures économiques singulières. Afin de fournir l'image la plus fidèle des aptitudes nationales à innover, une série d'indicateurs corrigés des influences structurelles devrait être établie. Pour ce faire, un accès à des données internationales moins agrégées serait nécessaire.

Les données issues de l'Enquête communautaire sur l'innovation sur la période 2004-2006, réalisée en 2008 par le CEPS/INSTEAD, ont permis de rédiger un papier relatif aux **complémentarités des stratégies organisationnelles le long du processus d'innovation technologique**. La littérature a souligné la nécessité de réaliser l'innovation organisationnelle pour soutenir l'innovation technologique. Toutefois, quelles sont les pratiques organisationnelles qui devraient être choisies, et sont-elles compatibles ? Quelles sont les combinaisons les plus efficaces en termes de performance des entreprises ? Aucune réponse n'a été donnée à ces questions. Le but de cette étude est justement d'étudier les complémentarités entre différentes stratégies organisationnelles. Les résultats mettent en évidence des complémentarités entre différentes stratégies de l'innovation organisationnelle. L'analyse montre notamment que ces stratégies doivent être soigneusement choisies en fonction des phases du processus d'innovation.

2. Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE)

A partir des données collectées en 2007 auprès des entreprises appartenant à la quasi-totalité des secteurs d'activité économique, l'Unité de Recherche "Entreprises" du CEPS/INSTEAD a analysé l'adoption de la Responsabilité Sociale des Entreprises par les entreprises de deux façons complémentaires.

Nous avons tout d'abord réalisé **un état des lieux de l'adoption de la RSE**. Les résultats obtenus montrent, entre autres, qu'une majorité d'entreprises ne connaît pas le concept de RSE. Toutefois, sans nécessairement connaître ce concept, force est de constater que de nombreuses entreprises sont sensibles à leur impact sur l'environnement au sens social et écologique du terme, et mènent des actions au niveau social et environnemental.

Nous avons ensuite mis au jour **le profil des entreprises qui mettent en œuvre le concept de Responsabilité Sociale des Entreprises**. Conformément à la littérature, nous avons constaté que les entreprises luxembourgeoises ont des comportements différents selon leur taille et leur secteur d'activités. Nous avons également montré que l'intensité de la concurrence n'influence pas la probabilité d'adoption d'un comportement responsable. Un chiffre d'affaires en hausse est sans effet sur la mise en œuvre d'actions en faveur de l'environnement, ni sur l'adoption d'une démarche RSE mais il a un effet incitatif sur la probabilité de mener des actions sur le plan social. Le fait d'être une société leader sur son marché ou une société anonyme a un effet positif sur la probabilité de connaître le concept de RSE et de le mettre en œuvre. Enfin, les valeurs défendues par l'entreprise ont un effet positif sur les quatre comportements responsables que nous avons étudiés (actions en faveur de l'environnement, actions dans le domaine social, connaître le concept de RSE, le mettre en œuvre).

3. Développement et cohésion (Programme transversal)

Des travaux portant sur **la croissance régionale de l'emploi et la mobilité des entreprises au Luxembourg** ont été réalisés. Pour ce faire, l'évolution de l'emploi dans cinq aires infra-métropolitaines, distinguées sur la base de critères morphologiques et fonctionnels, a été analysée sur la période 1994-2005. Ces aires sont : la ville de Luxembourg, l'aire suburbaine, la 1^{ère} couronne, la région sud et la deuxième couronne. Les résultats suggèrent qu'une certaine redistribution des fonctions économiques s'est opérée sur la période considérée entre Luxembourg-Ville et son agglomération. La relative déconcentration des activités de services mise en évidence s'est en effet accompagnée d'une spécialisation sectorielle de la ville-centre au profit d'activités de services supérieurs. L'interdépendance et la complémentarité des fonctions économiques des aires infra-métropolitaines se sont cependant renforcées. Les résultats mettent enfin en évidence le dynamisme économique de l'aire métropolitaine, celle-ci connaissant une croissance supérieure à ce que ne laisserait suggérer sa composition sectorielle. Ces résultats confirment l'émergence d'un ensemble métropolitain en cours d'intégration.

Autres initiatives

1 Organisation de la journée « Visite d'entreprises » dans le cadre des Doctoriales de Lorraine 2008.

Pour la seconde fois consécutive, l'Unité de Recherche "Entreprises" du CEPS/INSTEAD a organisé, en collaboration avec l'Université de Nancy 2, la journée « Visite d'entreprises » dans le cadre des Doctoriales de Lorraine 2008.

Cette manifestation vise à faciliter l'insertion professionnelle des doctorants dans les entreprises. Depuis 1997, les quatre Universités lorraines (UHP-

NANCY 1, INPL, NANCY 2, UPV-METZ), le Comité Régional des Ecoles Doctorales (CRED) et le Centre d'Initiation à l'Enseignement Supérieur (CIES) l'organisent.

De par le caractère transfrontalier du marché du travail luxembourgeois et de l'intensification des embauches d'universitaires d'un niveau doctoral, nous avons jugé qu'il serait intéressant que des représentants des secteurs public et privé luxembourgeois et les doctorants lorrains se rencontrent afin que des acteurs économiques du paysage luxembourgeois présentent les activités de leur structure et leurs attentes vis-à-

vis des doctorants, spécialisés dans le domaine des Sciences Humaines et Sociales (Economie, Droit, Gestion, etc.) qui pourraient être leurs collaborateurs de demain.

Cette journée a rassemblé une vingtaine d'étudiants qui ont pu dialoguer avec une douzaine d'intervenants (chercheur du CRP Henri Tudor, Enseignant-Chercheur de l'Université de Luxembourg et chercheurs de différentes Unités de Recherche du CEPS/INSTEAD).

2. Forum « Business meets Research ».

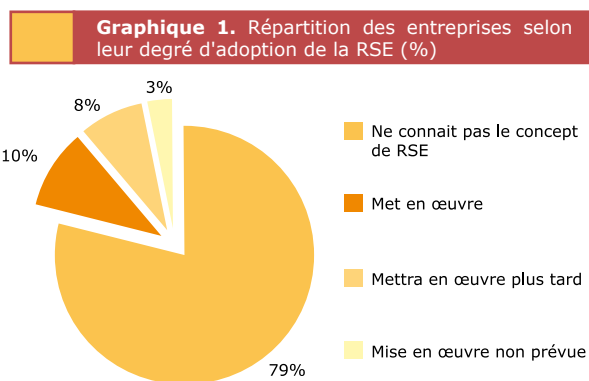
L'Unité de Recherche "Entreprises" a participé activement au deuxième Forum « Business meets Research » organisé par Luxinnovation dans les

locaux de la Chambre de Commerce. Ce forum devait permettre aux entreprises de rencontrer les chercheurs d'une trentaine de laboratoires publics différents.

Pour promouvoir des collaborations entre des entreprises et notre unité, nous avons présenté nos travaux, décrit notre méthode de travail et un thème de coopération envisageable et participé à la confection d'une publication, véritable catalogue présentant la recherche publique au Luxembourg. Enfin, tout au long de la journée, des rencontres individuelles avec l'unité et des entreprises nous ont permis d'établir des contacts avec des professionnels du secteur privé.



A partir d'une enquête réalisée en 2007 auprès des entreprises appartenant à la quasi totalité des secteurs d'activité économique, l'Unité de Recherche "Entreprises" du CEPS/INSTEAD a analysé l'engagement des entreprises, de 10 salariés et plus, dans des pratiques qui relèvent de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE). Parmi l'ensemble des entreprises comptant dix salariés et plus, on remarque que la plupart d'entre elles (79%) ne connaissent pas le concept de RSE. Une entreprise sur dix déclare avoir une démarche RSE ; 8% souhaitent mettre en œuvre une telle démarche plus tard ; 3% n'ont pas prévu de la mettre en œuvre (cf. graphique 1).



Source : CEPS/INSTEAD (2008), « Un état des lieux de l'adoption de la RSE au Luxembourg ».

Une analyse plus détaillée de la diffusion du concept de RSE montre que cette diffusion varie selon la taille des entreprises et leurs secteurs d'activités. La proportion d'entreprises qui déclare connaître ce concept est beaucoup plus importante parmi les grandes entreprises que parmi les petites : 62% des entreprises de 250 salariés et plus connaissent le concept de Responsabilité Sociale des Entreprises alors que seulement 16% des entreprises employant entre 10 et 49 salariés sont dans cette situation. Au niveau des secteurs d'activités, avec 52% des entreprises déclarant connaître ce concept, le secteur de la finance est le secteur le plus familiarisé avec la notion de RSE. A l'opposé, le secteur des transports est le secteur où le terme RSE est le moins connu : seulement 8% des entreprises de ce secteur le connaissent. Cette modeste proportion d'entreprises déclarant mettre en œuvre une démarche RSE est vraisemblablement le reflet des objectifs principaux poursuivis par les entreprises. Parmi une liste constituée de neuf objectifs, force est de constater que les objectifs ayant un caractère économique (augmenter la part de marché, améliorer la qualité des produits) sont déclarés par les entreprises comme étant les objectifs les plus importants. Plus précisément, pour 86% des entreprises, augmenter les parts de marché est un de leurs trois plus importants objectifs ; améliorer la qualité des produits l'est pour 67% des entreprises. Les objectifs en relation avec le pilier social de la RSE, comme former ses collaborateurs, garantir leur sécurité et leur santé, développer le tissu économique local, sont, pour leur part, moins souvent considérés comme faisant

partie des plus importants. Ils sont considérés comme tel par respectivement, 43%, 40% et 7% des entreprises. Enfin, les objectifs liés au pilier environnemental de la RSE (limiter la production de déchets, diminuer la consommation de matières premières) font partie des trois objectifs principaux des entreprises pour seulement 6 à 7% d'entre elles. On constate toutefois que nombreuses sont les actions menées en faveur de l'environnement ou au niveau social. En effet, durant les trois dernières années, 66% des entreprises ont cherché à réduire leurs émissions de déchets ou à diminuer leur consommation d'énergie. Au total, 78% des entreprises ont mené au moins une de ces deux actions en faveur de l'environnement.

Au niveau social, 29% des entreprises ont mené des actions de nature à promouvoir la diversité du personnel, 27% ont choisi leurs fournisseurs sur des critères non économiques, 26% ont participé à des projets de réinsertion professionnelle, enfin 10% ont mis en place un partenariat avec des structures type ONG. Les entreprises qui ont mené au moins une de ces actions représentent 58% de l'ensemble des entreprises (cf. tableau n°1).

Nous pouvons également noter que, parmi les entreprises ayant au moins dix salariés et appartenant à la quasi totalité des secteurs d'activités, 90% considèrent que l'entreprise doit se préoccuper des grands enjeux sociaux et environnementaux comme par exemple, l'intégration des minorités, l'égalité homme/femme, la préservation de l'environnement ou encore l'impact de ses décisions sur l'environnement local. La proportion non négligeable d'entreprises qui mettent en œuvre des actions en matière sociale et environnementale et le pourcentage de celles qui sont soucieuses des grands enjeux sociaux et environnementaux devraient constituer un terrain favorable au développement de la RSE.

Tableau 1. Proportion d'entreprises selon le type d'actions responsables menées

Actions menées par les entreprises	Proportion d'entreprises (%)
<i>Environnementales</i>	
Réduction de l'émission de déchets	66
Réduction de la consommation d'énergie	66
Une action environnementale	78
<i>Sociales</i>	
Promotion de la diversité	29
Choix des fournisseurs sur des critères non économiques	27
Aide à la réinsertion	26
Partenariat avec des ONG	10
Une action sociale	58

Source : CEPS/INSTEAD (2008), « Les déterminants de l'adoption de la Responsabilité Sociale des Entreprises », Colloque 'En route vers Lisbonne', 4 et 5 décembre 2008, Luxembourg.

GOUVERNANCE ET EMPLOI



1. Relations professionnelles

1.1 La recherche sur le dialogue social

[Prevent a.s.b.l., Fondation Européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail]

Dans le cadre du contrat, un certain nombre de rapports ont été réalisés. Il s'agissait d'analyser la représentativité des organisations professionnelles dans certains secteurs d'activité.

En 2008, les secteurs suivants ont fait l'objet d'une étude :

- l'aviation civile
- le transport fluvial
- les services personnels
- la sidérurgie.

A côté de ces rapports sectoriels, des rapports concernant le développement des salaires et du temps de travail au Luxembourg, la flexibilité des salaires et le travail intérimaires ont aussi été réalisés.

1.2 LUXMODEL (Vers un approfondissement du modèle luxembourgeois de relations professionnelles)

Cette recherche démarrée le 1er avril 2007, contient deux étapes. La première consiste à « disséquer » le « modèle » luxembourgeois, à voir quelle est sa consistance réelle, de sa mise en place législative à la concrétisation des décisions prises par ses structures et institutions. La deuxième étape consiste à vérifier la place de ce modèle dans l'ensemble des modèles européens de relations professionnelles.

Les initiatives prises entre l'Etat et les partenaires sociaux dans le cadre des plans d'actions nationaux (1998-2004) ont été étudiées. Ce fut le cas aussi pour les mesures résultant de l'accord tripartite du 28 avril 2006. Il en est allé de même de toutes les questions théoriques ayant rapport avec le projet.

Les partenaires de la recherche LUXMODEL sont le Fonds national de la recherche (Luxembourg), l'Institut des sciences du travail de l'Université catholique de Louvain (Louvain-la-Neuve), le Hoger Instituut voor de arbeid van de Katholieke universiteit te Leuven (Louvain, ainsi que le Conservatoire national des arts et métiers (Paris).

Les conclusions des travaux à mi-parcours ont été présentées lors d'une table ronde interne au CEPS le 5 décembre 2008.

1.3 SeeEurope

Le projet SEEUROPE est réalisé par un réseau international d'experts, sous l'égide de l'European Trade Union Institute for Research, Education and Health and Safety (ETUI-REHS). Ce projet étudie tout d'abord l'implication des travailleurs au niveau des sociétés européennes (SE), non seulement dans les comités d'entreprises ou encore au niveau des délégations du personnel à travers les partenaires sociaux, mais aussi dans la procédure de prise de décision interne des entreprises. Sur base d'articles, de rapports nationaux et d'un répertoire général des SE, les experts réalisent ensuite un suivi régulier et permanent de l'implémentation des SE, ainsi que des analyses sur les raisons à la base de l'adoption du statut de SE ou d'un transfert du siège d'une SE d'un pays à l'autre. Dans ce contexte, un article sur l'introduction du statut unique au Luxembourg a été publié sur le site internet du projet (www.worker-participation.eu).

2. Emploi

2.1 EURES (European Employment Services)

Dans le but de mettre à la disposition du grand public des informations sur le travail transfrontalier et ses dérivés, EURES entretient un centre de documentation et de recherches (CRD EURES Luxembourg). Ainsi, les modifications législatives importantes au niveau de la sécurité sociale et du travail sont toujours actualisées ; de même, les publications à caractère social sont regroupées.

Ce travail de mise en place de banques de données, se fait aussi au niveau européen pour les données concernant les conditions de vie et de travail et est complété par une revue de presse concernant l'économie générale des régions transfrontalières.

L'actualisation de l'information a été poursuivie en 2008 : mise à jour du site www.eureslux.org, publication de brochures et des « Cahiers transfrontaliers d'EURES Luxembourg ». Ces derniers sont insérés dans « Entreprises Magazine » et paraissent simultanément sous forme de tirés à part.

Divers travaux de recherche ont été effectués; d'autres sont encore en cours. Ils concernent le marché du travail, la mobilité régionale et interrégionale, l'exploitation des informations statistiques sur l'emploi en Europe, les relations professionnelles au Luxembourg, les obstacles à la libre circulation dans la Grande Région, les conditions de vie et de travail au niveau transfrontalier, le travail intérimaire, les qualifications de demain dans le domaine des technologies de l'information et de la communication et les métiers de la santé.

7 fiches pratiques publiées dans Entreprises Magazine sur la protection sociale du travailleur frontalier au Luxembourg sont également mises en lignes sur www.eureslux.org et actualisées.

Le site internet www.eureslux.org, a été actualisé, notamment une mise à jour des paramètres sociaux de la France, du Luxembourg, de l'Allemagne et de la Belgique. Il y a eu aussi actualisation et mise en ligne de nouveaux éléments d'information pour la rubrique « Conditions de vie et de travail » dans la partie « Vivre et travailler » du site Internet EURES (<http://ec.europa.eu/eures>), partie Luxembourg, contenant les sous-rubriques suivantes :

1. Trouver un emploi (*comment chercher un emploi et comment postuler*)
2. S'installer dans un autre pays (*trouver un logement, une école, titres de séjour...*)
3. Conditions de travail (*les formes d'emploi, le temps de travail, la rémunération, le travail indépendant, les conflits du travail...*)
4. Conditions de vie (*système de santé, système éducatif, vie culturelle et sociale...*)
5. Sécurité sociale et assurance (*assurance chômage, assurance maladie...*)

La publication en ligne du « Guide pour les frontaliers belgo-luxembourgeois » est téléchargeable sur le site www.eureslux.org.

3. Axe mixte

3.1 SYSDEM (Community System of Documentation on Employment)

Les travaux dans le cadre du contrat SYSDEM (Système communautaire d'information sur l'emploi, faisant partie de l'Observatoire Européen de l'Emploi) consistent à produire des rapports trimestriels sur le marché de l'emploi et la conjoncture économique ainsi que des rapports thématiques. Les rapports thématiques en 2008 ont porté sur les thèmes suivants :

- « **Spring Review** »: The single status in the private sector (Juin 2008).
- « **Revue d'automne** »: Improving the capacity to anticipate EU-wide labour market and skills requirements. (Novembre 2008).

Le contrat SYSDEM prévoit deux analyses du Plan national de réforme (PNR) : une analyse des réformes réalisées en 2008 et une analyse du nouveau PNR (2008 - 2010) que le Gouvernement a envoyé à la Commission Européenne en octobre 2008.

La Commission européenne a aussi demandé aux correspondants nationaux de répondre à deux questionnaires spécifiques « ad hoc » concernant la situation des stagiaires au Luxembourg (avril 2008) et sur les initiatives en matière de nouvelles qualifications pour les nouveaux emplois (juillet 2008).

La collaboration dans le réseau SYSDEM prévoit aussi la participation à une conférence annuelle de l'Observatoire qui s'est déroulée le 30 mai 2008 à Bruxelles.

3.2 La gouvernance collective de l'emploi

Plusieurs thèmes de recherche concernent de près ou de loin la gouvernance de l'emploi au niveau des entreprises et des conventions collectives qui leur sont propres. La recherche étudie ainsi la mise en place de la procédure de négociation collective au sein de l'entreprise, les éléments des éventuelles restructurations, les prises de position des partenaires sociaux, les thèmes de négociation des conventions d'entreprises, le degré d'implémentation des différents plans d'action nationaux en faveur de l'emploi au

travers des conventions ainsi que les conflits de négociation.

Dans le cadre de ce projet, les conventions collectives d'entreprises de l'année 2005 ont été analysées et ont donné lieu à un rapport intermédiaire. L'analyse finale portera sur les conventions collectives d'entreprise et de branche des années 2005 et 2006. L'objectif de la recherche consiste en une analyse du niveau d'implémentation dans les conventions collectives des quatre thèmes rendus obligatoires pour les négociations collectives par la loi du 30 juin 2004 portant sur les relations collectives de travail (article L. 162-12 (4) du Code de travail introduit en 2006), à savoir : 1. l'organisation du temps de travail ; 2. la politique de formation de l'entreprise et l'accroissement des possibilités de formation, d'expérience professionnelle, notamment en faveur des chômeurs, du secteur ou de la branche auquel la convention collective est applicable ; 3. d'une manière générale, les efforts faits par les parties à la convention collective en vue du maintien ou de l'accroissement de l'emploi et de la lutte contre le chômage, et notamment en faveur des travailleurs âgés ; 4. la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes dans les établissements et/ou entreprises auxquels la convention collective est applicable.

Le partenaire pour cette recherche est l'Inspection du travail et des mines (ITM).

3.3 La stratégie européenne de l'emploi

La recherche sur la stratégie européenne de l'emploi se focalise sur le suivi permanent des innovations apportées essentiellement par les partenaires sociaux et l'Etat sur le marché de travail. Le projet analyse quotidiennement les contributions de chaque acteur et suit de près dans le cadre d'un monitoring permanent les évolutions et les applications dans la réalité des lignes directrices, des plans nationaux et de rapports de mise en œuvre initiés et évalués par l'Union européenne. Dans le même contexte, la recherche a également porté sur l'examen de l'implication dans la stratégie depuis 2005 de nouveaux acteurs non-gouvernementaux (ONG, société civile, parlements...) et des formes de dialogue afférentes à cette implication.

Axe 2. Sécurité sociale

1. GPSoc (General Principles of Social Security Law)

Cette recherche qualifie les principes fondamentaux et généraux de la sécurité sociale luxembourgeoise (sécurité, solidarité, responsabilité personnelle et protection) dans une perspective comparative européenne.

Les partenaires de la recherche GPSoc sont le Max Planck Institut for foreign and international social law (Munich) ainsi que la Research unit Europe and social security van de Katholieke universiteit te Leuven (Louvain).

L'unité REPREM a organisé le vendredi 5 décembre 2008 une table ronde sur son projet « Luxmodel : Vers un approfondissement du modèle luxembourgeois de relations professionnelles ».

Cofinancé par le Fonds national de la recherche (FNR) de 2007 à 2010, ce projet a fait l'objet d'un bilan à mi-parcours au cours de cette table ronde.

Après une introduction de Monsieur Georges SCHROEDER, Président du CEPS/INSTEAD, et de Franz CLEMENT, Responsable de l'unité REPREM, les participants ont assisté à la présentation en détail du projet « LUXMODEL » par Carole BLOND-HANTEN, membre de l'unité REPREM, en charge également du projet « LUXMODEL ».

Un exposé concernant « La notion de modèle en sociologie des relations professionnelles » a ensuite été présenté par Frédéric REY du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) à Paris. Ce dernier participe au projet dans le cadre d'une allocation de formation-recherche (AFR) octroyée par le FNR.

Les résultats intermédiaires du projet ont ensuite été présentés par Carole BLOND-HANTEN.

Le contexte théorique du projet « LUXMODEL » a été exposé quant à lui par Franz CLEMENT.

L'allocation suivante des professeurs Valeria PULIGNANO et Albert MARTENS de l'Université catholique de Louvain (KUL – Leuven) et de Frédéric REY, a permis d'insérer le projet « LUXMODEL » dans un contexte comparatif international.

La journée s'est terminée par la présentation d'un questionnaire élaboré en vue de la poursuite des travaux par Carole BLOND-HANTEN et Franz CLEMENT. Ce questionnaire sera soumis courant 2009 à un ensemble d'acteurs du monde syndical, patronal et étatique au Luxembourg de manière à découvrir plus en détail le fonctionnement du Comité de coordination tripartite, institution phare du modèle luxembourgeois de relations professionnelles.

Outre les personnes mentionnées ci-dessus, on a relevé la présence de Monsieur Serge ALLEGREZZA, Directeur du Service central de la statistique et des études économiques (STATEC) et Président du Conseil économique et social, de Monsieur Frank BINGEN, Superviseur de programmes au FNR, de Madame Magalie LYSIAK de la Fédération des industriels luxembourgeois (Fedil), des Professeurs Antoine BEVORT (CNAM), Bernard FUSULIER (UCL), et Guy VAN GHYS (KUL). L'ensemble des membres de l'unité REPREM étaient présents.

Cette table ronde fut l'occasion d'envisager aussi de nouvelles collaborations entre le CEPS/INSTEAD et ses partenaires et, notamment, de déposer en 2010 un projet de recherche « Luxmodel 2 » au FNR.



**SYSTEME INTÉGRÉ DE SPATIALISATION
POUR DONNÉES COMPLEXES**



En se basant sur le programme pluriannuel (2006-2010), les travaux effectués en 2008 par l'unité de recherche GEODE du CEPS/INSTEAD s'inscrivent toujours au sein de la problématique de la métropolisation, tant au Luxembourg qu'au niveau de ses espaces frontaliers. Les différents projets d'études et de recherche se répartissent dans 5 axes thématiques :

1. Urbanisation et habitat,
2. Intégration métropolitaine transfrontalière,
3. Mobilités résidentielle et quotidienne,
4. Développement territorial,
5. Systèmes d'observation géographique.

Axe 1 : Urbanisation et habitat

1. Observatoire de l'Habitat

1.1. Etat de la disponibilité foncière

L'objectif principal de l'étude du potentiel foncier constructible pour l'habitat est de localiser, quantifier et qualifier les terrains constructibles encore disponibles dans chaque commune afin d'établir, dans le cadre de l'Observatoire de l'Habitat (pilote par le Ministère du Logement), des statistiques sur l'ensemble du pays (méthodologie mise en place par le CEPS/INSTEAD). Grâce à la collaboration de la Direction de l'aménagement communal et du développement urbain du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, ainsi que de l'Administration du Cadastre et de la Topographie, une mise à jour de la base de données géographiques a pu être entamée suite au premier état de la disponibilité foncière reflétant la situation de 2004. L'objectif consiste à actualiser les informations à la situation de l'année 2007. Trois indicateurs ont été créés, à savoir le potentiel foncier constructible total, le taux de disponibilité et le degré de mobilisation. Cette méthode permet de montrer le potentiel foncier constructible pour les zones d'activités, les zones publiques et les zones de réserves. La procédure est achevée pour 29 des 116 communes du Luxembourg. Pour ce faire, l'équipe a actualisé les PAG et digitalisé les PAP réalisés entre 2004 et 2007. Concernant la valorisation des résultats, un article sur la construction au Luxembourg est paru dans la revue « Etudes foncières ».

1.2 Prix immobiliers et fonciers

Prix annoncés

L'unité de recherche GEODE effectue depuis avril 2003, pour le compte de l'Observatoire de l'Habitat, coordonné par le Ministère du Logement, un relevé systématique des annonces immobilières paraissant dans les médias luxembourgeois (presse écrite et Internet). A la fin de l'année 2008, la base de données « prix annoncés » regroupait 300 000 annonces collectées. Ces données ont été exploitées pour le calcul des indicateurs trimestriels des prix annoncés afin de suivre l'évolution des prix de l'offre immobilière à la vente comme à la location. Par ailleurs, ces données sont également utilisées pour une mise à jour semestrielle de la borne prix du site internet de l'Observatoire de l'Habitat.

Évolution des prix annoncés

Un dossier d'analyse des prix a donné lieu à une publication pour la Semaine Nationale du Logement de 2008 : « l'offre et les prix des logements mis sur le marché : situation en 2006 et en 2007 ».

Prix des transactions immobilières enregistrés

Après plusieurs réunions, un accord de principe est intervenu entre l'Administration de l'Enregistrement et l'Observatoire de l'Habitat. Cet accord prévoit

que l'Administration de l'Enregistrement fournisse régulièrement un extrait du Fichier de la Publicité Foncière qui comporte les prix des transactions immobilières provenant des actes notariés. Des travaux d'analyse ont été engagés par GEODE, en coopération avec la cellule méthodologique du CEPS/INSTEAD, pour tester l'éventualité d'une production statistique.

1.3 Capacité d'achat des ménages

Le poids du logement sur le revenu des ménages

Une étude sur cette question a été conduite à partir des données de l'enquête EU-SILC. Elle a donné lieu à la publication d'une Note de l'Observatoire de l'Habitat en 2008. Une deuxième étude est en cours sur ce sujet, cette fois selon le niveau de vie des ménages. Cette deuxième analyse a donné lieu à une nouvelle Note de l'Observatoire de l'Habitat qui sera publiée en février 2009.

La capacité d'achat des ménages

Compte tenu de l'augmentation des prix immobiliers, nous nous sommes interrogés sur la capacité des ménages d'acquiescer un logement, compte tenu de ses ressources et des prix des logements. Une recherche méthodologique a été conduite en 2007-2008. Une note méthodologique a été rédigée permettant l'introduction de nouvelles questions dans l'enquête EU-SILC 2008. Les données de l'enquête seront analysées en 2009/2010.

1.4 Evaluation de la nouvelle loi sur les baux à loyer

La Chambre des Députés a voté une motion le 12 juillet 2006 relative à la loi du 21 septembre 2006 portant sur le bail à usage d'habitation. Cette motion invite le Gouvernement à procéder à une évaluation approfondie des répercussions de cette nouvelle législation sur le marché locatif national, ainsi que sur la demande éventuelle de logements sociaux. Dans ce cadre, le CEPS/INSTEAD a été mandaté par le Ministère du Logement pour définir les modalités d'évaluation de la nouvelle législation sur les loyers. Une méthodologie et un projet de questionnaire ont été élaborés en 2007.

Cependant les travaux programmés en 2008 n'ont pu être réalisés car l'Observatoire de l'Habitat n'a pu accéder aux données du Recensement Fiscal annuel. En effet, ces données sont soumises à la confidentialité fiscale et ne sont donc, par conséquent, pas accessibles à l'Observatoire de l'Habitat.

1.5 Semaine Nationale du Logement

Comme chaque année, les travaux réalisés dans le cadre de l'Observatoire sont présentés lors de la Semaine Nationale du Logement. Cette manifestation a nécessité entre autres :

- l'actualisation des données de la borne Internet des prix 2006/2007 ;
- la création de plusieurs posters pour le stand de l'Observatoire : a) présentation de l'Observatoire ; b) 2 posters sur l'évolution des prix immobiliers ; c) 2 posters sur le poids du coût du logement.

1.6. Site Internet de l'Observatoire de l'Habitat

L'unité de recherche a assuré la maintenance et les mises à jour du site Internet de l'Observatoire (www.observatoire.ceps.lu) :

- l'actualisation de la borne prix ;
- l'actualisation des publications telles que les Notes de l'Observatoire de l'Habitat et les indicateurs trimestriels des prix annoncés.
- la création d'un onglet « Tableaux récapitulatifs » qui reprend les données statistiques sur les prix par commune pour les années 2005, 2006 et 2007.

2. Cadastre des loyers – Mesure de la mésaffectation et de la non-occupation

Dans le cadre de la nouvelle loi sur les baux à loyer, le CEPS/INSTEAD a été mandaté par la Ville de Luxembourg, pour l'assister dans la réalisation d'une enquête administrative auprès des propriétaires d'immeubles et de parties d'immeubles sis à Luxembourg-Ville. Cette enquête a pour objet de collecter les informations nécessaires pour : a) mesurer la vacance de logements ; b) mesurer la mésaffectation, et c) établir un Cadastre des Loyers comme prévu par l'article 28 de la prédite loi. L'étude préparatoire, la méthodologie et le questionnaire ont été finalisés en 2008 ; l'enquête a été reportée à l'année 2009.

3. Les mécanismes de la ségrégation socio-résidentielle

3.1. Elaboration d'un plan de développement social de la ville de Luxembourg

La Ville de Luxembourg a commandité un plan de développement social (*Stadtsozialplan*), placé sous la responsabilité scientifique de l'institut FOREG (*Institut für Regionale Sozialforschung*) du Professeur M. Schenk de l'Université de Trèves, en collaboration avec le département de sociologie de l'université de Trèves et l'unité GEODE du CEPS/INSTEAD. Il s'étend sur la période 2007-2009. Le projet vise à fournir des connaissances préliminaires sociales et démographiques, de développer les lignes directrices du domaine social et d'initier des mesures conceptuelles à travers un rapport social (*Sozialberichterstattung*) dont le point central est la qualité de vie des résidents de la ville. Le projet aborde une approche interdisciplinaire : la sociologie s'occupe de la mise en place des indicateurs nécessaires, la géographie sociale se focalise sur l'espace et la pédagogie sociale examine les services sociaux. Une enquête sur la qualité de vie à Luxembourg-ville a été menée en 2008. En 2009 vont être publiés des rapports sur les infrastructures sociales et la structure de la population de la ville ainsi que les résultats de l'enquête sur la qualité de vie.

Complémentairement, l'unité GEODE accueille une doctorante en géographie sociale qui traite les données statistiques relatives à la question de la structure sociale des résidents et des élèves du primaire des quartiers scolaires de la Ville de Luxembourg.

3.2. Projets MIGRAPOL et DESTINY

Dans le cadre d'une connaissance approfondie des phénomènes de ségrégation et des inégalités sociales au Luxembourg, deux projets soutenus par le FNR ont démarré en 2008.

Le premier, MIGRAPOL, dont la coordination est assurée par l'unité Population & Emploi, rassemble cinq grandes thématiques liées aux politiques migratoires et à leurs perceptions par les Luxembourgeois et les étrangers, soit l'emploi, l'éducation, le logement, la sécurité sociale et la participation politique. La dimension logement, dont GEODE assure le développement, est abordée en trois étapes s'intéressant à la fois aux populations étrangère et nationale : 1) les conditions de logement et les dynamiques ségréгатives sur le territoire, 2) les stratégies d'intégration au marché du logement, ainsi que 3) les perceptions de l'intégration et les projets résidentiels des ménages. Dans cette première année du projet, la première étape, qui se veut une base sur laquelle les deux autres prendront appui, a été développée en mobilisant les données du recensement (STATEC, 1991 & 2001) et du PSELL2 (1995 à 2002). Un article scientifique soumis dans une revue arbitrée ainsi qu'une communication dans une conférence internationale en sont les principaux résultats. Parallèlement à ces travaux, GEODE a contribué au développement de la portion logement d'un questionnaire postal qui sera acheminé dans la prochaine année où les cinq thématiques du MIGRAPOL seront abordées. Les deux étapes suivantes pourront ainsi démarrer en 2009 pour se poursuivre en 2010 avec la disponibilité de ces données d'enquête.

Le deuxième projet recouvre de nombreux aspects du projet MIGRAPOL. DESTINY, cofinancé par le FNR et la Politique Scientifique Belge (BELSPO), est un projet de recherche ambitieux sur quatre ans (2008-2011) qui rassemble, en plus du CEPS/INSTEAD, deux institutions belges : le GÉDAP (Groupe d'études de Démographie Appliquée) de Louvain-la-Neuve, qui est le coordinateur, et le Onderzoeksgroep Sociale en Economische Geografie (OSEG) de l'Université Catholique de Leuven (KUL). Ce projet vise à étudier les inégalités sociales selon une approche individuelle et longitudinale en ayant comme préoccupation la comparaison entre le Luxembourg et la Belgique, plus particulièrement certaines régions urbaines (Luxembourg-Ville et Bruxelles) ou industrielles (région de Charleroi et région de la « Minette » du Luxembourg). Cette première année de démarrage du projet a permis de poser les bases de travail théoriques et empiriques, notamment l'harmonisation des sources de données entre les deux pays (recensements belge et luxembourgeois en plus des données du panel européen pour les deux pays). À ce titre, avec des réunions de travail menées avec les trois équipes, les derniers mois ont permis de développer une méthodologie originale permettant de positionner les populations des deux pays sur une échelle multidimensionnelle d'inégalités. Cette méthodologie a été présentée par les trois équipes incluses dans le projet lors d'un séminaire à Bruxelles, organisé par BELSPO, où des experts internationaux de la question ont pu donner un avis favorable sur la méthode.

Cette première étape, complexe au niveau méthodologique mais centrale au projet, permettra, au cours des étapes ultérieures, la construction de groupes sociaux dont la position sera suivie dans le temps et sur le territoire des deux pays. Par ailleurs, cette première étape à caractère méthodologique fera notamment l'objet, en 2009, d'une présentation scientifique conjointe des trois équipes dans le cadre d'une conférence internationale en démographie.

1. Projet METROLUX

Au cours de la deuxième année du projet METROLUX (Enjeux métropolitains et formes de gouvernance au Luxembourg et dans les territoires frontaliers), les travaux entrepris se sont attelés à approfondir les recherches entamées en 2008 et à valoriser les résultats obtenus. En tout, sept articles scientifiques ont été rédigés et une douzaine de présentations ont été faites dans des colloques internationaux. Ces recherches, qui s'inscrivent dans le plan de travail du projet METROLUX, se répartissent en six thématiques.

1.1 Emplois métropolitains

Dans le dessein d'analyser les attributs fonctionnels de la métropolisation au Luxembourg, une classification des activités économiques métropolitaines inspirée des travaux consacrés à l'économie de la connaissance a été réalisée. La nomenclature des activités à forte intensité de connaissance qui en découle permet de mettre en évidence la très forte concentration spatiale des emplois dits « métropolitains » dans la Ville de Luxembourg et son agglomération. Par ailleurs, la prise en compte du lieu de résidence des travailleurs métropolitains souligne l'émergence d'une aire métropolitaine en archipel avec des espaces fortement arrimés à l'économie globale et d'autres cantonnés à une fonction résidentielle, voire mis à l'écart. En définitive, cette recherche s'attache à montrer que l'articulation entre le renforcement de la compétitivité économique, d'une part, et la préservation de la cohésion sociale et territoriale, d'autre part, est au cœur des enjeux du développement métropolitain.

1.2 Géographie de la finance

Activité métropolitaine par excellence et moteur du développement économique au Grand-Duché, la finance a fait l'objet d'une recherche approfondie visant à analyser l'organisation spatiale des services financiers dans la ville et l'agglomération de Luxembourg. Basés sur des entretiens et un questionnaire envoyé à l'ensemble du secteur, ces travaux montrent que les avantages de la politique de niche ne peuvent à eux seuls expliquer la prospérité de Luxembourg et mettent en évidence que, loin de s'opérer de manière uniforme, le développement du secteur est également dépendant des économies externes liées au cadre métropolitain. Comme dans d'autres centres financiers européens, les fonctions de front office de l'industrie financière demeurent hautement concentrées dans la capitale, tandis que d'autres activités plus facilement automatisables et typiques du back office ont parfois été délocalisées en proche périphérie. La concentration des établissements du secteur financier est encore accentuée par le fait que, contrairement à d'autres centres financiers plus diversifiés, l'essentiel des relations professionnelles s'articule au sein et en direction des banques.

1.3 Métropolisation et différentiels frontaliers

La prise en compte des effets induits par la présence de frontières étatiques sur les dynamiques d'intégration des aires métropolitaines transfrontalières a fait l'objet d'une analyse comparative associant Luxembourg aux cas de Bâle et de Genève. Les travaux entrepris ont conduit à s'interroger sur le rapport entre métropolisation et intégration démographique en utilisant l'autocorrélation spatiale. La métropolisation conduit-elle à une réduction ou à une accentuation des différentiels aux frontières nationales ? L'utilisation de l'indice Anselin-Moran appliqué aux trois aires métropolitaines transfrontalières choisies a permis de mettre en évidence des bassins de population,

ainsi qu'un effet de frontière sur les dynamiques démographiques au Luxembourg particulièrement prononcé, contrairement à Genève et à Bâle.

1.4 Gouvernance territoriale au Luxembourg

La structure institutionnelle du Luxembourg a fait l'objet d'une étude visant à comprendre les raisons de sa grande stabilité, en dépit de l'existence d'un phénomène de métropolisation qui pousse généralement à la décentralisation et à la coopération intercommunale. Deux aspects très spécifiques de la gouvernance au Luxembourg ont été étudiés : la forte imbrication de la représentation politique entre les niveaux local et national d'une part, et la proximité entre la sphère du milieu des affaires et le pouvoir politique d'autre part. Ce travail a donné lieu à la publication d'un article paru dans la revue à comité de lecture électronique « L'espace politique ».

1.5 Coopération transfrontalière régionale

En complément de l'approche précédente centrée sur le territoire luxembourgeois, une recherche visant la coopération transfrontalière qui s'établit entre le pays et les territoires voisins a également été entreprise. Le processus de métropolisation implique la mise en place de réseaux d'acteurs dans un environnement concurrentiel. En fonction des enjeux métropolitains, des ensembles flexibles et multi-niveaux se constituent et évoluent sur la durée tant en terme spatial que partenarial. La métropolisation luxembourgeoise dont la dynamique dépasse les limites nationales du Grand-Duché s'inscrit dans un contexte européen particulier : la Grande Région. Cette eurorégion dispose de plusieurs systèmes d'acteurs formalisés au cours de ces trois dernières décennies. Etant donné les connexions possibles entre réseaux métropolitains et quadrillages partenariaux eurorégionaux, le CEPS/INSTEAD a présenté, dans le cadre du colloque intitulé « Region : the dilemma of integration and competition ? » (Université d'Economie de Prague), les réseaux formels de la Grande Région en mettant en exergue les évolutions tendancielles de ces collaborations dans la perspective d'une meilleure compréhension des dynamiques partenariales métropolitaines grand-ducales.

1.6 Intégration métropolitaine transfrontalière

Enfin, dans l'optique de confronter les spécificités de la métropolisation au Luxembourg avec d'autres cas en Europe, une analyse comparative des modalités d'intégration des petites métropoles transfrontalières de Luxembourg, Bâle et Genève a été menée. En s'appuyant sur une grille d'analyse originale, ces travaux ont permis d'évaluer la nature et l'intensité de l'intégration fonctionnelle et institutionnelle et d'éclairer les éléments structurant les coopérations entre acteurs des trois espaces métropolitains transfrontaliers considérés. L'analyse montre qu'il n'existe pas nécessairement de lien de réciprocité entre l'étendue de l'aire fonctionnelle et l'ampleur des coopérations instituées par les acteurs. Alors qu'aucun projet d'envergure métropolitaine n'est à l'ordre du jour au Luxembourg, l'exemple de Bâle et de Genève montre que la présence d'une frontière d'Etat offre la possibilité d'inventer des formes de gouvernance originales, accroît l'autonomie des acteurs locaux par le jeu de coopérations qui transcendent les clivages institutionnels et territoriaux, et permet de valoriser le caractère international de la métropole. Dans un contexte de compétition mondiale, ces propriétés représentent un atout indéniable.

Ce travail de recherche a abouti à la rédaction d'un article soumis pour publication dans la revue *Environment and Planning C: Government and Policy* et à l'organisation d'un séminaire sur les enjeux contemporains de la gouvernance dans les métropoles transfrontalières. L'analyse des expériences menées en Europe (Genève, Bâle, Lille, Luxembourg) ainsi qu'en Amérique du Nord ont permis d'appréhender la diversité des processus à l'œuvre dans le domaine transfrontalier ainsi que les bonnes pratiques qui peuvent résulter des coopérations menées au-delà des frontières à l'échelle métropolitaine.

2. Gouvernance transfrontalière Urbact II

Le CEPS/INSTEAD a été retenu pour être lead expert dans un projet européen Urbact II intitulé « EGTC » et piloté par la Mission Opérationnelle Transfrontalière (MOT) en France. Ce projet vise à favoriser des échanges d'expérience en matière de gouvernance transfrontalière entre six conurbations en Europe

(Chaves-Verin, Lille Métropole, ETB, Strasbourg-Ortenau, Slubice-Francfort, Ister-Granum). De plus, chaque territoire doit établir un plan d'actions local visant à relancer le système partenarial transfrontalier. En 2008, le CEPS/INSTEAD a réalisé, en coopération avec la MOT, une étude globale présentant les spécificités en matière de gouvernance sur les différents sites. Il a également participé à la coordination du groupe de travail avec la MOT, soit au niveau des territoires individuellement (Strasbourg-Ortenau 22 Juillet 2008, Ister-Granum 29/30 Juillet 2008, Chaves-Verin 5/6 Août 2008), soit lors de rencontres globales (Lille 24/25 Juillet 2008, Strasbourg 20 Novembre 2008). Le CEPS a également présenté les enjeux du projet devant des assemblées d'élus et d'acteurs européens (Strasbourg 18 et 19 Novembre 2008, Montpellier Conférence annuelle du programme Urbact 1 et 2 Décembre 2008). Enfin, il a produit, en coopération avec la MOT, un guide permettant aux territoires de travailler sur leur plan d'actions local et des notes de synthèse de présentation du projet Urbact EGTC.

Axe 3 : Mobilités résidentielle et quotidienne

1. Projets MOBILLUX et MOBLOC

Le projet MOBILLUX a débuté le 1^{er} janvier 2007 et s'est achevé par un séminaire de clôture le 23 mai 2008, avec les partenaires internationaux des laboratoires IPSE (Université du Luxembourg), CRIA (UMR CNRS 8504, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Image et Ville (UMR CNRS 7011, Université Louis Pasteur, Strasbourg) et GÉDAP (Université UCL, Louvain-la-Neuve). Malgré des bases de données qui n'étaient pas forcément adaptées par rapport à notre problématique de départ, les résultats obtenus rejoignent ceux annoncés lors de la proposition du projet. Ainsi, les trois types de résultats escomptés ont été accomplis, à savoir : 1) la mise en place d'une base de connaissances comprenant, d'un côté, des indicateurs synthétiques spatialisés des principales caractéristiques démographiques, économiques, ainsi que du système de transport, et, de l'autre, une méthodologie originale articulant les approches agrégée et désagrégée respectivement selon les concepts de bassin de vie et d'espaces de vie du Luxembourg et de sa région transfrontalière ; 2) le décryptage de nombreuses interactions qui existent entre la mobilité résidentielle et la mobilité quotidienne grâce à cette base de connaissances, et qui a donné lieu à des publications (scientifiques et de vulgarisation), un rapport scientifique final et des communications scientifiques ; 3) la mise à disposition de ces indicateurs contextuels à la société civile, aux décideurs politiques et à la communauté scientifique, par le biais d'un site dédié sur internet (<http://mobilluxweb.ceps.lu>).

Le deuxième projet, dont l'acronyme est MOBLOC, a fait l'objet d'une évaluation positive, ce qui va permettre de le poursuivre durant la deuxième phase, soit de 2009 à 2010 (http://www.belspo.be/belspo/ssd/science/projects/MOBLOC_en.pdf). Le projet MOBLOC vise à analyser les rétroactions entre la démographie et les évolutions de mobilités à différentes échelles de temps en Belgique. Ce projet, dont le coordinateur est le laboratoire GRT (Groupe Recherche Transport, Université Notre-Dame de la Paix, Namur), comporte

encore un autre partenaire belge, le GÉDAP (Université UCL, Louvain-la-Neuve).

Dans le cadre de ce projet, l'unité de recherche GEODE s'est investi en 2008 dans la mise en place de deux modèles d'accessibilité. Ces modèles rendent compte pour l'un de l'accessibilité par transports publics et l'autre de l'accessibilité par voiture privée. Ces deux modèles ont été mis en œuvre sur une zone test restreinte comprenant l'agglomération de Namur, afin de les valider et de s'assurer de la possibilité d'un couplage avec les modèles de propension à migrer et de localisation résidentielle. Ce couplage représente en effet un des enjeux scientifiques du projet MOBLOC. C'est pourquoi nous avons opté pour un modèle d'accessibilité agrégé à l'échelle communale, à savoir une affectation de la demande de déplacement au niveau communal sur tout le réseau routier. Une part non négligeable du travail a consisté en la vérification et la simplification du réseau routier à l'échelle de la Belgique, une autre a résidé dans l'expérimentation de différents programmes d'affectation de trafic. Certains d'entre eux n'ayant pas eu le comportement adéquat lors du passage de l'analyse de la zone test à la totalité de la Belgique, nous pensons obtenir des résultats complets à l'échelle du pays début 2009.

Afin de sensibiliser la société civile au problème du manque de données concernant la thématique de la mobilité, nous avons organisé, avec le co-financement du FNR, une conférence internationale rassemblant les experts dans les enquêtes mobilité des 3 pays limitrophes, afin de préciser les objectifs et les opportunités scientifiques qu'offrent ces enquêtes, tout en évoquant les comparaisons possibles de ces enquêtes à l'échelle européenne. Une table ronde a clôturé cette conférence dans le but de confronter les points de vue entre des responsables luxembourgeois et les spécialistes européens de la mobilité.

Cette conférence a fait l'objet d'un compte-rendu effectué par un doctorant du laboratoire Image et Ville de Strasbourg, dont la problématique porte justement sur les interactions entre mobilités quotidienne et résidentielle. Ce doctorant, qui a obtenu une bourse

formation recherche du FNR, est en partenariat direct avec l'unité GEODE du CEPS/INSTEAD.

Ces différents projets nous ouvrent la perspective d'organiser un colloque, qui s'inscrit dans le réseau MSFS (groupe de travail Mobilités Spatiales et Fluidité Sociale) de l'Association Française de Sociologie qui se déroulera du 26 au 28 mars 2009, et dont la thématique portera justement sur « les interactions entre mobilités quotidienne et résidentielle à l'épreuve des nouvelles pratiques sociales » (<http://msfs2009.ceps.lu/>).

2. Éclatement des espaces de vie : EVALUX

Le projet EVALUX portant sur « la mobilité résidentielle transfrontalière du Luxembourg vers les pays voisins » a débuté fin 2007. Porté par le CEPS/INSTEAD, ce projet bénéficie d'une collaboration avec la fondation Forum Europa.

L'année 2008 aura vu se dérouler la passation d'une enquête courrier auprès de 7 715 actifs ayant quitté le Grand-Duché pour déménager en Allemagne, en France ou en Belgique, tout en continuant à travailler au Luxembourg. Avec 1 939 réponses exploitables, soit un taux de réponse très honorable de 25%, l'enquête fournit un corpus de données original portant principalement sur les motifs du départ, les caractéristiques du logement avant et après le départ, les déplacements quotidiens avant et après le déménagement et sur les possibilités d'un retour au Luxembourg.

Une première présentation des résultats de l'enquête a été effectuée le 22 Octobre 2008 à Echternach lors de la 2^{ème} journée des communes transfrontalières de la Grande-Région. Sans surprise, ces résultats préliminaires montrent que le phénomène étudié, s'il est encore marginal en termes quantitatifs, est en expansion. Par ailleurs, les motifs du départ sont principalement liés au marché du logement et aux raisons familiales.

Le projet va se poursuivre en 2009 avec une exploitation approfondie de l'enquête, qui devrait se concrétiser, courant 2010, par la publication d'un ouvrage dans la collection Forum Europa des éditions Saint-Paul.

3. Accessibilité : mesures et simulation

L'analyse de l'accessibilité des transports publics au Luxembourg s'est focalisée sur la répartition géographique et temporelle des services de bus et train, calculée à partir de la base horaire des transports publics luxembourgeois. Nous avons rendu compte de ces résultats à travers deux articles destinés à paraître dans l'Atlas du Luxembourg en 2009. En ce qui concerne l'accessibilité par voiture privée, l'apport principal réside dans l'acquisition, en marge du projet MOBLOC, de nouvelles méthodologies permettant d'estimer l'accessibilité routière.

4. Projet ICMA - Improving Connectivity and Mobility Access

Depuis novembre 2008, le CEPS/INSTEAD a rejoint le projet européen Interreg IVb ICMA (Improving Connectivity and Mobility Access) réunissant 10 partenaires du nord-ouest de l'Europe : GMPTE Greater Manchester Passenger Transport Executive (Angleterre), The University Court of the University of Aberdeen (Ecosse) ; traffiQ Lokale Nahverkehrsgesellschaft Frankfurt am Main mbH (Allemagne), Stad Genk (Belgique) Rundum mobil GmbH, Büro für Mobilität (Suisse), Lokale Nahverkehrsorganisation Offenbach GmbH (Allemagne), Stadtverwaltung Pirmasens (Allemagne), Strathclyde Partnership for Transport (Ecosse) et Gemeente Dordrecht (Pays-Bas).

Ce projet, d'une durée de trois ans, vise à changer significativement le choix modal en début et en fin de déplacement pour réduire l'empreinte écologique de la mobilité. L'unité GEODE intervient plus spécifiquement sur l'analyse des mobilités quotidiennes avec la mise au point d'enquêtes associées à des aspects de modélisations et de représentations dynamiques de l'accessibilité. Une application locale est opérée avec la Ville de Luxembourg dans le cadre du KinderStadtPlan. Durant la première année, le projet luxembourgeois se focalise sur l'analyse de la mobilité quotidienne des enfants au moyen d'enquêtes classiques, associées à des techniques plus innovantes comme le suivi par GPS ou l'utilisation de jeux de reconstruction spatiale.

Axe 4 : Développement territorial

1. Vers des territoires de projets transfrontaliers

1.1 Agglomération transfrontalière : Projet PED-SIKOR

L'unité de recherche GEODE est en charge du pilotage technique des actions « développement local transfrontalier » inscrites dans le programme de travail du Syndicat Intercommunal SIKOR. En 2008, la mission de l'unité a consisté principalement à assurer un coaching territorial sur trois volets du Schéma de développement de l'Agglomération du PED.

Le volet « Transports » du Schéma de développement du PED

GEODE a assuré la coordination du débat transfrontalier en matière de mobilité axé sur l'Avenue

de l'Europe sur base du concept d'aménagement réalisé en 2007. Le coaching territorial relatif à cette opération a consisté à 1) coordonner un groupe de travail transfrontalier composé des collectivités locales traversées par l'axe routier et les acteurs en charge des aménagements routiers pour travailler sur la visibilité territoriale de l'axe (stratégie d'emplacement d'une signalétique transfrontalière et de numérotation de l'axe); 2) lancer une démarche visant à monter un linéaire cyclable transfrontalier multi-usages le long de la Chiers en lien avec les conclusions « modes doux » inscrites dans le concept d'aménagement ; 3) coordonner une rencontre entre les élus locaux et les hauts fonctionnaires en charge des questions de mobilité dans les trois pays pour définir les étapes

en matière d'enjeux structurants à l'échelle de l'axe proprement dit et du PED élargi.

Le volet « Equipements » du Schéma de développement du PED

Deux axes ont été privilégiés. Le premier concerne l'enseignement secondaire et supérieur. GEODE a coordonné un partenariat trinational associant collectivités locales et établissements scolaires afin de monter une fiche interreg intitulée « PEDagogie » et dont l'objectif est de participer au développement d'un sentiment d'appartenance à l'espace transfrontalier PED via trois projets culturels : audiovisuel – mémoire – pratiques artistiques et sportives. Les élèves du second degré concernés sont rattachés aux trois établissements suivants : Lycée Mathias Adam de Pétange – Athénée Royal d'Athus – Lycée Mézières de Longwy. Le CEPS a proposé des contenus, participé à la démarche visant à créer une coordination spécifique au Lycée de Pétange (recrutement d'une personne) et finalisé une fiche interreg incluant la mobilisation des contreparties nationales dans les trois pays.

Le deuxième axe concerne les équipements d'accueil de la petite enfance. GEODE a finalisé le partenariat et coordonné le montage d'un projet interreg visant à structurer l'accueil de la petite enfance dans un cadre transfrontalier : concertation transfrontalière lors des recrutements dans les différents centres d'accueil – échanges d'expériences entre les trois pays en termes de professionnalisation du personnel et de services offerts à la population – montage d'un programme pédagogique unique – réservation de places d'accueil pour les enfants frontaliers. Ce projet associe cinq communes locales (Pétange – Mont-Saint-Martin – Longwy – Aubange et Saint-Léger) et les autorités de tutelle des trois pays en charge de l'accueil de la petite enfance.

Le volet « communication »

Le CEPS/INSTEAD a participé à la finalisation d'une brochure des 10 ans de l'Association transfrontalière.

Il a notamment réalisé un CD ROM présentant le Schéma de Développement placé sous son pilotage technique au cours des précédentes années ainsi que les actions issues du Schéma. Il a également produit des communiqués de presse pour le compte de l'Association sur la démarche « Mobilité » et présenté un bilan des démarches transfrontalières au cœur du PED au cours des dix dernières années lors des rencontres nationales du CNPT- INET à Strasbourg le 3 Décembre 2008.

1.2 Projet MOSAME

L'équipe de chercheurs a travaillé avec des centres de recherche et universités de la Grande Région (Université de Liège, Université de la Sarre, Université de Metz, Université de Nancy II, Université de Kaiserslautern, EUREGIO SaarLorLux+ et le CUCES Universités), à la mise en réseau des formations et recherches universitaires sur le développement territorial transfrontalier en Grande Région. En 2008, un nouveau projet, insistant sur la création d'un réseau de territoires transfrontaliers « Grande Région » avec un pilotage politique fort, a été élaboré et sera déposé en 2009. Cette élaboration a donné lieu à des échanges avec les structures politiques Euregio SaarlorLux + et l'Institut de la Grande Région.

2. Démarche sociale territorialisée

Dans le cadre d'un colloque sur « La cohésion sociale au Luxembourg et dans les pays limitrophes » organisé par la cellule de Recherches sur la Résolution de Conflits, le responsable de l'unité GEODE est intervenu sur le thème de la création d'un indicateur de développement social territorialisé en présentant des indices sociaux applicables à différentes politiques publiques et différentes échelles du territoire.

Axe 5 : Systèmes d'observation géographique

1 Gestion des données

L'intégration de données multi-sources nécessite de recourir à un système d'information géographique (SIG). L'utilisation systématique de cet outil permet de renforcer notre expertise et notre capacité de recherche dans les domaines du développement spatial et de l'intelligence territoriale. Concrètement, cela nous permet à la fois :

- de développer des outils de diffusion de l'information géographique et des analyses cartographiques,
- d'archiver des données au sein d'une plateforme intégrée comprenant des indicateurs de développement du territoire,
- d'automatiser les croisements de couches de données multi-sources.

1.1 Gestion des bases et production de données

- Intégration de la base de données des adresses du Luxembourg (P&T Consulting, 1^{er} trimestre 2008) ;
- Procédures de géocodage de divers fichiers administratifs (IGSS, Ville de Luxembourg, Répertoire des entreprises (STATEC), etc...) à partir de la base de données des adresses ;

- Administration de la collecte des données individuelles des fichiers du SIGI (dans le cadre de la disponibilité foncière) ;
- Structuration et catalogage des bases de données alphanumériques et géographiques (en cours de finalisation, procédure couplée à l'intégration des métadonnées dans le système) ;
- Collecte et intégration de la nouvelle base de données ortho-photographiques issue de la campagne 2007 (survol aérien).

1.2 Maintenance et gestion du Système d'Information Géographique

Le parc logiciel du Système d'Information Géographique est doté de 13 licences (serveur). Des formations et des soutiens continus du logiciel sont assurés afin que les utilisateurs soient de plus en plus autonomes. Des paramétrages et des applications spécifiques sont mis en place afin de répondre plus efficacement et précisément aux objectifs de chacun.

1.3 Développement d'un système de gestion de métadonnées

Nous avons poursuivi le développement de notre système de gestion des données et des métadonnées. Les choix d'implémentation ont été arrêtés et c'est une architecture multicritères qui a été finalement retenue. Après leur standardisation, les fichiers de données sont stockés dans leur format d'origine dans un répertoire protégé accessible à l'application seule. Les métadonnées renfermant entre autres les permissions d'accès aux données et métadonnées sont, elles, stockées sur un serveur SQL. Une application web centralise à la fois la saisie et la consultation des données.

Les interfaces de saisie ont été complétées et une interface de consultation ajoutée. Un module de gestion des droits d'accès spécifique aux métadonnées seules ou bien étendu à l'accès aux fichiers de données eux-mêmes a été développé. Une première version a été mise en place pour validation par le groupe de suivi du projet. Puis, le site hébergeant l'application a été présenté à l'ensemble de l'unité GEODE au mois de juin 2008. Il est aujourd'hui accessible à chacun des membres de l'unité par le biais de l'intranet du CEPS. Des couplages avec le système de contrôle d'accès aux fichiers de données du CEPS est envisageable par l'intermédiaire de la base de données SQL utilisée par l'application. La saisie des données quant à elle s'est poursuivie tout au long de l'année.

2. GeoDIS

La recherche en sciences sociales est bien souvent confrontée à l'épineuse question de la collecte des données. Même si les instituts statistiques en produisent, celles-ci sont conçues pour des destinataires d'horizons divers et répondent donc à des problématiques larges pour être facilement en adéquation avec un grand nombre de thématiques. Ces données étant destinées à un vaste public (aussi bien des aménageurs et des géographes que des sociologues, des démographes ou tout autre chercheur en sciences humaines), elles se révèlent rarement adaptées en tant que telles à une problématique spécifique : précision spatiale inadéquate, concordance thématique inadéquate, suivi longitudinal des individus impossible... Par conséquent, il est habituel pour les chercheurs de construire de nouvelles données adaptées à leurs problématiques en ayant recours à des enquêtes spécifiques, généralement onéreuses et lourdes à mettre en place pour une représentativité adaptée. Pourtant, une alternative est envisageable au Luxembourg pour des études sociodémographiques : mobiliser des données internes à certaines administrations, spécifiques à leur mission et répondant à leurs propres besoins comme celles de l'*Inspection Générale de la Sécurité Sociale* (IGSS). De la sorte, l'utilisation de fichiers anonymisés des assurés sociaux permet de disposer d'un fichier quasi-exhaustif de la population résidente et/ou travaillant au Luxembourg avec la possibilité d'agréger/désagréger les données d'un niveau individuel à un niveau communal.

Cette pré-étude a présenté les possibilités de développement d'une approche géographique centrée sur l'utilisation de données administratives existantes limitées jusqu'alors à un usage interne. Elle a proposé des éléments permettant de mettre en place une démarche méthodologique opérationnelle avec un raisonnement construit et reproductible permettant d'élaborer des indicateurs socio-démographiques et des outils de visualisation pour une meilleure expertise.

Cette démarche, définie à partir de données de l'IGSS et testée sur les communes du *Résonord*, devrait permettre d'aboutir à un prototype opérationnel de Système d'Information couplé à une interface de visualisation des indicateurs créés à différentes échelles spatiales. L'approche proposée permettra d'approfondir : les connaissances concernant la *localisation des lieux de résidence et d'activité des assurés* ; *l'exploitation spatialisée de données socio-démographiques* ayant une composante adresse ; la *qualité et la temporalité des données* avec la possibilité ultérieure de disposer régulièrement de photographies permettant un *meilleur suivi des indicateurs* et pouvant, pourquoi pas, être à la base de la création d'un tableau de bord de suivi d'indicateurs.

3. Monitoring de l'IVL et Observatoire du développement spatial

Les travaux du monitoring de l'IVL se sont achevés avec la remise au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire du rapport intitulé « Suivi du développement territorial du Luxembourg à la lumière des objectifs de l'IVL ». Ce rapport a fait l'objet d'une présentation et d'une discussion en commission parlementaire le 29 mai 2008, ainsi que d'une conférence de presse le même jour.

La Direction de l'Aménagement du Territoire a souhaité poursuivre la démarche d'observation des dynamiques spatiales à l'œuvre au Luxembourg en permettant la mise en œuvre d'un Observatoire du développement spatial, dont le développement et la gestion sont confiés à l'unité de recherche GEODE. La seconde partie de l'année 2008 a été employée à compléter la liste des indicateurs territoriaux présentés dans le cadre du Monitoring de l'IVL afin d'intégrer des thématiques centrales du développement durable, mais jusqu'ici encore insuffisamment prises en compte. Un rapport de présentation a été remis à la DATER fin 2008, qui présente la démarche et fixe un calendrier prévisionnel des activités pour la période 2008-2010.

4. Monitoring de la Nordstad

Dans le cadre de la politique de développement intégré de la conurbation de la Nordstad, la DATER a mandaté l'unité de recherche GEODE pour mener une étude sur la faisabilité de la mise en place d'une base de données permettant de mutualiser et d'harmoniser l'information issue des différentes études préparatoires des Plans d'aménagement général. La constitution d'une base de données intercommunale réunissant des informations structurelles sur les territoires communaux composant la Nordstad constitue en effet une étape importante vers un développement intercommunal coordonné et intégré. L'année 2008 a été employée à identifier une liste d'indicateurs susceptible de répondre aux demandes précisées dans le règlement grand-ducal sur le contenu des études préparatoires. Pour ce faire, une analyse des variables constituantes a été réalisée, en vue d'élaborer un modèle conceptuel de données. Ce travail a nécessité d'aller au contact des bureaux d'étude produisant ces études préparatoires, afin de mieux comprendre la nature des contraintes auxquelles ils sont confrontés.

5. Audit Urbain III

La fourniture de variables à EUROSTAT au sein du programme de Cohésion sociale et territoriale de l'Union Européenne, en collaboration avec le STATEC, a été arrêtée en 2008. En sachant que la Commission souhaite pérenniser annuellement l'exercice, le CEPS/INSTEAD est parallèlement en train de développer une méthodologie croisant l'estimation des petits domaines et l'analyse multi-niveaux. Elle devra permettre d'estimer les données à partir de bases multi-sources comme le recensement de la population, les fichiers de population de la ville de Luxembourg ou encore les fichiers de l'IGSS. Le rapport final fourni à EUROSTAT en décembre 2008 fait mention des progrès en la matière.

6. Atlas du Luxembourg

Initiée en 2007, la publication d'un atlas du Luxembourg auprès de la maison d'édition « Emons-Verlag » de Cologne est prévue pour l'automne 2009. Durant l'année 2008, le travail du CEPS/INSTEAD, en tant que coéditeur de l'ouvrage avec l'Université du Luxembourg, s'est focalisé sur la coordination de la centaine d'auteurs contactés pour contribuer à la réalisation de l'ouvrage. En tout, quelque 80 articles ont été réceptionnés, relus et, le cas échéant, corrigés. Par ailleurs, le CEPS/INSTEAD a fourni une assistance cartographique aux auteurs qui n'étaient pas en mesure de réaliser leur carte eux-mêmes. Cette activité, fastidieuse mais également décisive dans la réalisation d'un ouvrage de type atlas, a bénéficié d'un soutien du FNR à travers l'octroi d'une mesure d'accompagnement dédiée à la vulgarisation scientifique.





Au cours de ces dernières années, le Festival International de Géographie de Saint-Dié-des-Vosges (FIG) est devenu un rendez-vous scientifique marquant pour la communauté des géographes. Véritable vitrine des recherches en géographie, il a la vocation d'être un lieu d'échanges et de dialogues aussi bien avec des professionnels du domaine (universitaires, chercheurs, aménageurs et techniciens des administrations) qu'avec un public plus novice. Lors de l'édition 2008, l'unité de recherche GEODE a participé pour la première fois au salon de la Géomatique organisé par l'UMR Géographie Cités de l'Université Paris I. Sa présence à ce festival a permis d'exposer les travaux de l'unité au moyen d'un stand composé principalement de posters thématiques et de présentations multimédias sur ordinateur. De surcroît, deux communications liées au projet GéoDIS et à l'observatoire de l'habitat ont été présentées dans le cadre des conférences organisées par AFIGEO, Association Française pour l'Information Géographique (http://www.afigeo.asso.fr/page_263.html). Enfin, le CEPS/INSTEAD a également été représenté dans le jury du premier concours de géovisualisation et de cartographie dynamique (<http://imaville.u-strasbg.fr/IA/concoursGeovisu2008.html>).



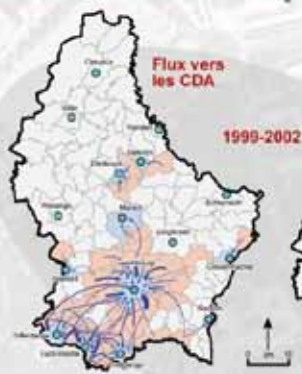


Centre d'Etudes de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Economiques
International Networks for Studies in Technology, Environment, Alternatives and Development



Mobilités quotidienne et résidentielle.

Spécialisation des espaces au Luxembourg



Les mobilités quotidienne et résidentielle sont le plus souvent étudiées séparément. Pourtant, leur action conjointe participe à la structuration et à la spécialisation des espaces.



Mobilité résidentielle

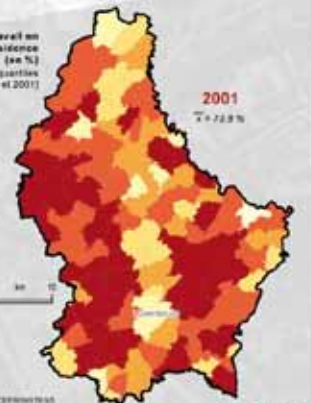
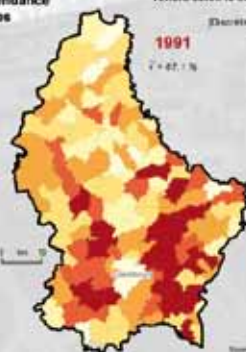
Les cartes des mouvements résidentiels des actifs occupés entre 1999 et 2002 mettent en évidence la prédominance de la périurbanisation sur le "retour à la ville".



Seuls les flux de mobilité résidentielle à destination ou à partir des communes principales (départements Centre de Développement et d'Attraction - CDA) sont représentés. Les flux entre les zones périurbaines et entre les villes ne figurent dans pas sur ces cartes.

Mobilité quotidienne

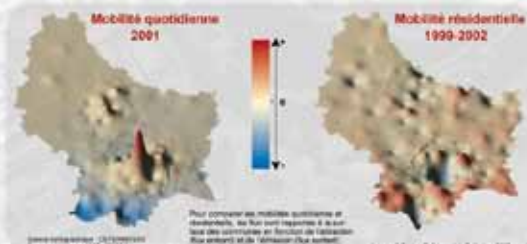
Le partage modal, soit la part des déplacements effectués au moyen des différents modes de transport, illustre l'augmentation de la dépendance à l'automobile aux dépens de l'utilisation des transports en commun.



Bilan des flux et comparaison

La carte de la mobilité quotidienne montre la forte concentration de l'emploi dans la capitale, celle de la mobilité résidentielle témoigne de l'attractivité des communes de 1^{ère} et 2^{ème} couronnes.

L'ensemble de ces processus conduit à une spécialisation fonctionnelle de l'espace luxembourgeois.



**ENSEIGNEMENT, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL**



Introduction

ERDI rassemble dans une même unité les activités de plusieurs grands programmes du Centre : (i) La Graduate School for Comparative Public Policy Analysis and Data et principalement son programme IMPALLA, (ii) l'infrastructure LCDBA/IRISS, et les développements internationaux dans le cadre de (iii) RelEx et (iv) AfriLux, l'Observatoire sur la réduction de la pauvreté dans les pays africains.

Ces programmes couvrent, à des degrés divers, des activités d'enseignement et de formation, le développement d'une infrastructure permettant l'accueil de chercheurs étrangers, l'exploitation de celle-ci dans des programmes de recherche propres et des activités de consultance auprès d'institutions internationales.

The Graduate School for Comparative Public Policy, Analysis and Data

Le lancement de la Graduate School for Comparative Public Policy, Analysis and Data dès 2000 a contribué au rapprochement et à la mise en place d'une collaboration entre différentes Universités, le « CEPS/INSTEAD-related University Consortium ». Les partenaires principaux de ce consortium sont:

- le CEPS/INSTEAD
- le Département de Sociologie de l'Université de Leuven, Belgique (K.U.Leuven).

Ces deux instituts sont liés par des accords bilatéraux et/ou multilatéraux avec d'autres universités qui participent activement aux activités pédagogiques et de formation.

Il s'agit de :

- L'Université de Nancy 2
- L'Université de Tilburg
- L'Université du Luxembourg

Les trois objectifs majeurs de ce programme sont d'offrir:

- des bases solides pour une approche théorique et comparative des politiques socio-économiques en Europe et dans le monde

- une formation rigoureuse dans les aspects les plus avancés de la méthodologie de la recherche, tant quantitative que qualitative
- une expertise dans le domaine de l'évaluation des politiques en même temps que le développement des capacités techniques qui y correspondent.

1. International Master in Social Policy Analysis by Luxembourg, Leuven and Associate Institutes (IMPALLA)

L'année calendaire 2008 a englobé le premier semestre de l'année académique 2008/2009 (septembre- décembre) ainsi que le second semestre de l'année académique 2007/2008 (Janvier-juillet).

1.1 Les cours

Les cours dispensés en 2008 lors du second semestre de l'année académique 2007/2008, ainsi que les cours dispensés en 2008 lors du premier semestre de l'année académique 2008/2009 sont présentés dans le tableau suivant.

Année académique 2007/2008		
Période	Matières	Lieu
27 août 2007 – 12 octobre 2007 (6 semaines)	Levelling-up Statistics	CEPS/INSTEAD Differdange
	Levelling-up Social Sciences	
16 octobre 2007 – 31 janvier 2008 (12 semaines plus 1 semaine d'examens, 1 semaine de révisions et 2 semaines de vacances de Noël)	The Policy Cycle	
	Statistics & Research – part 1 & part 2	
	Social Problems and Reforms – Seminars	
4 février 2008 – 26 Avril 2008 (9 semaines plus 1 semaine d'examens, 1 semaine de révisions et 1 semaine de vacances de Pâques)	Evaluation Techniques and Tools	University of Leuven Leuven
	Comparative and International Socio-economic Policy	
	Social Policy	
	Auditing	
28 Avril 2008 – 18 Juillet 2008 (12 semaines)	Master Dissertation	CEPS/INSTEAD Differdange
Année académique 2008/2009		
Période	Matières	Lieu
25 août 2008 – 10 octobre 2008 (6 semaines)	Levelling-up Statistics	CEPS/INSTEAD Differdange
	Levelling-up Social Sciences	
13 octobre 2008 – 30 janvier 2009 (12 semaines plus 1 semaine d'examens, 1 semaine de révisions et 2 semaines de vacances de Noël)	The Policy Cycle	
	Statistics & Research – part 1 & part 2	
	Social Problems and Reforms – Seminars	

Se rajoutant à ces enseignements, un séminaire supplémentaire a été organisé pendant le 2nd semestre de l'année académique 2007-2008, du 18 au 20 mars 2008, pendant le séjour des étudiants à Leuven, en coopération avec « Bath University ».

De plus, la période passée à Leuven a été, comme chaque année, l'occasion d'un ensemble de visites. En plus de la désormais traditionnelle visite des institutions européennes à Bruxelles (Commission et Parlement), les étudiants ont visité l'Université de Tilburg, ce qui leur a permis de prendre connaissance des opportunités de poursuite d'études et de recherches au sein de cette université partenaire.

Les 30 juin et 1^{er} juillet 2008, une *rencontre* a été organisée à l'Université de K.U. Leuven entre les enseignants, les représentants élus des étudiants et l'équipe administrative du programme IMPALLA, en vue de préparer l'année académique à venir, en corrigeant notamment les éléments jugés non satisfaisants jusque-là.

Cette rencontre complète un ensemble de *réunions* du « *Steering Committee* », organe en charge de la conception et de l'évaluation régulière du programme IMPALLA.

1.2 Résultats académiques des étudiants en 2007/2008

Du point de vue académique, la sixième promotion du programme IMPALLA a été reconnue comme la meilleure par la qualité des résultats obtenus :

- 11 étudiants, sur 12 inscrits ont obtenu leur « International Master in Social Policy Analysis by Luxembourg, Leuven and Associate Institutes (IMPALLA) ». Deux étudiants l'ont obtenu Summa cum laude, tandis que trois d'entre eux l'ont obtenu Magna cum laude et cinq d'entre eux Cum laude.
- Des *contacts suivis* ont été établis avec *quelques-uns de nos diplômés* qui, soit entament une thèse de doctorat au sein d'une institution partenaire du programme IMPALLA, soit effectuent des stages complémentaires au sein du Centre (participation à nos programmes de recherche ou élaboration d'un projet de recherche doctorale).

La liste des mémoires soutenus en 2007/2008 est disponible à la fin du présent rapport d'activité 2008 (chapitre publications).

1.3 Sélection et admission au programme IMPALLA (premier semestre de l'année académique 2008/2009)

La *procédure de sélection* telle que modifiée en 2007 pour éviter les confusions nées de la complexité de la procédure dans laquelle deux administrations différentes avec deux adresses différentes intervenaient, a permis qu'en 2008 les candidatures pour l'année académique 2008-2009 ont été adressées à une seule adresse. Considérant que le "International Admissions and Mobility Unit" à Leuven doit de toute manière effectuer le contrôle anti-fraude des documents et que la plupart des candidats prennent connaissance du programme via KULEuven, la procédure de sélection a été centralisée à KULEuven. Il avait été convenu ce qui suit :

- Seules les candidatures frauduleuses ne sont pas transmises au programme IMPALLA, ainsi que toute candidature ne satisfaisant pas aux conditions d'admission.
- Les candidats reçoivent du bureau « International Admissions Office » un message d'accusé réception de leur candidature. Ce message est transmis au programme IMPALLA.

- Les candidats reçoivent également un message du "International Admissions Office" lorsque leur candidature est incomplète. Ce message est aussi transmis au programme IMPALLA. Tout document complémentaire à une candidature doit être adressé à Leuven.
- Les lettres de refus sont envoyées par KULEuven, tandis que les lettres d'admission sont envoyées par le programme IMPALLA.

Conditions d'admission du programme IMPALLA

Le test statistique précédemment introduit a été maintenu comme élément de la sélection.

Pour ce qui est de la maîtrise de l'anglais, le niveau minimum requis a été augmenté eu égard aux tests TOEFL et IELTS. A compter de l'année académique 2007-2008, les candidats dont la langue maternelle n'est pas l'anglais doivent obtenir au moins 600 points au test écrit du TOEFL, 250 au test électronique ou 100 au test internet. Au test IELTS, les étudiants doivent obtenir au minimum 7.0 points pour être admis.

Admissions

Un peu plus de 40 candidatures ont été reçues par le programme pour l'année 2008 - 2009. C'est une augmentation par rapport à l'année précédente. Parmi ces candidatures 15 étudiants ont été sélectionnés pour cette septième session d'Impalla et de ces 15 étudiants, 13 se sont effectivement inscrits. Pour des raisons familiales, l'un de ces étudiants, originaire du Sri Lanka a dû quitter le programme dès les premières semaines. La septième année du programme IMPALLA accueille des étudiants de 9 pays différents (Belgique, Equateur, Espagne, Etats-Unis, Grèce, Roumanie, Salvador, Suède, Turquie).

Les cours du premier semestre se sont déroulés normalement. Le rythme du programme est toujours soutenu avec une charge de travail relativement élevée.

La *stratégie de promotion* du Master IMPALLA, mise en place l'an dernier, sera également reconduite, avec un accent sur les courriels envoyés aux « mailing-lists » qui permettent d'atteindre un grand nombre de candidats potentiels.

2. La piste doctorale – Encadrement et formation

Le Consortium développe progressivement une collaboration plus étroite au niveau post-gradué et doctoral. L'objectif est d'entretenir une fertilisation croisée entre les centres de recherche de discipline et d'expertise différentes parmi les universités membres du Consortium. Il s'agit ici de collaborer à la supervision et à la formation de doctorants appartenant aux différentes unités de recherche participant au Consortium. Cette activité est rendue possible par la présence, après quelques années d'existence du Master IMPALLA, d'un groupe de doctorants affiliés à l'une des Universités du Consortium ou à d'autres Universités européennes.

Cette collaboration permet également d'intégrer un certain nombre de doctorants (affiliés à des universités partenaires) parmi les différentes unités de recherche du Centre.

Des axes de recherche ont été identifiés et sont privilégiés dans la mise en place des coopérations doctorales au sein du Consortium :

¹ Composé actuellement de MM. Jos Berghman (K.U.Leuven et CEPS/INSTEAD), Directeur du programme, Pierre Hausman (Directeur du CEPS/INSTEAD), Jean-Paul Lehnens (Université de Luxembourg), Jean-Claude Ray (Université de Nancy II et CEPS/INSTEAD) et Jacques Hagenaars (Université de Tilburg).

- values (and how to measure them) with respect to social policy;
- transitional labour markets;
- psychology (and health) with respect to social policy;
- multi-level and network explanations for social policy;
- (income) dynamic(s) analyses.

Néanmoins, la piste doctorale est associée plus généralement aux différents axes de recherche privilégiés dans les différentes unités de recherche du Centre.

Encadrement de doctorants au sein du Centre

En 2008, le Centre a été directement impliqué dans l'accompagnement de deux doctorantes inscrites à l'école doctorale de l'Université Nancy 2. Ces jeunes chercheuses sont basées au CEPS/INSTEAD où elles travaillent sur leur projet de recherche et où elles bénéficient d'un accompagnement scientifique dispensé par des chercheurs du Centre.

Accompagnement de doctorants dans le cadre des Bourses Formation-Recherche

Outre les doctorantes déjà citées qui sont pleinement intégrées à des équipes de recherche, le Centre assure également l'accompagnement et le suivi administratif et scientifique de dix doctorants bénéficiaires d'une Bourse Formation-Recherche (BFR).

Ces doctorants sont principalement supervisés en dehors du Centre, mais entretiennent des relations privilégiées avec celui-ci. Ils font partie intégrante du réseau et bénéficient des possibilités de formation et d'accès à l'infrastructure de recherche qui sont proposées, en particulier dans le cadre du programme IRISS-C/I.

Contributions au programme de l'École Doctorale commune de l'Université Nancy 2 et de l'Université Paul Verlaine (Metz)

Dans le contexte de la collaboration des membres du Consortium sur la formation de ses jeunes chercheurs, l'école doctorale en sciences juridiques, politiques,

économiques et de gestion des Université Nancy 2 et Paul Verlaine (Metz) a décidé d'inclure des formations dispensées par des chercheurs du CEPS/INSTEAD dans son programme. Ces formations sont directement destinées aux doctorants suivant ce curriculum, mais elles sont également ouvertes à tout jeune chercheur du réseau qui désirerait y participer.

Sessions de formation

Des sessions de formation à des techniques de recherche ont également été dispensées au Centre :

- Causal inference with observational data: the regression discontinuity approach
- Modelling discrete time spell duration data;
- Automated table generation and reporting with Stata.

3. Activités de recherche des « assistants professeurs »

Quatre assistants professeurs constituent une structure permanente au sein du Centre.

Ils occupent des postes qualifiés de « post-docs » signifiant qu'ils partagent leur temps de travail entre l'organisation du Master et leurs activités de recherche propres.

Ces travaux se font soit en collaboration avec d'autres équipes de recherche du Centre, soit sur base de collaborations extérieures et de programmes définis par les chercheurs eux-mêmes.

Les activités de recherches ont porté sur les thématiques suivantes :

- Analyse exploratoire de l'EU-SILC et PSELL SHP (Swiss Household Panel) pour des recherches telles que : l'origine sociale, la réussite scolaire,
- La mobilité des salaires, les faibles revenus,
- L'inactivité des femmes sur le marché du travail,
- Valeurs et cohésion sociale,
- Les systèmes de santé.

Pour avoir la liste des publications des assistants professeurs, on pourra se référer à la liste des publications du Centre.

L'infrastructure de recherche

En 1995, le CEPS/INSTEAD a été reconnu par la DG-Recherche de la Commission Européenne comme « Large-Scale Facility » (LSF), désormais baptisée « Major Research Infrastructure », dans le domaine des sciences sociales. L'infrastructure doit être entendue ici au sens large : il s'agit bien sûr de l'environnement matériel de travail, mais surtout il s'agit d'une collection de bases de micro-données internationales comparatives favorisant une recherche empirique de pointe dans les sciences socio-économiques. L'infrastructure comprend également le know-how du personnel sur la construction et la manipulation de ces bases de données, sur les questions d'harmonisation et sur les méthodes d'analyse statistique.

Le Centre continue à développer cette infrastructure avec pour objectif de l'améliorer et d'en accroître l'utilisation à la fois pour la recherche en interne et en externe. C'est le programme *Luxembourg Comparative Databases* (LCDB). Le Centre a également une structure visant à accueillir des chercheurs visiteurs

étrangers afin d'exploiter plus largement cette infrastructure, c'est le programme *Integrated Research Infrastructure in the Socio-Economic Sciences at CEPS/INSTEAD* (IRISS-C/I). Enfin l'équipe associée à cette unité développe également des programmes de recherche propres.

1. Luxembourg Comparative Databases (LCDBA)

The international socio-economic micro-databases which our Center sets up in cooperation with the partner countries contributing their respective national data sets, offer to the scientific community the strongly needed opportunity to carry out comparative studies on various types of public policy programs in the domains e.g. of poverty reduction, income distribution, adequacy of income at retirement age, distribution of economic well-being in general, family policies, etc.

In respect of article 17 of our Center's law of November 10, 1989, these databases are accessible to qualified researchers and analysts as well as to advanced students visiting our Center in relation to its different programs, in particular in the framework of

- its "Integrated Research Infrastructure in the Socio-Economic Sciences",
- its "Graduate School for Comparative Public Policy",
- its "Pilot Observatory for Poverty Reduction and Poverty Reduction Policies in African Countries".

In 2008, we enlarged systematically our collection of databases by adding new data sets (complemented by the necessary meta-information and documentation).

Since 2002, our Center is a member of CESSDA, the Council of European Social Science Data Archives. In 2008 we intensified our collaboration with the partners and contributed to various work packages of CESSDA PPP (Preparatory Phase Project for a Major Upgrade of the Council of European Social Science Data Archives Research Infrastructure). In summary, the project will achieve the following objectives:

- to extend the collections of CESSDA members for the benefit of research in the European Research Area;
- to promote the CESSDA member organisations as places of deposit for publicly funded data collections;
- provide a one-stop shop for data location, access, analysis and delivery across the Social Sciences and Humanities research community of Europe;
- increase the quality of data available by refinements in existing software for data publishing, data linkage, comparison and harmonisation, and by creating an infrastructure for the inclusion of data held outside the present CESSDA network;
- create a more dynamic knowledge management oriented Web, where knowledge-products are fed back into the metadata supporting the data, thus creating bridges between text in scientific journals and the underlying data;
- expand on present metadata by collecting and disseminating community-produced metadata, and ensure quality data and services through the implementation of best practice resources;
- to prepare a strategic plan for CESSDA;
- to prepare a Business and Implementation plan for CESSDA;
- to make recommendations on the future legal framework for CESSDA;
- to prepare a Constitution document for CESSDA with associated articles and terms of reference, including signature-ready documents for the future governance of CESSDA;
- to establish minimum requirements for CESSDA membership and a Consortium Agreement between CESSDA partners and organisations outside the defined Research Infrastructure;
- the production of Best Practice Guidelines for CESSDA members;
- the production of signature-ready documents for CESSDA-related IPR;
- to extend the CESSDA network.

The main outcomes will be the establishment of CESSDA as a legally constructed entity, membership of which will mark organisations as quality assured centres of expertise in the preservation, management and dissemination of research resources. Also, the undertaking will position CESSDA as the first choice for the deposit of data by both national and pan-European bodies, for example Eurostat and DG Research.

The developments of Luxembourg Comparative Databases & archive network are undertaken in cooperation with preferential partners of international reputation: with GESIS-Leibniz-Institut für Sozialwissenschaften, Mannheim (D), NSD, Bergen (N), and the National Center for Social Research (UK).

Our Center and its partners have as objective to put their respective resources (of data, and research and training capacities) together in a network apt to contribute to the development of the European Union Research Area, and to the development of an even wider international cooperation. And this particularly in the domains of the development of socio-economic indicators having significance both at a national and a comparative level, and of a fruitful cooperation between producers of official statistics on the one hand, and the scientific actors/users on the other hand.

Under adequate conditions of confidentiality and data protection regulations, the data bases already operational are used more intensively for our studies within the Greater Region (BENELUX, France, Germany) as well as in international comparative context.

PACO/CHER Databases and developments

The international and comparative databases PACO (Panel Comparability) and CHER (Consortium of Household Panels for European Socio-Economic Research) integrate micro data from various national longitudinal household studies (panels) over a larger number of years. Both micro databases are used for empirical, comparative research on economic and social phenomena at the European level – inside and outside of CEPS/INSTEAD.

A longitudinal and international comparable database such as CHER allows studying very different aspects of social and economic life of households and their members. One important impact on economic welfare can be attributed to the changes in household size and/or structure over time. Most of these changes are caused by basic life or family cycle events. For analysing this type of changes the format of user extract files from CHER was restructured. A specific (spell-oriented) application of the CHER database has been set up allowing to analyse the impact of birth, death, marriage or divorce, nest leaving of adult children on household and families. This data structure enables to process arrival/departure cases and for household split cases to have simultaneously access to information from (a) two or more associated households (b) their household members and (c) different years.

2. Le programme de visiteurs IRISS Integrated Research Infrastructure in the Socio-Economic Sciences

Afin de promouvoir l'exploitation de son infrastructure, le Centre a mis en place depuis 1999 un programme d'accueil de chercheurs visiteurs. Ce programme, baptisé *Integrated Research Infrastructure in the Socio-economic Sciences at CEPS/INSTEAD* (IRISS-C/I), a été régulièrement financé par la Commission Européenne qui a reconnu le Centre comme une *European Major Research Infrastructure*. Ce programme permet la visite de chercheurs européens pour des séjours de courte durée (2 à 12 semaines)

afin d'exploiter les ressources du Centre dans le cadre de leurs propres recherches. Outre l'accès aux données, les visiteurs bénéficient d'un support scientifique et technique par les membres de l'équipe IRISS. Le programme actuellement est financé par la Commission Européenne dans son 6^{ème} programme cadre (FP6) et ce jusque fin 2009.

2.1 Appels à proposition et visites en 2008

Le programme fonctionne sur base d'appels à propositions auxquels les chercheurs intéressés à faire une visite au CEPS/INSTEAD sont invités à répondre. En 2008, trois appels à propositions ont été lancés. Ces appels peuvent être consultés sur le site internet d'IRISS (<http://iriss.ceps.lu>). Un total de 65 projets ont été soumis sur l'ensemble des trois appels à proposition. Ces projets ont fait l'objet d'un processus d'évaluation qui a permis d'en retenir 18.

Sur l'année 2008, nous avons accueilli au total 20 visiteurs. Les principaux sujets de recherche couverts par ces chercheurs ont été :

- Unemployment, with focus on ethnic minorities, migrants vs. natives comparisons, health & unemployment;
- Poverty: youth and multidimensional aspects of poverty;
- Welfare state, welfare comparison;
- Social capital: income and well-being;
- Social cohesion;
- Retirement behaviour;
- Social policy, work and families.

2.2 IRISS Working Papers

Pour assurer une visibilité et une diffusion des travaux de recherche effectués dans le cadre d'IRISS, une collection de documents de travail, la *IRISS Working Paper Series* a été créée. Cette série publie des travaux réalisés par des visiteurs IRISS, par des chercheurs extérieurs associés au programme (par exemple via des bourses « Formation-Recherche ») ainsi que par des chercheurs liés à l'équipe IRISS (cf. supra). La collection compte actuellement 98 documents dont 14 ont été incorporés en 2008.

Ces documents sont enregistrés sur la base de données « RePEc » (Research papers in Economics, <http://repec.org>), ce qui nous permet de suivre leur popularité. En 2008, on a ainsi dénombré près de 3 000 téléchargements de ces documents de recherche. Au total, depuis l'enregistrement de la série des working paper IRISS en 2001, ceux-ci ont été téléchargés à plus de 15 000 reprises.

2.3 Le site internet

Le site internet d'IRISS est une plate-forme centrale au projet. C'est via le site internet que sont disséminés les appels à proposition et l'information sur l'infrastructure et sur les projets de recherche réalisés. De même, toutes les candidatures sont soumises exclusivement via un formulaire en ligne. Le site internet d'IRISS a été entièrement rénové en 2008. Il peut être consulté à l'adresse URL suivante : <http://iriss.ceps.lu/>

2.4 Coopération avec "Major Research Infrastructures"

Dans le cadre du contrat avec la Commission Européenne, FP6, nous coopérons avec les deux autres centres de recherche ayant des programmes similaires en Europe, ECASS (University of Essex) et ZA-Eurolab (University of Cologne). L'objectif de cette coopération est d'échanger l'information sur les participants aux différents programmes et d'encourager une promotion mutuelle de nos programmes.

2.5 Développement de l'Infrastructure

En parallèle avec l'accueil de chercheurs, l'équipe IRISS travaille également à l'amélioration de l'infrastructure de recherche conjointement avec les travaux réalisés dans le cadre de LCDB (cf. infra). En 2008, nous avons continué la mise en place d'un système d'information destiné à recenser de façon plus systématique l'information sur les différentes bases de micro-données sur lesquelles il est possible de réaliser des travaux de recherche au CEPS/INSTEAD. L'interface de ce système d'information comprend un catalogue en ligne qui permet de faciliter l'accès aux informations relatives aux micro données accessibles au CEPS/INSTEAD.

Une première version de ce catalogue en ligne est maintenant disponible via le site internet d'IRISS.

2.6 IRISS 10th Anniversary Conference

Le CEPS/INSTEAD a célébré en 2008 les 10 ans du programme IRISS. A cette occasion, une conférence internationale sur le thème "*Measuring discrimination, inequality and deprivation: Recent developments and applications*" a été organisée au Château de Differdange. La conférence a rassemblé d'anciens visiteurs, une partie du panel d'évaluateurs externes du programme, des chercheurs du Centre ainsi que des experts extérieurs, soit une soixantaine de participants (voir le « fait marquant »).

Cette conférence a été l'occasion de présenter l'état du projet et de discuter des perspectives d'avenir avec notre panel d'évaluateurs et d'anciens visiteurs.

3. Les activités de recherche

En parallèle aux travaux d'infrastructure et de soutien à la recherche, l'équipe rattachée à LCDB/IRISS conduit ses propres projets de recherche. Il s'agit, d'une part, de travaux de recherche empirique sur base des données disponibles (nationales et internationales), et d'autre part de recherches méthodologiques à caractère plus « fondamental ».

3.1 L'exploitation de CHER/PACO

Gender Equality in the economic situation post-separation (Sally Bould /Gunther Schmaus)

One of the most complex questions of gender inequality involves the end of a partnership or marriage. Both men and women face economic risk, but this risk is usually much greater for women than for men. This study examines the role of wages, family benefits, public and private transfers in the economic well-being of men and women under welfare regimes. How are newly separated women best protected? In terms of policy approaches this study is questioning the approach of the "individualization of social risks." What is the role of the state in supporting care work? The study examines the effectiveness of family benefits and private transfers, as well as earned income, in protecting newly separated women. Special attention is paid to the situation of lone mothers and their children.

Families at stake: families and children in the context of the European social policies (Gunther Schmaus/ Isabella Crespi)

In collaboration with Isabella Crespi (IRISS researcher January 2009) a specific customized CHER data structure has been prepared. The main innovative feature here is to compare families in the selected countries before and after the birth of a child the context of labour market, income changes and quality of housing.

3.2 Le projet "Advances in the measurement of discrimination, inequality and mobility" (MeDIM)

Une partie importante des travaux de recherche réalisés par une partie du staff fait partie du projet MeDIM. MeDIM est financé par le Fonds National de la Recherche dans le cadre du programme Vivre depuis Mars 2007 et ce pour une période de trois ans. MeDIM est un projet de recherche quantitative et économique dans le domaine de la mesure de la discrimination, de l'inégalité et de la mobilité sociale. Il a pour objectif principal de développer des méthodes micro-économétriques innovantes dans ces domaines. Une série d'applications sont réalisées sur des problématiques nationales, en particulier concernant la situation des femmes et des populations immigrées. Trois grands sujets forment l'ossature du projet au cours des trois années :

- Distributional approaches to the measurement of labour market discrimination
- Modeling the relationship between physical appearance and labour market outcomes
- Measuring inequality in wealth and income growth.

Il est néanmoins prévu d'enrichir cette ossature tout au long du projet en fonction des besoins et des opportunités qui se présentent.

En 2008, les travaux ont porté principalement sur cinq chapitres :

- (i) the development of distribution-sensitive measures of wage differentials picking up higher order differences than mean wages with application to Luxembourg data;
- (ii) further development of the concept of 'income mobility profiles' with extensive applications to Luxembourg and British panel survey data;
- (iii) estimation of gender wealth differentials within households using particular data available from German panel survey data with parametric and nonparametric estimation of wealth differentials;
- (iv) estimation of differences in direct measures of living standard between natives and immigrants in Luxembourg and decomposition of the gap using non-parametric techniques;

- (v) analysis of the impact of physical appearance (obesity) on wages using semi-parametric partial linear models with Luxembourg and cross-European data.

3.3 Autres travaux de recherche IRISS-C/I

International Wealth Comparisons

This project refers to several sub-topics. One examines the well-being of women in a cross-national context taking into account income, wealth and analyzing income and asset poverty. Next, a methodological paper has been produced on measuring differences in wealth holdings of older households in the U.S. using three prominent surveys: the HRS, PSID and SCF. Finally, a paper that examined the differences in the measurement and structure of wealth in the UK using the BHPS and ELSA, has been finalized.

Topics in the micro-econometric analysis of migration

This overarching project has been initiated in the second half of 2008. It will be composed of a number of analyses related to (im)migration. Preliminary project preparation and planning has been undergone in 2008. Based on the preparation, several research sub-projects have been prepared for 2009: 'the impact of immigration on wages of natives', 'impact of family migration on women's employment', 'assimilation of immigrants in portfolio choice', and 'internal migration in South Africa'.

Topics in the economics of education

An article on higher education finance and signaling has been finalized and submitted for publication. Research on the market for student loans has also been continued. Finally, research has been conducted in the domain of education and development economics with analyses on the impact of birth order on schooling and on the link between children's time allocation and fertility decisions.

Développement / Expertise Internationale

LA CELLULE RELATIONS EXTÉRIEURES (ReIEx)

Durant l'année 2008, le CEPS/INSTEAD a été engagé dans de multiples activités de coordination de projets internationaux ainsi que de conseil et de représentation dans les milieux scientifiques et politico-institutionnels, principalement au niveau de l'Union européenne (UE) mais également hors de l'Union.

Ces activités « RELEX » font du Centre un observateur et un acteur actif du débat scientifique et politico-institutionnel sur les grands enjeux socio-économiques européens et extra-européens. Elles augmentent la notoriété du Centre hors des frontières grand-ducales et garantissent la pertinence ainsi que l'actualité politique et scientifique des questions de recherche qu'il investigate tant au niveau national qu'international. Enfin, ces activités permettent également au Centre de participer aux derniers développements

scientifiques et stratégiques dans ces domaines complexes, de façon à mener de façon optimale les études et analyses qu'il réalise soit pour le compte d'administrations luxembourgeoises, soit dans le cadre de la convention qui le lie à l'Etat luxembourgeois. Les activités nationales et internationales du Centre sont donc complémentaires et intimement liées.

Un autre objectif majeur de ces activités « RELEX » est de faire du CEPS/INSTEAD un partenaire privilégié sur le plan international pour les questions touchant à l'analyse des questions de revenus et de conditions de vie et à la collecte des données statistiques comparatives s'y rapportant.

1. Assistance à la délégation grand-ducale auprès du Comité UE de la Protection sociale (CPS) et représentation officielle au sein du Groupe Indicateurs du CPS (ISG)

Tout au long de l'année 2008, le Centre a participé activement aux réunions mensuelles du Groupe Indicateurs du CPS (ISG), chargé de développer des indicateurs sociaux communs à l'ensemble des Etats membres de l'UE (EM) en matière de pauvreté et d'exclusion sociale, de pensions et de santé. Ces indicateurs sont, en particulier, utilisés dans les rapports sur les stratégies nationales en matière de protection sociale et d'inclusion sociale que les EM soumettent régulièrement à la Commission européenne et dans les Rapports conjoints, adoptés chaque année par la Commission et le Conseil UE des ministres, qui en découlent¹.

Toujours dans le cadre des activités du Comité UE de la Protection Sociale, le Centre a contribué activement, aux côtés de l'IGSS et du Ministère de la Famille et de l'Intégration, aux travaux liés au processus communautaire de protection sociale et d'inclusion sociale : Rapport conjoint sur la protection sociale et l'inclusion sociale (en particulier son volet statistique), *peer reviews*, Table Ronde européenne sur l'inclusion sociale, Conférences internationales, etc. Enfin, le Centre a présidé la Task-Force UE Child Poverty and Child Well-Being (voir ci-dessous).

2. Autres contributions à la coopération internationale dans le domaine social

2.1 Coordination de projets internationaux

a) En 2008, le Centre a remporté un appel à propositions lancé par la Commission européenne (Eurostat) et ayant pour objet de coordonner un réseau d'expertise sur l'analyse comparative approfondie des revenus et conditions de vie en Europe. La revue de ces analyses sera principalement EU-SILC (voir l'unité de recherche « Population & Emploi »). Outre le CEPS/INSTEAD, le réseau mis sur pied par le Centre associe :

- des partenaires *institutionnels* : 8 Instituts Nationaux de Statistique (Autriche, Estonie, Finlande, France, Italie, Norvège, Tchèque et UK) et la Banque d'Italie ;
- des partenaires *académiques* : 6 Universités ou Centres de recherche² et des experts individuels de l'Université d'Oxford (UK) et de Sienne (Italie).

Les travaux de recherche effectués par ce réseau seront aussi bien méthodologiques (attrition, erreurs de mesure, dérivation d'indicateurs régionaux...) qu'analytiques (emploi et niveau d'études, travailleurs pauvres, déterminants socio-économiques de la santé, micro-simulation, logement, participation sociale, distribution des revenus et pauvreté monétaire, démographie, transferts sociaux, déprivation, etc.). Le réseau achèvera ses travaux en 2010, l'année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Les résultats de ces recherches seront présentés et discutés dans le cadre d'une conférence internationale que nous organiserons avec Eurostat à Varsovie, en mars 2010. Ils seront ensuite repris dans une publication soumise à comité de lecture qui sera éditée par le CEPS/INSTEAD et Sir Tony Atkinson (University of Oxford).

b) « Peer Review in Social Protection and Social Inclusion and Assessment in Social Inclusion »: Ce projet est réalisé pour le compte de la Commission européenne par un consortium regroupant quatre instituts dont le CEPS-INSTEAD. Il s'agit d'offrir un soutien scientifique et logistique à la Commission pour : 1) organiser des *peer reviews* dans le domaine de la protection et de l'inclusion sociale ; et 2) coordonner un réseau d'experts indépendants spécialisé dans les questions d'inclusion sociale et couvrant 30 pays (chacun des 27 EM, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine et Turquie). Dans ce cadre, le Centre est responsable de la coordination de l'ensemble des activités du Réseau. Et, en particulier, de la synthèse (scientifique et politique) des travaux des experts non-gouvernementaux. En étroite collaboration avec la National University of Ireland, nous avons ainsi produit quatre rapports UE d'analyse pour la Commission au départ des rapports nationaux soumis par les 30 (équipes d') experts ; chacun d'eux était accompagné de conclusions et recommandations politiques indépendantes³.

c) Pauvreté et exclusion sociale des enfants :

- Suite à la demande du Comité UE de la Protection Sociale et de la Commission européenne, le Centre a assuré la Présidence de la Task-Force européenne *Child Poverty and Child Well-Being*. Le rapport de la TF a été formellement adopté par la Commission et les 27 EM en 2008 et se compose de 3 parties : "Analysis of child poverty and social exclusion in the EU", "Policy monitoring and assessment of child poverty and well-being in EU Member States", et "Conclusions and recommendations aimed at better monitoring and assessing child poverty and well-being"⁴.
- En 2008, la Commission a lancé un appel d'offres pour assurer le suivi et l'approfondissement de ce rapport (analyses quantitatives complémentaires, développement d'indicateurs de bien-être, études des politiques nationales, séminaires UE...). Le Centre est un des partenaires du consortium qui a remporté cet appel et sera présent dans le comité d'accompagnement du projet.

2.2 Autres participations actives à des projets internationaux

Suite à des travaux initiés dès 2007, l'exploitation d'une enquête d'opinion grand public sur la perception de la pauvreté, de l'exclusion sociale et de la déprivation (enquête Eurobaromètre réalisée en 2007 à la demande de la Commission) a été poursuivie. L'objectif était d'analyser la similarité des structures de la perception des besoins sociaux au sein des 27 EM. Les résultats ont été présentés lors de la conférence 2008 de l'*International Association for the Review of Income and Wealth (IARIW)*⁵. Ce projet a donné lieu ensuite à un article entièrement révisé, rédigé en collaboration avec Paul Dicks (Université de Nancy 2) ; cet article a été soumis en décembre 2008 à une revue à comité de lecture.

A la demande des Nations-Unies (UNDESA), le Centre a également rédigé un chapitre sur l'analyse et la mesure de l'inclusion sociale au niveau mondial. Ce chapitre a été rédigé en étroite collaboration avec A.B. Atkinson. Il sera intégré à une publication prévue pour la mi-2009 et intitulée "Creating an Inclusive Society:

¹ Plus d'infos : http://ec.europa.eu/employment_social/spsi/social_protection_committee_fr.htm.

² Social Science Research Center Berlin (WZB) en Allemagne, IWEPS en Belgique, European Centre for Social Welfare Policy and Research en Autriche, London School of Economics et University of Essex (UK), Kent State University (US).

³ Plus d'infos : <http://www.peer-review-social-inclusion.eu/network-of-independent-experts>.

⁴ Plus d'infos : http://ec.europa.eu/employment_social/publications/2008/ke3008251_en.pdf.

⁵ <http://www.stat.si/Iariw2008/Default.aspx?id=43>.

Practical Strategies to Promote Social Inclusion". A la demande des Nations-Unies (UNDP), nous avons aussi participé activement au « South East Europe Forum on *Faces of Social Exclusion* » (Zagreb, novembre 2008) pour y débattre de l'importance des questions de mesure, suivi et *benchmarking* dans le développement et la mise en œuvre des politiques sociales.

D'autres contributions du Centre à la coopération UE et hors UE dans le domaine social, en 2008, sont reprises en annexe dans la section présentant, pour le Centre dans son ensemble, les publications, travaux et autres contributions scientifiques. Nous soulignerons néanmoins ici la collaboration avec la Présidence française de l'UE (second semestre 2008), la contribution à la réunion annuelle de l'« Observatoire sur la démographie et la situation sociale » de la Commission européenne, la collaboration avec l'OCDE et des collaborations avec diverses ONG européennes (European Anti-Poverty Network, EUROCHILD, EUROCITIES...). Nous mentionnerons aussi nos liens étroits avec le système statistique européen dans le cadre du projet EU-SILC : a) la participation active à diverses Task-Forces d'Eurostat (*Material deprivation* et *Intra-household sharing of resources* ; voir aussi section PSELL) ; et b) la présidence du Groupe fédéral belge des utilisateurs EU-SILC.

OBSERVATOIRE SUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ DANS LES PAYS AFRICAINS

1. STATDEV - Valorisation scientifique

Au cours de l'année 2008, les documents de recherche produits en 2007 ont été revus, corrigés et valorisés. Ainsi trois ont été publiés dans une nouvelle collection spécialement dédiée aux études en développement. Il s'agit de : « Les déterminants du recours thérapeutique au Mali : entre facteurs socioculturels, économiques et d'accessibilité géographique » ; « Les déterminants de l'insertion sur le marché du travail au Mali. » ; « Les mesures de la pauvreté objective au Mali : à méthodes différentes, résultats différents ? ». Trois autres documents seront publiés en 2009. Précisons que ces documents avaient déjà fait l'objet chacun d'une synthèse dans le rapport 2007. Le lecteur intéressé pourra donc s'y référer.

2. STATDEV - Extension à d'autres pays

En 2008, une nouvelle formule du projet « Renforcement des capacités statistiques pour le développement » a été implémentée. Elle a consisté à accueillir au CEPS/INSTEAD principalement mais aussi à DIAL des chercheurs de pays cibles (un chercheur nigérien, deux statisticiens maliens et un chercheur sénégalais) afin de travailler avec eux sur des sujets qu'ils ont définis eux-mêmes, la seule contrainte étant que ces sujets permettent de valoriser les données d'enquêtes-ménages des pays concernés. Quatre thèmes devant donner lieu chacun à un article de recherche ont été amorcés : « paquet minimum de santé et mortalité infantile au Niger » ; « environnements familiaux (économique et culturel) et retard scolaire au Mali » ; « comportement procréateur et scolarisation des enfants au Sénégal » ; « participation à la vie associative et politique au Mali ». Cette nouvelle forme de partenariat a bénéficié de financements du Fonds National de la Recherche luxembourgeoise (pour trois accueils) et du CEPS/INSTEAD (un accueil).

3. Analyse marché du travail / sociodémographique Afrique

En 2008, nous avons finalisé un article intitulé « The elderly in Africa today and tomorrow. Living conditions, participation in the labour market and alternative sources of income » qui sera publié en 2009 dans un ouvrage collectif. L'objectif de cette étude est de cerner, dans un sens plutôt large, les conditions socioéconomiques et démographiques de vie des personnes âgées en Afrique : vivent-elles dans de meilleures conditions, ou sont-elles défavorisées par rapport aux autres personnes adultes ? D'où proviennent leurs ressources et avec qui vivent-elles ? Enfin, à partir des données biographiques, nous essayons de formuler une vision prospective sur les conditions de vie des prochaines générations de personnes âgées. Notre conclusion est que si rien n'est fait au niveau du système de sécurité sociale, les jeunes d'aujourd'hui connaîtront un troisième âge bien plus pénible que les personnes âgées d'aujourd'hui.

4. Moving out of poverty

En 2008, les Ministères de la Coopération et des Finances ont donné leur accord de principe pour le financement, à hauteur de 1,750 millions d'euros, d'un projet de recherche intitulé « Moving out of poverty » (MOP-2). C'est un projet qui sera exécuté conjointement par le CEPS/INSTEAD et le GDN. La problématique du MOP situe les dynamiques de sortie de pauvreté à l'intersection des facteurs individuels, institutionnels et communautaires. Afin de démêler les différents mécanismes en œuvre, cette approche requiert la mobilisation à la fois des méthodes quantitatives et qualitatives et nécessite de disposer de plusieurs points d'observation dans le temps. L'application de ces méthodes sur une quinzaine de terrains d'études dans le MOP-1 a été très féconde car elle a permis de mettre en évidence à différents niveaux, les facteurs (psychologiques, sociaux, économiques, communautaire et institutions locales, etc.) qui gouvernent les dynamiques de pauvreté. Le MOP-2 vise à adapter et améliorer les outils du MOP-1 afin de les appliquer dans des nouveaux terrains d'études. Dans un premier temps, le MOP-2 sera mis en œuvre dans 3 pays, le Pérou, le Mali et le Vietnam et pourra être élargi à un quatrième, Madagascar, si les moyens le permettent. Le dernier trimestre 2008 a été essentiellement consacré à monter le projet, qui va effectivement démarrer en 2009.

Faits marquants en 2008

24 et 25 octobre 2008.

Conférence : La mesure de la discrimination, de l'inégalité et de la pauvreté : Développements récents et applications

A l'occasion du 10^{ème} anniversaire de son programme *Integrated Research Infrastructure in the Socio-economic Sciences (IRISS)*, le *Centre d'Etudes de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Economiques (CEPS/INSTEAD)* a organisé les 24 et 25 octobre dernier, une conférence internationale sur le thème « La mesure de la discrimination, de l'inégalité et de la pauvreté : Développements récents et applications ».

La conférence a rassemblé une soixantaine de scientifiques, principalement économistes et sociologues, venus d'une quinzaine de pays d'Outre-Atlantique et d'Europe. Vingt-huit études y ont été présentées, par des chercheurs du CEPS/INSTEAD, mais aussi par plus d'une vingtaine d'experts internationaux. Ces études traitaient de questions de mesure de la discrimination (par exemple entre hommes et femmes ou envers les populations immigrées), de l'inégalité sociale, de la pauvreté et sur la façon dont on peut appréhender leur dynamique dans le temps. Des innovations théoriques et méthodologiques et des nouvelles contributions empiriques ont ainsi pu être présentées et discutées par le groupe de chercheurs présents au cours de ces deux jours de séminaire.

Cette conférence célébrait le 10^{ème} anniversaire d'IRISS, un programme d'accueil de chercheurs visiteurs établi au CEPS/INSTEAD et financé par la Commission européenne dans le cadre de ses actions d'*Access to major Research Infrastructures* dans les sciences sociales. En 10 ans, plus de 150 chercheurs européens ont ainsi été accueillis pour quelques semaines (voire quelques mois) à Differdange pour qu'ils puissent exploiter l'infrastructure, les bases de données et les compétences du Centre dans le cadre de leurs travaux de recherche.

Pour plus d'information :

<http://www.ceps.lu/workshop/workshop2008.cfm>

Programme de la conférence :


http://www.ceps.lu/workshop/iriss_workshop_scientific_programme_20081010.pdf

Liste des participants : <http://www.ceps.lu/workshop/workshop2008.cfm?id=participants>

Pour plus d'information sur le programme IRISS-C/I : <http://iriss.ceps.lu/>



INSTEAD
CEPS



IRISS/C-I

International Workshop on

"Measuring discrimination, inequality and deprivation: Recent developments and applications"

CEPS/INSTEAD, Differdange, October 24-25 2008

MUDEC, Miami University Dolibois European Campus in Luxembourg

CEPS/INSTEAD research centre is organizing an international workshop on the occasion of the **10th anniversary** of its **Visiting Researchers Programme IRISS-C/I**. The workshop will take place at the Castle of Differdange, courtesy of the [Miami University Dolibois European Campus \(MUDEC\)](#) in Luxembourg.

The key objective of the workshop is to bring together economists and other social science researchers active in the theme of the workshop, to present and discuss recent developments and applications in this field. Secondly, the workshop will also be the opportunity to meet with members of the scientific IRISS-C/I evaluation committee and former visitors to report on activities and discuss future developments of the visitors programme. This event is also tied to CEPS/INSTEAD's MeDIM project (*Advances in the measurement of discrimination, inequality and mobility*).

The organization of this workshop is possible through the support of the Fonds National de la Recherche of Luxembourg (FNR) and the European Commission's Sixth Framework Program (FP6).

L'EQUIPE DU CEPS/INSTEAD



Le Conseil d'Administration

Président : **M. Georges SCHROEDER**, Directeur de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale

Vice-président : **M. Jos BERGHMAN**, Professeur à l'Université de Leuven (BE)

Trésorier : **M. Gaston SCHABER**, Professeur e.r. à l'Université de Liège, Premier Conseiller de Gouvernement honoraire

Secrétaire : **M. Pierre HAUSMAN**, Directeur du CEPS/INSTEAD

Les membres

M. Serge ALLEGREZZA, Directeur du STATEC

M. Manuel DILLMANN, Attaché de Gouvernement, Ministère d'Etat

Mme Andrée HELMINGER, Docteur en Psychologie, Professeur à l'Université de Zurich (CH)

M. Mario HIRSCH, Directeur de l'Institut Pierre Werner

M. Jean-Paul LEHNERS, Professeur - UR IPSE à l'Université du Luxembourg

Le Commissaire au Gouvernement

M. Pierre DECKER, Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Le Conseil Scientifique

Prof. Jos BERGHMAN, Université de Leuven (BE)

Dr. Jean-Pierre CLING, DIAL - Développement Institutions & Analyses de Long terme (FR)

Dr. Romain DIEDERICH, Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire (LU)

Prof. Christophe ENAUX, Université de Strasbourg (FR)

Prof. Jacques HAGENAARS, Université Brabant, Tilburg (NL)

Dr. Bruno JEANDIDIER, CNRS, BETA, Université Nancy 2 (FR)

M. Jean LANGERS, STATEC - Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques (LU)

Prof. Jean-Paul LEHNERS, Université du Luxembourg (LU)

Prof. Thierry PENARD, Université de Rennes 1 (FR)

Prof. Jean-Claude RAY, CNRS, BETA, Université Nancy 2 (FR)

Prof. Sophie de RUFFRAY, Université Paul Verlaine, Metz (FR)

M. Charles RUPPERT, Membre du Conseil de Gouvernance de l'Université du Luxembourg (LU)

M. Guy SCHULLER, STATEC - Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques (LU)

Dr. Raymond WAGENER, IGSS - Inspection Générale de la Sécurité Sociale (LU)

Prof. Don WILLIAMS, Kent State University (USA)

L'Administration Générale

Président : M. Georges SCHROEDER
 Secrétariat : Mireille COOS
 Tél. : (00352) 58 58 55-524
 Fax : (00352) 58 55 88

Directeur : M. Pierre HAUSMAN
 Secrétariat : Mireille COOS
 Tél. : (00352) 58 58 55-524
 Fax : (00352) 58 55 88

Gestion budgétaire et personnel :
 Evelyne HOUTMANN
 Tél. : (00352) 58 58 55-546

Service financier et comptable :
 Sylvie HERSCHBACH Tél. : (00352) 58 58 55-545
 Monique FERNANDES Tél. : (00352) 58 58 55-547
 Salima MANSOURI Tél. : (00352) 58 58 55-505
 Marc WEISER Tél. : (00352) 58 58 55-636

Les Unités de Recherche

POPULATION ET EMPLOI
Responsable : Frédéric BERGER

ENTREPRISES
Responsable : Nicolas POUSSING

RELATIONS PROFESSIONNELLES & EMPLOI (REPREM)
Responsable : Franz CLEMENT

GEOGRAPHIE & DEVELOPPEMENT (GEODE)
Responsable : Patrick BOUSCH

ENSEIGNEMENT, RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL (ERDI)
Responsable Enseignement : Jos BERGHMAN
Responsable Recherche : Philippe VAN KERM
Développement International :
 Relations extérieures : Eric MARLIER
 Pays en Développement : Mathias KUEPIE

Le Support Scientifique et Technique

SERVICE INFORMATIQUE

Bruno CLICQUE Tél. : (00352) 58 58 55-552
 Sylvain KLEIN Tél. : (00352) 58 58 55-616
 Benoît LANSCOTTE Tél. : (00352) 58 58 55-517
 Tony LECLERC Tél. : (00352) 58 58 55-539
 Michel LEMAN Tél. : (00352) 58 58 55-581

Les principales tâches de la cellule informatique au cours de l'année 2008 ont été les suivantes :

1. Migration de la sécurité du Centre vers les nouvelles technologies disponibles.

2. Développements web :

- Website ARI
- Refonte site web ceps + IRISS
- Préparation des pages web de la conférence anniversaire d'Iriss
- Lancement des sites metrolux et msfs2009
- Esande website
- Valcos website
- Site facturation enquêtes

3. Développement : création d'un intranet "Babylone"

- Celui-ci intègre la gestion des fiches horaires des utilisateurs
- Gestion de projet
- Fiches de suivi de projets
- Indicateurs de performances
- Gestion incidents

4. Divers

- rapport annuel 2008
- CD Schéma de développement du PED
- préparation événements Business Meets Research
- foire de l'étudiant
- préparation en vue de la mise en oeuvre de la norme ISO 27001
- Encadrement de stagiaires
- Intégration d'une nouvelle solution de backup

5. Au quotidien : aide et support aux utilisateurs du centre, gestion du parc serveur.

CELLULE MÉTHODOLOGIQUE

Jean-Yves BIENVENUE Tél. : (00352) 58 58 55-538
 Modou DIA Tél. : (00352) 58 58 55-544

1. Mission principale de la cellule méthodologique

Les méthodes d'enquête jouent un rôle déterminant au sein de la statistique publique. La mission de la cellule méthodologique consiste à appliquer les instruments de statistique en tenant compte des vues des théoriciens académiques sur les problèmes pratiques que soulève la réalisation d'une enquête en vue de la production de statistiques officielles et des conditions de leur utilisation.

Le travail effectué au sein d'une telle cellule prend en considération les innovations réalisées au cours de cette dernière décennie au niveau des enquêtes s'appuyant sur un échantillon probabiliste. Ce travail est étendu à la qualité statistique des estimations d'enquête, travail qui intègre, entre autres, l'examen de l'erreur d'échantillonnage et de l'erreur de réponse.

En résumé, le rôle du méthodologue est de fournir les moyens statistiques qui seront intégrés à la structure générale d'une enquête : le plan d'échantillonnage, les méthodes d'estimation et de pondération, les mesures de contrôle de la qualité, les stratégies de correction et d'imputation, les contrôles de couverture et les techniques d'analyse qui en découlent.

La cellule du Centre est composée de deux méthodologues (statisticiens d'enquête ou mathématiciens de la statistique). Les différents travaux qui ont été effectués au cours de l'année 2008 sont répartis dans les trois domaines d'intervention ci-après.

2. Exploitation et maintenance des enquêtes récurrentes

Ce premier domaine englobe les activités nécessaires au bon déroulement d'une enquête : échantillonnage, suivi des activités de contrôle de la qualité des enquêtes, programmes de correction et d'estimation courante des résultats de l'enquête, estimation de variance et production des rapports sur la qualité des données.

2.1 Enquête PSELL 3 - European Union-Survey on Income and Living Conditions (EU-SILC) en 2008

EU-SILC est une enquête régie par le règlement (CE) n° 1177/2003 du Parlement européen et du Conseil du 16 juin 2003 relatif aux statistiques communautaires sur le revenu et les conditions de vie. Elle est l'objet au Luxembourg d'une convention entre le CEPS et le STATEC. Ses données sont extraites de l'enquête PSELL 3 menée par le CEPS. Pour l'accomplissement des objectifs assignés, la cellule méthodologique assume partiellement ou totalement des contrôles a priori et des contrôles a posteriori sur la cohérence et les valeurs extrêmes, l'*editing*, l'imputation des données manquantes, la pondération, la création des variables agrégées et dérivées finales pour le compte d'Eurostat, la fourniture des inputs pour les rapports de qualité intermédiaire et final. Il s'ensuit le récapitulatif détaillé ci-dessous :

- Tirage d'un cinquième échantillon supplémentaire pour la sixième vague d'enquête du PSELL 3 en collaboration avec l'IGSS.
- Adaptation des contrôles de données des quatre premières vagues dans une optique longitudinale en particulier l'*editing* et la validation des procédures sur les cinq vagues du PSELL3 ainsi que l'application des programmes de contrôles des valeurs extrêmes aux revenus des individus et ceux des ménages.
- Imputation des données de la cinquième vague d'enquête du PSELL 3 et mise à jour des imputations des quatre premières vagues.
- Corrections de la non-réponse totale (individuelle et en grappe) par repondération de la cinquième vague d'enquête du PSELL 3.
- Pondération de la cinquième vague de l'enquête EU-SILC dans une optique transversale.
- Implémentation de nouvelles procédures d'imputation sur de nouvelles variables SILC conformément au règlement communautaire EU-SILC ainsi qu'aux documents de travail associés :
 - Intégration et validation de la variable PY030G-Cotisations sociales patronales avec prise en compte des accidents du travail.
 - Intégration et validation de la variable HY030G-Loyer Imputé avec la méthode de Heckman.
- Correction, grâce au revenu minimum hypothétique, des revenus négatifs éventuels des ménages où l'essentiel des revenus proviennent d'une activité d'indépendants.
- Pondération de la cinquième vague de l'enquête EU-SILC dans une optique longitudinale et mise à jour des quatre vagues précédentes.
- Eléments d'information relatifs aux imputations, aux pondérations et à la précision des indicateurs EU-SILC et destinés à compléter les rapports intermédiaire et final du projet communautaire EU-SILC.
- Calcul de la précision des principaux indicateurs de Laeken (enquête EU-SILC ; EUROSTAT) à partir de la mise en œuvre d'une procédure de bootstrap. Application sur les données des quatre premières vagues du PSELL3.

2.2 L'enquête Community Innovation Survey (CIS 2006) et Recherche et Développement (RD) [MCESR / STATEC / EUROSTAT]
L'enquête CIS 2006 a pour objet de collecter des informations sur les activités d'innovation des entreprises en application du règlement 1450/2004 de la Commission du 13 août 2004. L'enquête R&D est, quant à elle, réalisée en vertu du règlement (CE) Nr 753/2004 de la Commission du 22 avril 2004 sur les statistiques de la Science et de la Technologie et vise à cet effet à collecter les informations sur les activités de R&D des entreprises.

La cellule méthodologique a procédé à la pondération et en partie aux contrôles de cohérence.

2.3 L'enquête Nouvelles Technologies de l'Information et de Communication (NTIC) dans les entreprises [STATEC / EUROSTAT]
L'enquête NTIC-2008 découle de l'application du règlement (CE) n° 808/2004 du Parlement européen et du Conseil concernant la production systématique de statistiques communautaires sur la société de l'information dans les pays de l'Union Européenne.

Le volet «Entreprise » de cette application est réalisé par le CEPS en rapport avec le STATEC. Dans ce cadre, la cellule méthodologique assume les tâches suivantes :

- Le tirage de l'échantillon qui est en fait un recensement de toute la population de référence des grappes d'unités légales.
- Une contribution à la confection d'un rapport intermédiaire de qualité.
- L'élaboration d'un système de pondération conformément au document déjà cité « Propositions de systèmes de pondérations des enquêtes NTIC-2006 et CIS4-RD ».
- Une contribution au rapport final sur la qualité des données.

2.4 Enquête sur la place des mesures en faveur de l'emploi dans les pratiques de recrutement des entreprises

Calcul a posteriori de coefficients d'extrapolation pour l'enquête auprès des entreprises « Evaluation des mesures pour l'emploi ».

2.5 Enquête « European Values Study » (Projet VALCOS)

Au niveau international, le CEPS/INSTEAD fait partie d'un groupe de coordination chargé de la réalisation de l'enquête « European Values Study » dans plus de 40 pays en Europe. Au niveau national, il est engagé dans la réalisation de l'enquête sur le terrain par le biais d'un projet financé par le FNR et intitulé « Valeurs et Cohésion sociale - VALCOS ».

En collaboration avec les services de l'IGSS, la cellule méthodologique a procédé au tirage d'un échantillon probabiliste de 5 000 individus à partir d'une image comprenant l'ensemble des résidents âgés de 18 ans et plus et affiliés au mois de décembre 2007 dans une des caisses de sécurité sociale luxembourgeoises.

2.6 Enquête sur l'Evasion résidentielle et espace de vie des frontaliers expatriés du Luxembourg (projet EVALUX)

A partir d'une sous-population de résidents luxembourgeois qui se sont expatriés vers les pays frontaliers depuis 2001, la cellule méthodologique a procédé à la pondération de l'échantillon des individus qui ont répondu au questionnaire de l'enquête par voie postale.

3. Recherche et innovation

3.1 Projet Vivre FNR06/08/12 : « ESANDE – L'état de santé et ses déterminants : approche d'inégalités sociales de santé »

Rédaction d'une contribution à l'analyse des données des vagues 3 et 5 de l'enquête EU-SILC/PSELL3 intitulée « Inégalités Sociales en matière de surpoids et d'obésité » avec les procédures suivantes : Analyse en Composantes Multiples, Régression Quantile, Analyse Factorielle Discriminante.

3.2 Contribution à un livre collectif « Méthodes de sondage » sous la direction de Philippe Guilbert, David Haziza, Anne Ruiz-Gazen et Yves Tillé, Dunod, Paris 2008, ISBN 978-2-10-051777-0.

Rédaction d'une contribution : « Comparaison de trois méthodes d'estimation du loyer fictif », page 348-353.

4. Service de consultation et évaluation méthodologique des programmes statistiques existants

Evaluation et exploration des données relatives aux prix immobiliers et fonciers (annonces des ventes et des locations de logement auprès des particuliers ainsi que des actes notariés enregistrés auprès du fichier de l'Enregistrement). Ce travail d'évaluation sera poursuivi au cours de l'année 2009.

CENTRE DE DOCUMENTATION, DE DIFFUSION ET DE SUPPORT AUX UNITÉS DE RECHERCHE

Begoña LEVICES Tél. : (00352) 58 58 55-520
 Isabelle BOUVY Tél. : (00352) 58 58 55-513
 Benoît LANSCOTTE Tél. : (00352) 58 58 55-517
 Carole STEFANUTO Tél. : (00352) 58 58 55-559
 Annette TRILLING Tél. : (00352) 58 58 55-527

1. Les activités du centre de documentation :

Les périodiques et quotidiens :

- Catalogage des périodiques dans la base de données documentaire « ATLANTIS » <http://atlantis.ceps.local>
- Gestion administrative des abonnements pour l'année 2008.
- Révision et renouvellement des périodiques pour 2009.
- Dépouillement quotidien des articles de presse nationale et internationale et diffusion au personnel.

Les ouvrages :

- Catalogage des livres dans la base de données documentaire « ATLANTIS » <http://atlantis.ceps.local> et gestion du fonds documentaire (indexation, cotation, classement).
- Gestion des prêts entrants et sortants.
- Gestion administrative des commandes.

Les services offerts :

- Services d'aides et recherches d'informations, constitution de dossiers documentaires et veille pour les différentes équipes de recherches internes, étudiants, chercheurs externes collaborant avec le centre de recherche ainsi que de certaines demandes émanant du public.
- Diffusion de l'information vers les membres du personnel (ex : Bulletin du Centre de documentation, dépouillement et diffusion d'articles de presses etc.)

Activités complémentaires :

- Restructuration complète de la base de données documentaire ATLANTIS qui se caractérise par une nouvelle interface, une modification de la structure de la base ainsi que de l'insertion de codes-barres (avec la collaboration du service informatique). Ces travaux se poursuivront en 2009.
- Actualisation de la page du Centre de Documentation sur notre site web : http://www.ceps.lu/publications/centre_de_documentation.cfm
- Chargement sur notre site web des articles de presse des quotidiens luxembourgeois citant les activités de notre Centre de Recherche. A ce jour, 966 articles citent le CEPS/INSTEAD (1999 à 2008). Seuls les articles dont les éditeurs nous ont donné leurs autorisations de diffusion sont en ligne. http://www.ceps.lu/actualites/revue_de_presse/index.cfm

2. La diffusion des publications du CEPS/INSTEAD :

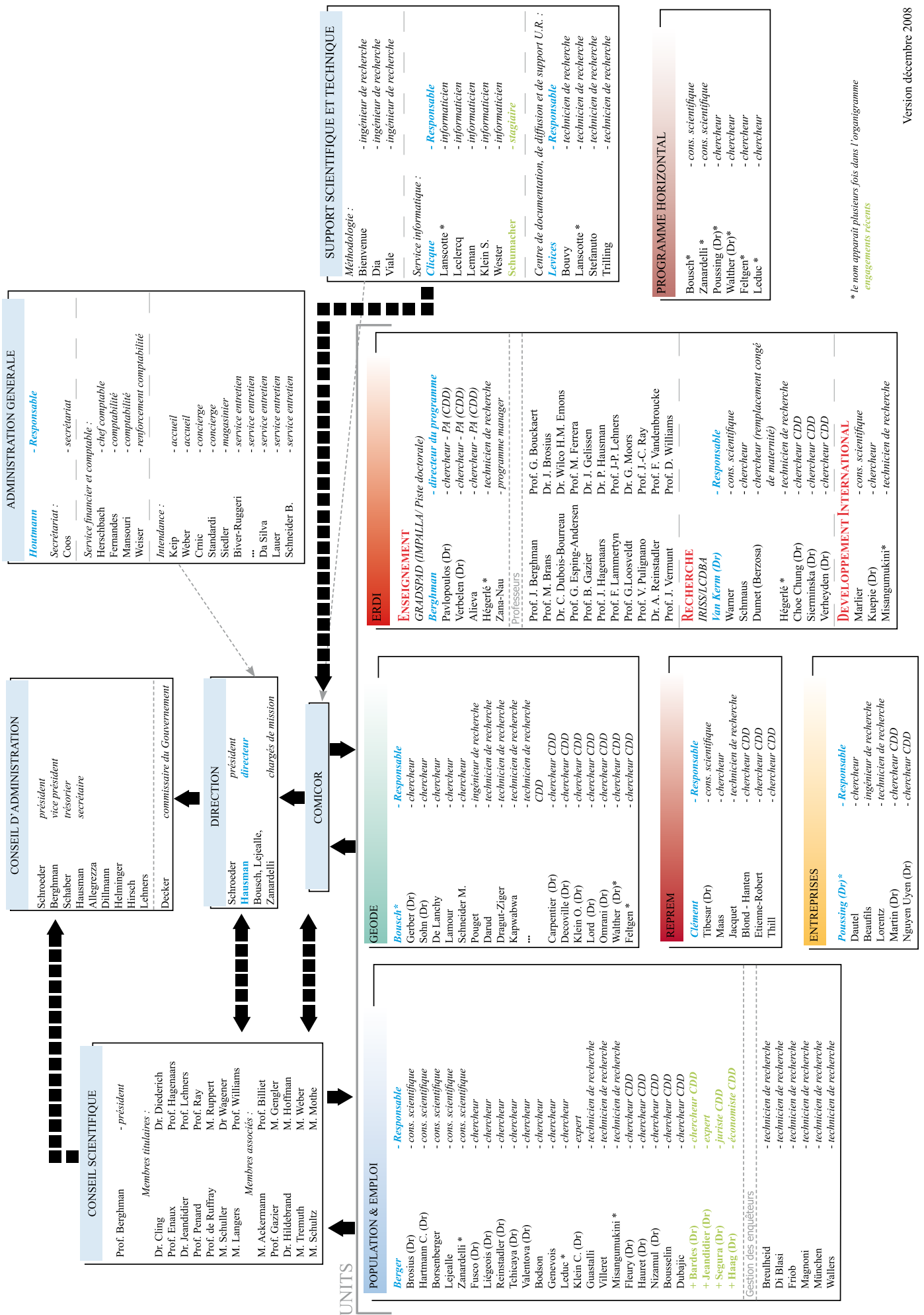
- Mises en page des nouvelles études produites par le personnel du CEPS/INSTEAD grâce à différents outils de PAO.
- Gestion des identifiants des publications à paraître. Ces identifiants permettent de maintenir à jour la/les listes des publications annuelles du CEPS/INSTEAD.
- Chargement sur notre site web des nouvelles publications du CEPS/INSTEAD. A ce jour 744 publications sont référencées dont la majorité sont téléchargeables.
Cf. <http://www.ceps.lu/publications/index.cfm>
- Diffusion papier et électronique des nouvelles publications vers les abonnés et la presse.
- Gestion des demandes de renseignements auprès du public.
- Archivage papier et/ou électronique des publications du CEPS/INSTEAD.
- Mise à jour annuel du catalogue des publications du CEPS/INSTEAD.

3. Groupe de travail : communication et support aux unités de recherches

Ce groupe de travail (Isabelle Bouvy, Benoît Lanscotte, Begoña Levices, Carole Stefanuto), centralise ses compétences pour apporter un support aux unités de recherches dans leurs relations avec l'extérieur, tant au niveau de la communication, que de la diffusion de l'information.

En 2008, les activités du groupe ont été les suivantes :

- Développement et mise à jour de Babylone (Intranet) et du site Internet du CEPS/INSTEAD,
- Réalisation du rapport d'activité 2007,
- Organisations de conférences,
- Communiqués de presse de nos activités,
- Le groupe a représenté le CEPS/INSTEAD à différentes Foires (Journées Nationales de L'Emploi, Foire de l'Etudiant, etc.)
- Réalisation et diffusion d'outils marketing de communication de nos activités vers l'extérieur (Plaquettes, posters, powerpoint, bloc-notes ...),
- Service d'organisation des déplacements.



CEPS/INSTEAD

44, rue Emile Mark,
L-4620 Differdange



LES PUBLICATIONS



Collections du CEPS/INSTEAD

Population et Emploi

REINSTADLER Anne. *Le mode de garde des jeunes enfants à Esch-sur Alzette : utilisation, satisfaction*. CEPS/INSTEAD, 2008, Population & Emploi n°29, 8 p.

LEJEALLE Blandine. *Evolution et place des femmes sur le marché du travail*. CEPS/INSTEAD, 2008, Population & Emploi n°30, 12 p.

BOUSSELIN Audrey. *La garde au quotidien des jeunes enfants à Esch-sur-Alzette*. CEPS/INSTEAD, 2008, Population & Emploi n°31, 8 p.

GENEVOIS Anne-Sophie. *Partage des tâches domestiques et familiales au sein des couples*. CEPS/INSTEAD, 2008, Population & Emploi n°32, 4 p.

LEJEALLE Blandine. *Impact des enfants sur la carrière professionnelle des parents à Esch-sur-Alzette*. CEPS/INSTEAD, 2008, Population & Emploi n°33, 8 p.

LEJEALLE Blandine. *Fécondité, activité professionnelle et mesures de conciliation à Esch-sur-Alzette*. CEPS/INSTEAD, 2008, Population & Emploi n°34, 4 p.

LEJEALLE Blandine, MAAS Roland, PELS Monique, SCHEHR Sébastien, FRIOB Nadine. *L'insertion professionnelle des jeunes non qualifiés à Esch-sur-Alzette en 2005 - une analyse qualitative auprès de 27 jeunes*. CEPS/INSTEAD, 2008, Population & Emploi n°35, 12 p.

BARDES Julia, LORENTZ Nathalie. *Les pratiques sportives et artistiques des jeunes de 6 à 19 ans*. CEPS/INSTEAD, 2008, Population & Emploi n°36, 8 p.

Vivre au Luxembourg : Chroniques de l'enquête PSELL-3/2007

BERGER Frédéric. *Coup de projecteur sur les «hauts revenus» au Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 2008, Vivre au Luxembourg n°43, 2 p.

LORENTZ Nathalie, TCHICAYA Anastase. *Les disparités d'état de santé parmi les personnes âgées : un regard centré sur le genre et le niveau d'études*. CEPS/INSTEAD, 2008, Vivre au Luxembourg n°44, 2 p.

BREULHEID Sylviane, GENEVOIS Anne-Sophie. *Portrait des familles monoparentales*. CEPS/INSTEAD, 2008, Vivre au Luxembourg n°45, 2 p.

HAURET Laetitia. *Autonomie financière et autonomie résidentielle : la situation des jeunes au Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 2008, Vivre au Luxembourg n°46, 2 p.

BOUSSELIN Audrey. *Situation d'emploi des femmes qui viennent d'avoir leur premier enfant*. CEPS/INSTEAD, 2008, Vivre au Luxembourg n°47, 2 p.

VAN KERM Philippe, FUSCO Alessio. *La progression du niveau de vie entre 2003 et 2006*. CEPS/INSTEAD, 2008, Vivre au Luxembourg n°48, 2 p.

BERGER Frédéric. *Zoom sur les primo-arrivants portugais et leurs descendants*. CEPS/INSTEAD, 2008, Vivre au Luxembourg n°49, 2 p.

BLOND-HANTEN Carole, ETIENNE-ROBERT Fanny, LEJEALLE Blandine. *Choisi, subi, stable, précaire : le temps partiel se décline au pluriel*. CEPS/INSTEAD, 2008, Vivre au Luxembourg n°50, 2 p.

Documents de recherche PSELL

Consignes pour le précodage. PSELL3/EU-SILC. Vague 2008. CEPS/INSTEAD, 2008, Document de recherche Psell n°2008-01, 9 p.

DIA Modou. *Projet de recherche ESANDE. Méthodologie statistique pour l'analyse des données de santé*. CEPS/INSTEAD, 2008, Document de recherche Psell n°2008-02, 28 p.

LORENTZ Nathalie, TCHICAYA Anastase. *Projet de recherche ESANDE. Résultats préliminaires issus des données administratives de l'IGSS*. CEPS/INSTEAD, 2008, Document de recherche Psell n°2008-03, 15 p.

LORENTZ Nathalie, TCHICAYA Anastase. *Analyse exploratoire des données de l'Institut National de Chirurgie Cardiaque et de Cardiologie Interventionnelle : résultats préliminaires, période de janvier à février 2008*. CEPS/INSTEAD, 2008, Document de recherche Psell n°2008-04.

LORENTZ Nathalie, TCHICAYA Anastase, DESMAREST Stefaan. *Analyse exploratoire des données du Centre François Baclesse : résultats préliminaires, période de janvier à février 2008*. CEPS/INSTEAD, 2008, Document de recherche Psell n°2008-05.

LORENTZ Nathalie, TCHICAYA Anastase. *Les inégalités sociales d'état de santé parmi les personnes âgées de 65 à 79 ans : Quels enseignements tirer ?* CEPS/INSTEAD, 2008, Document de recherche Psell n°2008-06, 35 p.

TCHICAYA Anastase. *Regain d'intérêt pour la mesure d'impact des programmes de développement : mirage ou réelle solution contre l'inefficacité des actions ?* CEPS/INSTEAD, 2008, Document de recherche Psell n°2008-07, 18 p.

BORSENBARGER Monique. *Charte Européenne du chercheur : propositions des agents du CEPS/INSTEAD*. CEPS/INSTEAD, 2008, Document de recherche Psell n°2008-08, 66 p.

TCHICAYA Anastase, LORENTZ Nathalie. *Disparités sociales d'état de santé entre immigrants au Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 2008, Document de recherche Psell n°2008-09, 15 p.

TCHICAYA Anastase, LORENTZ Nathalie. *Les inégalités sociales d'état de santé parmi les personnes âgées de 65 à 79 ans. Version révisée*. CEPS/INSTEAD, 2008, Document de recherche Psell n°2008-10, 29 p.

TCHICAYA Anastase, LORENTZ Nathalie. *Capital social et santé : quelles relations pour les résidents du Grand-Duché de Luxembourg ?* CEPS/INSTEAD, 2008, Document de recherche Psell n°2008-11, 25 p.

TCHICAYA Anastase, LORENTZ Nathalie. *De l'influence de la précarité sur les inégalités de santé au Luxembourg ?* CEPS/INSTEAD, 2008, Document de recherche Psell n°2008-12, 21 p.

BORSENBARGER Monique. *Charte Européenne du Chercheur. Code de conduite pour le recrutement des chercheurs. Récapitulatif des propositions des agents du CEPS/INSTEAD. Conseil d'Administration du 11 décembre 2008*. CEPS/INSTEAD, 2008, Document de recherche Psell n°2008-13, 36 p.

SEGURA Jordane. *Projet de rapport relatif à l'allocation d'éducation et au congé parental – version intermédiaire*. CEPS/INSTEAD, 2008, Document de recherche Psell n°2008-14, 55 p.

Publications avec comité de lecture

Contribution à un livre collectif

FUSCO Alessio, DICKES Paul. The rasch model and multidimensional poverty measurement. In: KAKWANI Nanak, SILBER Jacques (eds). *Quantitative approaches to Multidimensional Poverty Measurement*. Palgrave, MacMillan, 2008, pp.49-62.

VALENTOVA Marie. Analysis of the impacts of a career break for motherhood on further development of Czech women's career. In: *Women on the labour market: today and in the future*. Prague: Gender Studies, Heinrich Boll Stiftung, European Commission - DG Employment, Social Affairs and Equal Opportunities, 2008, pp. 18-25.

Articles dans des revues

HARTMANN-HIRSCH Claudia. Les immigrés hautement qualifiés : le cas du Luxembourg. *Migrations Société*, mai-août 2008, n°117-118, pp.25-42.

SEGURA Jordane. A propos de la directive 2003/15/CE du 27 février 2003 modifiant la directive 76/768/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux produits cosmétiques. *Gazette du Palais Droit de la Santé*, octobre 2008, n°2, pp.63-64.

SEGURA Jordane. Eléments de réflexion et d'analyse autour du statut juridique des «chimères réelles» et de l'animal, dans les xénogreffes et les biotechnologies. *Gazette du Palais Droit de la Santé*, 2008, n° du dimanche 28 au mardi 30 décembre 2008, pp. 62 - 65.

VALENTOVA Marie. Between family and the labour market. Perception of gender roles in Luxembourg. *JSSP Journal (Journal of Social and Societal Policy)*, 2008, vol.7, n°.3, pp. 81-96.

Article publié dans des Actes de conférences

BORSENBARGER Monique, BELKACEM Rachid. Non discrimination et inégalité de traitement affectant la situation des travailleurs frontaliers du Grand Est. In : *La non-discrimination face aux inégalités de traitement entre les personnes en Europe. Actes de la 7ème Journée d'études du Pôle européen Jean Monnet, Annales de la Faculté de Droit, Economie et Administration de Metz le 19 décembre 2007*. Université de Metz, 2008, pp.525-541.

Publications sans comité de lecture

Articles dans des revues

LIEGEOIS Philippe, ROBIN Philippe. Population et équipements culturels. *La culture en chiffres*, 2007, n°6, pp. 1-4.
ZANARDELLI Mireille, GENEVOIS Anne-Sophie. Les dépenses des salariés frontaliers au Luxembourg en 2007. *Bulletin du STATEC*, 2008, n°1, 44 p.

Article publié dans des Actes de conférences

HARTMANN-HIRSCH Claudia. Ecole et immigration : une comparaison insuffisante. In : ALLEGREZZA Serge, HIRSCH Mario, VON KUNITZKI Norbert. *L'immigration au Luxembourg et après ?* Institut d'Etudes Européennes et Internationales du Luxembourg, 2007, pp.113-136. (Paru en 2008)

Magazines

GENEVOIS Anne-Sophie, COUSET Isabelle. 45 ans et plus. Des atouts pour les entreprises (Partie sur la stigmatisation des travailleurs âgés : mythe ou réalité). *Entreprises Magazines*, mai-juin 2008, n°29, pp.45-47.

LEDUC Kristell, ZANARDELLI Mireille, COUSET Isabelle. 45 ans et plus. Des atouts pour les entreprises (Partie sur d'aménagement des conditions de travail en fin de carrière). *Entreprise magazine*, janvier 2008, n°27, pp.82-83.

LEDUC Kristell, ZANARDELLI Mireille, COUSET Isabelle. 45 ans et plus. Des atouts pour les entreprises. (Partie sur la formation continue). *Entreprises Magazine*, mars 2008, n°28, pp.55-56.

Rapports à des organisations publiques ou internationales

BERGER Frédéric. *Rapport sur l'état des besoins en matière sociale - Cinquième rapport adressé à la chambre des députés*. Luxembourg: SNAS, 2008.

BERGER Frédéric. *Les effets redistributifs du boni pour enfant et de l'adaptation des barèmes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques - rapport intermédiaire*. Ministère de la Famille et de l'Intégration. Luxembourg, 2008.

BODSON Lucile, LEDUC Kristell. Bilan démographique et analyse de l'union libre. Rapport pour le Ministère de la Famille et de l'Intégration. Luxembourg, 2008.

BORSENBARGER Monique, HAURET Laetitia, LORENTZ Nathalie. *Les pratiques culturelles des jeunes de 6 à 19 ans*. Rapport pour le Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Luxembourg, septembre 2008.

BOUSSELIN Audrey. *Disponibilité locale des structures d'accueil collectif de jeunes enfants. Etat des lieux et lien avec l'emploi des mères de jeunes enfants*. Rapport pour le Ministère de la Famille et de l'Intégration. Luxembourg, 2008.

HARTMANN-HIRSCH Claudia, TRILLING Annette. *Rapport d'évaluation Fonds Européen pour Réfugiés Exercice 2007*. Differdange: Commissariat du Gouvernement aux Etrangers, 2008.

HARTMANN-HIRSCH Claudia, TRILLING Annette. *Up-date of National Data Collection Report*. Vienne: Fundamental Rights Agency, 2008.

HARTMANN-HIRSCH Claudia, TRILLING Annette. *Complementary Data Collection Report*. Vienne: Fundamental Rights Agency, 2008.

HAURET Laëtitia. *Veille documentaire: conciliation vie professionnelle - vie familiale*. Rapport pour le Ministère de la Famille et de l'Intégration. Luxembourg, 2008.

TRILLING Annette, HARTMANN-HIRSCH Claudia. *RAXEN-Bulletin 3*. Vienne: Fundamental Rights Agency, 2008.

TRILLING Annette, HARTMANN-HIRSCH Claudia. *RAXEN-Bulletin 2*. Vienne: Fundamental Rights Agency, 2008.

TRILLING Annette, HARTMANN-HIRSCH Claudia. *RAXEN-Bulletin 1*. Vienne: Fundamental Rights Agency, 2008.

VALENTOVA Marie. *Zamestnání, rodina a sociální politika (Employment, family and social policy). Postoje veřejnosti k opatřením rodinné politiky (mezinárodní srovnání) / Attitudes towards family policy arrangements. (An international comparison)*. Boskovice: František Šalé - ALBERT, 2007, pp. 169-205.

ZANARDELLI Mireille, BROSIUS Jacques. *Evaluation de la mise en oeuvre de la loi 5611 Tableau de bord juillet 2008*. Rapport pour le Ministère du Travail et de l'Emploi. Luxembourg, 2008.

ZANARDELLI Mireille, BROSIUS Jacques. *Evaluation de la mise en oeuvre de la loi 5611 Tableau de bord avril 2008*. Rapport pour le Ministère du Travail et de l'Emploi. Luxembourg, 2008.

ZANARDELLI Mireille, BROSIUS Jacques. *Evaluation de la mise en oeuvre de la loi 5611 Tableau de bord janvier 2008*. Rapport pour le Ministère du Travail et de l'Emploi. Luxembourg, 2008.

Thèse / Master

Hauret Laetitia. *Délinquance juvénile : appartenance à une bande et comportement de récidive*. Thèse de Doctorat de l'Université Nancy2, 2008, 366 p.

Distinction

LIEGEOIS Philippe. Prix du Livre politique 2008 (Communauté française de Belgique, <http://www.journeedulivrepolitique.be/>) - international - « Le Prix du Livre politique » récompense le meilleur livre [belge] d'expression française à thème politique publié entre le 1er mai 2007 et le 31 mai 2008.

Articles présentés à des conférences/séminaires

BERGER Frédéric, ISLAM Nizamul, LIEGEOIS Philippe, WAGENER Raymond. *Cross-validating administrative and survey data sets through the assessment of a tax reform in Luxembourg*. Séminaire du STATEC organisé par le STATEC le 13/10/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

BERGER Frédéric, ISLAM Nizamul, LIEGEOIS Philippe, WAGENER Raymond. *Cross-validating administrative and survey data sets through the assessment of the 2001-2002 tax reform in Luxembourg*. I-CUE Improving the Capacity and Usability of EUROMOD. Conférence organisée par : The European Centre for Social Welfare Policy and Research du 03/04/2008 au 04/04/2008 à Vienne (Autriche).

BODSON Lucile. *Effet des dynamiques professionnelles des conjoints sur la dynamique matrimoniale au Luxembourg*. Analyse des Biographies Liées. Conférence organisée par : le Groupe de Réflexion biographique du 21/08/2008 au 23/08/2008 à Québec (Canada).

BORSENBARGER Monique. *Valeurs et Cohésion sociale VALCOS*. La cohésion sociale au Luxembourg et dans les pays limitrophes. Conférence organisée par le Centre de Recherches sur la Résolution de Conflits (CRRC) du 20/11/2008 au 21/11/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

BROSIUS Jacques, CARPENTIER Samuel. *La mobilité résidentielle transfrontalière des actifs du Luxembourg vers les pays voisins. Un état des lieux*. 2e journée des communes frontalières de la Grande Région organisée par Euregio SaarLorLux+ et Forum Europa le 22/10/2008 à Echternach (Luxembourg).

DICKES Paul, FUSCO Alessio, MARLIER Eric. *Socially perceived necessities of life across EU countries: Structures and consensus*. 30th General Conference of the International Association for Research on Income and Wealth (IARIW). Organisée par: The International Association for Research on Income and Wealth du 24/08/2008 au 30/08/2008 à Portoroz (Slovénie).

GENEVOIS Anne-Sophie. *Partage des tâches domestiques et familiales au sein des couples*. Séminaire de travail familial organisé par le ministère de la famille le 23/09/2008 à Berschbach (Luxembourg).

HARTMANN-HIRSCH Claudia. *Do migrants or natives use "abuse" more social assistance: the case of Luxembourg*. Migration and portability of social security. Conférence organisée par : The University of Sussex du 05/11/2008 au 06/11/2008 à Brighton (Royaume-Uni).

HARTMANN-HIRSCH Claudia. *Migration und die Entscheidungsträger in Luxemburg*. Migration in Europa; Herausforderung an Arbeitsmärkte, Soziale Sicherungssysteme und die Öffentlichkeit. Organisé par le Hertie Stiftung le 10/06/2008 à Kloster Eberbach bei Wiesbaden (Allemagne).

HARTMANN-HIRSCH Claudia. *Ecole et discrimination multiple*. La discrimination multiple dans l'éducation. Conférence organisée par : Caritas le 03/06/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

KLEIN Carlo. *Individual happiness and Becker's extended utility function: an empirical application based on EVS data*. Happiness and capability: measurement, theory and policy. Conférence organisée par : Radboud University of Nijmegen le 22/08/2008 à Nijmegen (Pays-Bas).

LIEGEOIS Philippe. *Voyage au bout de la Belgique*. Leçon inaugurale organisée par la Haute Ecole de la Province de Liège (catégorie Economie) le 05/11/2008 à Liège (Belgique).

TCHICAYA Anastase. *Accès aux soins de santé et disparités d'état de santé entre immigrants au Luxembourg*. Les discriminations dans l'accès aux soins de santé. Conférence organisée par : CARITAS le 18/06/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

VALENTOVA Marie. *Between family and the labour market. Perception on gender roles in Luxembourg*. Family in the Making - Theorizing family in the contemporary European context, ESA Interim meeting. Conférence organisée par : The European Sociological Association, University of Helsinki du 28/08/2008 au 29/08/2008 à Helsinki (Finlande).

VALENTOVA Marie, ZHELYAZKOVA Nevena. *Women's Perceptions of Negative Consequences of Career Interruption due to ChildCare in Eastern Europe*. Challenging Boundaries. Conférence organisée par : The Social Policy Association du 23/06/2008 au 25/06/2008 à Edimbourg (Royaume-Uni).

ZANARDELLI Mireille. *Les dépenses des frontaliers au Luxembourg en 2007*. Séminaire économique du STATEC organisé par le STATEC le 08/04/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

Présentations de travaux

BERGER Frédéric, ISLAM Nizamul, LIEGEOIS Philippe, WAGENER Raymond. *Cross-validating administrative and survey data sets through the assessment of a tax reform in Luxembourg*. Présentation au Workshop annuel projet REDIS le 16/06/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

BERGER Frédéric, ISLAM Nizamul, LIEGEOIS Philippe, WAGENER Raymond. *Cross-validating administrative and survey data sets through the assessment of the 2001-2002 tax reform in Luxembourg*. Présentation au CEPS seminar series / Ateliers de recherche le 28/05/2008 à Differdange (Luxembourg).

BERGER Frédéric. *Genre et risque de pauvreté au Luxembourg*. Présentation à la Chambre des Députés, Commission de la Famille, de l'Égalité des Chances et de la Jeunesse le 11/03/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

BERGER Frédéric, REINSTADLER Anne. *Quelle analyse de la transmission intergénérationnelle de la pauvreté dans un pays à forte immigration comme le Luxembourg?* Présentation au CEPS seminar series/ Ateliers de recherche le 13/02/2008 à Differdange (Luxembourg).

BODSON Lucile, KUEPIE Mathias. *Effet des dynamiques professionnelles des conjoints sur la dynamique matrimoniale au Luxembourg*. Présentation au CEPS seminar series / Ateliers de recherche le 17/12/2008 à Differdange (Luxembourg).

BODSON Lucile. *La nationalité, un motif de discrimination dans la vie quotidienne ?* Présentation à Radio Latina, pour une émission radio du CLAE le 17/01/2008 à Luxembourg-ville (Luxembourg).

BODSON Lucile. *La nationalité, un motif de discrimination dans la vie quotidienne ?* Présentation à RTL Radio le 15/01/2008 à Differdange (Luxembourg).

BORSENBARGER Monique. *Charte Européenne du Chercheur. Propositions des agents du CEPS/INSTEAD*. Présentation au Conseil d'Administration le 11/12/2008 à Differdange (Luxembourg).

BORSENBARGER Monique. *Génération et cohésion sociale*. Présentation des travaux du projet VALCOS auprès du Pr. Claude Bernard de l'Université de Montréal le 25/11/2008 à Differdange (Luxembourg).

BORSENBARGER Monique. *Charte Européenne du chercheur*. Présentation à la 2e Assemblée semestrielle du Personnel du CEPS/INSTEAD le 17/09/2008 à Differdange (Luxembourg).

BORSENBARGER Monique. *Conférence de presse pour le lancement de l'enquête EVS*. Présentation au Fonds National de la Recherche (FNR) le 02/06/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

BROSIUS Jacques, ZANARDELLI Mireille. *Evaluation de la mise en oeuvre de la loi 5611*. Présentation au comité permanent pour l'emploi et le travail le 17/11/2008 à Luxembourg (Luxembourg).

DICKES Paul. *Mesure de la cohésion sociale*. Présentation des travaux du projet VALCOS auprès du Pr. Claude Bernard de l'Université de Montréal le 25/11/2008 à Differdange (Luxembourg).

DUBAJIC Nenad. *Les relations aux autres dans une société multiculturelle*. Présentation des travaux du projet VALCOS auprès du Pr. Claude Bernard de l'Université de Montréal le 25/11/2008 à Differdange (Luxembourg).

FLEURY Charles. *Travail, économie et justice sociale*. Présentation des travaux du projet VALCOS auprès du Pr. Claude Bernard de l'Université de Montréal le 25/11/2008 à Differdange (Luxembourg).

HARTMANN-HIRSCH Claudia. *Les 45 ans et plus*. Table ronde organisée par le Centre de Formation Sociale J.B Rock le 26/11/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

HARTMANN-HIRSCH Claudia. *Impact of highly qualified immigrants' on Luxembourg's labour market and society*. Présentation au CEPS seminar series/ Ateliers de recherche le 30/01/2008 à Differdange (Luxembourg).

HARTMANN-HIRSCH Claudia. *Présentation au groupe de travail «Immigration»* du CGE le 11/01/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

ISLAM Nizamul. *A Dynamic Tobit model of Married Women in Sweden*. Présentation au CEPS seminar series / Ateliers de recherche le 17/09/2008 à Differdange (Luxembourg).

KLEIN Carlo. *Individual Happiness and Becker's Extended Utility Function: an Empirical Application Based on EVS Data*. Présentation au CEPS seminar series / Ateliers de recherche le 27/11/2008 à Differdange (Luxembourg).

KLEIN Carlo. *Le comportement des agents économiques : quel rôle pour les valeurs ?* Présentation des travaux du projet VALCOS auprès du Pr. Claude Bernard de l'Université de Montréal le 25/11/2008 à Differdange (Luxembourg).

LIEGEOIS Philippe. *Voyage au bout de la Belgique*. Présentation au CEPS seminar series / Ateliers de recherche le 10/12/2008 à Differdange (Luxembourg).

LIEGEOIS Philippe. *Tools and objectives for building a first dynamic microsimulation model*. Présentation au Workshop annuel projet REDIS le 18/06/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

LIEGEOIS Philippe, BAYENET Benoît, CAPRON Henri. *Les mots en colère : Noir-Jaune-Rouge*. Présentation au Foire du Livre de Bruxelles le 08/03/2008 à Bruxelles (Belgique).

LIEGEOIS Philippe. *Avenir institutionnel de la Belgique*. Présentation au «Café syndical» (débat) le 15/02/2008 à Liège (Belgique).

LIEGEOIS Philippe. *Equipements culturels* (interview par Mme Catherine Lamere). Présentation à Radio-Luxembourg le 15/01/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

LORENTZ Nathalie. *Les inégalités sociales de santé des immigrants au Luxembourg*. Séminaire du projet FNR ESANDE le 16/12/2008 à Differdange (Luxembourg).

LORENTZ Nathalie, TCHICAYA Anastase. *Les maladies cardiovasculaires au Luxembourg : analyse du profil socioéconomique des patients admis en coronarographie à l'INCCI*. Séminaire du projet FNR ESANDE le 16/12/2008 à Differdange (Luxembourg).

TCHICAYA Anastase. *Projet de recherche FNR ESANDE- introduction*. Séminaire du projet FNR ESANDE le 16/12/2008 à Differdange (Luxembourg).

TCHICAYA Anastase. *Evolution des inégalités sociales de santé entre 1995 et 2005*. Séminaire du projet FNR ESANDE le 16/12/2008 à Differdange (Luxembourg).

TCHICAYA Anastase. *Santé et capital social : des liens existent-ils au Luxembourg ?* Séminaire du projet FNR ESANDE le 16/12/2008 à Differdange (Luxembourg).

TCHICAYA Anastase. *Les pathologies tumorales et non tumorales : analyse du profil socioéconomique des patients admis au Centre national de radiothérapie CFB*. Séminaire du projet FNR ESANDE le 16/12/2008 à Differdange (Luxembourg).

TCHICAYA Anastase. *Les inégalités sociales de santé parmi les personnes âgées de 65 à 79 ans*. Séminaire du projet FNR ESANDE le 16/12/2008 à Differdange (Luxembourg).

TCHICAYA Anastase. *Les inégalités sociales en matière de surpoids et d'obésité*. Séminaire du projet FNR ESANDE le 16/12/2008 à Differdange (Luxembourg).

TCHICAYA Anastase. *Les inégalités sociales de santé : situation des personnes âgées et des immigrants*. Présentation à la World Health Organization /Department of Health Systems Financing le 27/06/2008 à Genève (Suisse).

VALENTOVA Marie. *Europe: 46 countries and 37 languages. The importance of translation in EVS*. Présentation pour le Parlement Européen le 11/12/2008 à Bruxelles (Belgique).

VALENTOVA Marie. *Attitudes toward gender roles in Luxembourg*. Présentation des travaux du projet VALCOS auprès du Pr. Claude Bernard de l'Université de Montréal le 25/11/2008 à Differdange (Luxembourg).

VALENTOVA Marie, BORSENBARGER Monique, DICKES Paul. *Un Essai de Mesure de la Cohésion Sociale*. Présentation des travaux du projet VALCOS auprès du Pr. Claude Bernard de l'Université de Montréal le 25/11/2008 à Differdange (Luxembourg).

ZANARDELLI Mireille. *L'absentéisme au Luxembourg /premiers résultats*. Présentation au Groupe de haut niveau le 01/10/2008 à Luxembourg (Luxembourg).

Collections du CEPS/INSTEAD

Economie & Entreprises

POUSSING Nicolas. *Un état des lieux de l'adoption de la Responsabilité Sociale des Entreprises au Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 2008, Economie & Entreprises n°10, 8 p.

DAUTEL Vincent. *L'évolution, de 2000 à 2005, des ressources dédiées aux activités nationales de Recherche et de Développement*. CEPS/INSTEAD, 2008, Economie & Entreprises n°11, 12 p.

Entreprises Working Papers

NGUYEN Thi Thuc Uyen. *Pourquoi s'engager dans la coopération en R&D ? Une étude des firmes innovantes au Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 2008, Entreprises Working Paper n°2008-01, 27 p.

MOTHE Caroline, NGUYEN Thic Thuc Uyen. *Assessing the Impact of Marketing and Organizational Innovations on Firm Performance*. CEPS/INSTEAD, 2008, Entreprises Working Paper n°2008-02, 29 p.

MARTIN Ludivine, POUSSING Nicolas. *Les déterminants de l'adoption de l'administration électronique par les entreprises : une analyse empirique sur données luxembourgeoises*. CEPS/INSTEAD, 2008, Entreprises Working Paper n°2008-03, 25 p.

PENARD Thierry, POUSSING Nicolas. *Internet Use and Social Capital: The Strength of Virtual Ties*. CEPS/INSTEAD, 2008, Entreprises Working Paper n°2008-04, 27 p.

POUSSING Nicolas. *Les déterminants de l'adoption de la Responsabilité Sociale des Entreprises*. CEPS/INSTEAD, 2008, Entreprises Working Paper n°2008-05, 18 p.

MARTIN Ludivine, POUSSING Nicolas. *The make-or-buy decision in ICT services: Evidence from Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 2008, Entreprises Working Paper n°2008-06, 19 p.

DAUTEL Vincent. *L'introduction et la mise en œuvre de l'innovation. Une comparaison des entreprises luxembourgeoises avec celles de l'Union Européenne*. CEPS/INSTEAD, 2008, Entreprises Working Paper n°2008-07, 31 p.

NGUYEN Thi Thuc Uyen. *Innovation organisationnelle dans les entreprises au Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 2008, Entreprises Working Paper n°2008-08, 11 p.

NGUYEN Thi Thuc Uyen, MOTHE Caroline, NGUYEN-PHU Van. *Organizational Complementarity in the Innovation Process. Evidence from Luxembourg firms*. CEPS/INSTEAD, 2008, Entreprises Working Paper n°2008-09, 18 p.

Publication avec comité de lecture

Contribution à un livre collectif

DAUTEL Vincent. *Innovative & Research and Development Activities of Firms in Luxembourg*. In: VAN GEENHUIZEN Marina, TRZMIELAK Dariusz, GIBSON David V., URBANIAK Maciej. *Value Added Partnering and Innovation in a Changing World*. Purdue University Press, 2008, series: International Series on Technology Policy and Innovation, pp.315-332.

Publications sans comité de lecture

Article dans une revue

POUSSING Nicolas. *Responsabilité sociale des Entreprises*. *Echo de l'Industrie*, n°3, juin 2008, pp.37-43.

Article publié dans des Actes de conférences

DAUTEL Vincent. *Reference period for the CIS: two or three years*. 32nd CEIES Seminar, *Innovation indicators—more than technology?* In: *Eurostat methodologies and working papers - Luxembourg April, 14th 2008*. CEIES, Danish Centre for Studies in Research and Research Policy, Eurostat, 2008, pp. 230-240.

Rapports à des organisations publiques ou internationales

BEAUFILS Michelle, DAUTEL Vincent, NGUYEN Thi Thuc Uyen. *CIS 2006 Quality report*. A destination d'Eurostat et du STATEC (juillet 2008).

DAUTEL Vincent, GENEVOIS Anne-Sophie. *Tableaux de résultats de l'enquête CIS 2006*. A destination d'Eurostat, du STATEC et du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (juillet 2006).

DAUTEL Vincent. *Tableaux de résultats de l'enquête R&D 2006 sur le secteur public*. A destination du STATEC et du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (juillet 2008).

DAUTEL Vincent. *Tableaux de résultats intermédiaires de « l'enquête R&D d'Eurostat et de l'OCDE » (année de référence 2007)*. A destination d'Eurostat, du STATEC et du Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (octobre 2006).

DAUTEL Vincent. *Meta data « R&D statistics, Luxembourg »*. A destination d'Eurostat, du STATEC et du Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (septembre 2008).

DAUTEL Vincent. *Meta data « GBAORD statistics, Luxembourg »*. A destination d'Eurostat, du STATEC et du Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (septembre 2008).

DIA Modou, LORENTZ Nathalie, POUSSING Nicolas. *Métadonnées de l'enquête « ICT Usage by Enterprises 2008 »*. A destination d'Eurostat (26 mars 2008).

DIA Modou, LORENTZ Nathalie, POUSSING Nicolas. *Rapport intermédiaire de l'enquête « ICT Usage by Enterprises 2008 »*. A destination d'Eurostat (30 mai 2008).

DIA Modou, LORENTZ Nathalie, POUSSING Nicolas. *Envoi des données de l'enquête « ICT Usage by Enterprises 2008 »*. A destination d'Eurostat (1^{er} octobre 2008).

DIA Modou, LORENTZ Nathalie, MARTIN Ludivine, POUSSING Nicolas. *Rapport final de l'enquête « ICT Usage by Enterprises 2008 »*. A destination d'Eurostat (27 octobre 2008).

LORENTZ Nathalie, POUSSING Nicolas. *Rapport intermédiaire de l'enquête « ICT Usage by Enterprises 2008 »*. A destination du STATEC (29 août 2008).

Articles présentés à des conférences/séminaires

DAUTEL Vincent. *L'introduction et la mise en œuvre de l'innovation : une comparaison des entreprises luxembourgeoises avec celles de l'Union Européenne*. En route vers Lisbonne. Conférence organisée par : le CRP-HT / STATEC / Observatoire de la compétitivité du 04/12/2008 au 05/12/2008 à Luxembourg-ville (Luxembourg).

DAUTEL Vincent, WALTHER Olivier. *Employment growth and firms mobility: Metropolitan Luxembourg in the making (1994-2005)*. Regions: The Dilemmas of Integration and Competition? Conférence organisée par : The Regional Studies Association du 27/05/2008 au 29/05/2008 à Prague (Tchéquie).

MARTIN Ludivine. *The impact of technological changes on incentives and motivations to work hard*. En route vers Lisbonne. Conférence organisée par : le CRP-HT / STATEC / Observatoire de la compétitivité du 04/12/2008 au 05/12/2008 à Luxembourg-ville (Luxembourg).

MARTIN Ludivine, POUSSING Nicolas. *The make-or-buy Decision in ICT Services: Evidence from Luxembourg*. En route vers Lisbonne. Conférence organisée par : le CRP-HT / STATEC / Observatoire de la compétitivité du 04/12/2008 au 05/12/2008 à Luxembourg-ville (Luxembourg).

NGUYEN Thi Thuc Uyen. *Impact de l'innovation organisationnelle sur la performance*. En route vers Lisbonne. Conférence organisée par : le CRP-HT / STATEC / Observatoire de la compétitivité du 04/12/2008 au 05/12/2008 à Luxembourg-ville (Luxembourg).

NGUYEN Thi Thuc Uyen. *Assessing the impact of Marketing and Organizational Innovations on Firm Performance*. The 3rd European Conference on Entrepreneurship and Innovation-ECEI08. Organisée par : The Academic conference Management-University of Winchester du 15/09/2008 au 16/09/2008 à Southampton (Royaume-Uni).

POUSSING Nicolas. *Les déterminants de l'adoption de la Responsabilité Sociale des Entreprises*. En route vers Lisbonne. Conférence organisée par : le CRP-HT / STATEC / Observatoire de la compétitivité du 04/12/2008 au 05/12/2008 à Luxembourg-ville (Luxembourg).

POUSSING Nicolas. *Un état des lieux de l'adoption de la RSE au Luxembourg*. Rencontre-Conférence luxembourgeoise autour de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) organisée par l'Union des Entreprises Luxembourgeoises-INDR le 07/03/2008 à Luxembourg-ville (Luxembourg).

Présentations de travaux

DAUTEL Vincent. *Principaux résultats de l'enquête CIS 2006*. Présentation au Statec le 30/10/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

DAUTEL Vincent, WALTHER Olivier. *Employment growth and firms' mobility in Luxembourg (1994-2005): a European metropolis in the making*. Présentation au CEPS seminar series / Ateliers de recherche le 21/05/2008 à Differdange (Luxembourg).

POUSSING Nicolas. *La Responsabilité Sociale des Entreprises*. Présentation à la Radio 100.7 le 12/02/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

Collections du CEPS/INSTEAD

Gouvernance & Emploi

CLEMENT Franz. *La construction sociale du territoire de la Grande Région : une confusion entre les concepts de coopération et d'intégration*. CEPS/INSTEAD, 2008, Gouvernance & Emploi n°2, 16 p.

CLEMENT Franz. *Une période de prospérité est-elle avantageuse pour les relations professionnelles ? Une réponse adaptée au cas du Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 2008, Gouvernance & Emploi n°3, 20 p.

MAAS Roland. *La formation professionnelle sous l'aspect de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage tout au long de la vie*. CEPS/INSTEAD, 2008, Gouvernance & Emploi n°4, 16 p.

CLEMENT Franz. *La notion de néo-corporatisme : théories et applications au modèle luxembourgeois de relations professionnelles (1^{er} partie)*. CEPS/INSTEAD, 2008, Gouvernance & Emploi n°5, 11 p.

Les brochures – Etudes d'EURES

BLOND-HANTEN Carole, ETIENNE-ROBERT Fanny, TIBESAR Arthur. *Guide pour les frontaliers belges*. CEPS/INSTEAD-EURES, 2008, 84 p.

BLOND-HANTEN Carole. *Studieren in Europa ... und in der Grossregion*. CEPS/INSTEAD-EURES, 2008, 12 p.

BLOND-HANTEN Carole. *Etudier en Europe ... et dans la Grande Région*. CEPS/INSTEAD-EURES, 2008, 12 p.

CLEMENT Franz. *Les relations professionnelles au Luxembourg*. CEPS/INSTEAD-EURES, 2008, 89 p.

Les cahiers transfrontaliers d'EURES

CLEMENT Franz. *Le travail intérimaire au Luxembourg : les évolutions les plus récentes* CEPS/INSTEAD, 2008, Les cahiers transfrontaliers d'EURES n°1/2008, 8 p.

JACQUET Fabienne, TIBESAR Arthur. *Le travail frontalier belgo-luxembourgeois. Passer la frontière : une vieille histoire*. CEPS/INSTEAD, 2008, les cahiers transfrontaliers d'EURES n°2/2008.

Bulletin Luxembourgeois de l'emploi (mensuel)

TIBESAR Arthur, JACQUET Fabienne. *Bulletin Luxembourgeois de l'emploi. Données mensuelles du marché du travail*. Ministère du Travail, ADEM, CEPS/INSTEAD, janvier à décembre 2008 (12 numéros édités)

Publications avec comité de lecture

Contribution à un livre collectif

CLEMENT Franz. *Forecasting Skills and Labour Market Needs in Luxembourg: a Particular Transnational Context*. In: LARSEN Christa, MATHÉJCZYK Waldemar, KIPPER Jenny, SCHMID Alfons (eds.) *Target Group Monitoring in European Regions. Empirical Findings and Conceptual Approaches*. Rainer Hampp Verlag, 2008, pp.65-71

Publications sans comité de lecture

Rapport à des organisations publiques ou internationales

THILL Patrick. *The Single Status in Luxembourg*. Differdange: SEEUROPE network, 2008. <http://www.worker-participation.eu/>

Article publié dans des Actes de conférences

ETIENNE-ROBERT Fanny. *Les détachements des travailleurs intérimaires du Luxembourg vers les Etats frontaliers : fiscalité, droit du travail et protection sociale*. In : *Les nouveaux enjeux du travail intérimaire. Conférence organisée à Luxembourg le 24/11/2006*. CEPS/INSTEAD-EURES, 2008, pp. 111-116.

Magazines

BLOND-HANTEN Carole. *Le bien-être au travail*. *Entreprises Magazine*, mars 2008, n°28, pp. 57-59.

CLEMENT Franz. *Le travail intérimaire au Luxembourg : les évolutions les plus récentes*. *Entreprises Magazine*, janvier 2008, Les cahiers transfrontaliers d'EURES Luxembourg, n°1, pp. 55-62.

CLEMENT Franz. Les réalisations concrètes dans la Grande Région. *Entreprises Magazine*, septembre 2008, n°31, pp. 6-8.

CLEMENT Franz. Les relations professionnelles au Luxembourg. *Entreprises magazine*, novembre 2008, n°32, pp. 50-52.

ETIENNE-ROBERT Fanny. L'assurance vieillesse. *Entreprises Magazine*, septembre 2008, n°31, pp. 111-113.

ETIENNE-ROBERT Fanny. Les allocations chômage et la possible mobilité du chômeur. *Entreprises Magazine*, septembre 2008, n°31, pp. 107-108.

ETIENNE-ROBERT Fanny. La pension d'invalidité. *Entreprises Magazine*, septembre 2008, n°31, pp. 105-106.

ETIENNE-ROBERT Fanny. Les accidents du travail et les maladies professionnelles. *Entreprises Magazine*, septembre 2008, n°31, pp. 103-104.

ETIENNE-ROBERT Fanny. L'assurance maladie-maternité. *Entreprises Magazine*, septembre 2008, n°31, pp. 100-102.

ETIENNE-ROBERT Fanny. Les prestations familiales. *Entreprises Magazine*, septembre 2008, n°31, pp. 95-97.

ETIENNE-ROBERT Fanny. L'imposition sur le revenu. *Entreprises Magazine*, septembre 2008, n°31, pp. 89-91.

MAAS Roland. L'apprentissage tout au long de la vie au Luxembourg. *Entreprises Magazine*, janvier 2008, n°27, pp. 78-80.

Articles présentés à des conférences/séminaires

BLOND-HANTEN Carole. *Les risques psycho-sociaux sur le lieu de travail*. Work Life Balance. Conférence organisée par : HR ONE le 23/04/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg)

CLEMENT Franz. *Le travail intérimaire et le détachement*. Le travail intérimaire dans l'espace transfrontalier. Conférence organisée par : EURES/ IUT Henri Poincaré Longwy / Randstad le 17/12/2008 à Longwy (France).

CLEMENT Franz. *La gouvernance des relations professionnelles au Luxembourg à la lumière de la théorie consociativiste d'Arend Lijphart*. Intégration Régionale et Cohésion Sociale 2008 : Perspectives Comparatives sur le Leadership organisé par l'Université du Luxembourg du 13/11/2008 au 15/11/2008 à Luxembourg-ville (Luxembourg).

CLEMENT Franz. *La province de Luxembourg au sein de la Grande Région. Quelles institutions et quels effets concrets ?* La province de Luxembourg au sein de la Grande Région. Quelles institutions et quels effets concrets? Conférence organisée par : le Collège provincial du Luxembourg belge (Député Philippe GREISCH) le 06/11/2008 à Arlon (Belgique).

CLEMENT Franz. *Syndicats et mouvements spécialisés : le cas particulier du Luxembourg*. Etre en Société. Conférence organisée par l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF) du 07/07/2008 au 12/07/2008 à Istanbul (Turquie).

CLEMENT Franz. *Les acteurs publics dans la Grande Région : véritables pouvoirs et coopérations concrètes*. Séminaire annuel des services publics de l'emploi de la Grande Région organisé par l'ADEM du 26/06/2008 au 27/06/2008 à Lipperscheid (Luxembourg).

CLEMENT Franz. *Mindestlöhne und Zeitarbeit in der Grossregion*. Gute Arbeit in Saar-Lor-Lux. Organisé par : Friedrich-Ebert-Stiftung le 19/06/2008 à Saarbrücken (Allemagne).

CLEMENT Franz. *Crise et prospérité dans les relations professionnelles : le cas du Luxembourg, un pays méconnu*. Congrès annuel de l'Association canadienne des relations industrielles organisé par : The University of British Columbia du 04/06/2008 au 06/06/2008 à Vancouver (Amérique du nord).

CLEMENT Franz. *L'unité de recherche REPREM et sa place dans la recherche sur les relations professionnelles*. Assemblée générale de l'Association Française d'Etude des Relations Professionnelles organisée par l'AFERP le 11/06/2008 à Paris (France).

CLEMENT Franz. *The labour market in Luxembourg*. Living and working conditions in Europe. Conférence organisée par EURES Malta le 26/02/2008 à Floriana (Malte).

CLEMENT Franz. *Les institutions de la Grande Région : confusion entre coopération et intégration*. Construction sociale des territoires. Conférence organisée par l'Université du Luxembourg du 20/02/2008 au 21/02/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

MAAS Roland. *L'exclusion liée au logement des personnes prises en charge par les centres de jour, les foyers de nuit, les centres d'accueil et les logements encadrés : dénombrement et caractéristiques*. Exclusion du logement – Mphasis séminaire. Organisé par le Ministère de la Famille et de l'Intégration le 29/09/2008 au Château de Bettange (Luxembourg).

REY Frédéric. *L'espace local comme enjeu des relations professionnelles*. Séminaire Démocratie Industrielle organisé par le Groupe de Travail 18 de l'Association Française de Sociologie, IRES le 12/12/2008 à Paris (France).

TIBESAR Arthur, KUNTZ Lothar. *The Labour Market in the Greater Region till 2020: Potential offered by the cross-border labour market*. Colloque En route vers Lisbonne 2008 organisé par le Centre de Recherche Public Henri Tudor le 05/12/2008 à Luxembourg-ville (Luxembourg).

TIBESAR Arthur. *Le marché du travail en Belgique et au Luxembourg*. Semaines Internationales de l'APEC (Association pour l'Emploi des Cadres) les 24 et 25/11/2008 à Lille et à Strasbourg (France).

TIBESAR Arthur. *Le marché du travail et les conditions de vie et de travail au Luxembourg*. European Job Days. Conférence organisée par le FOREM de la province de Liège le 01/10/2008 (Belgique).

TIBESAR Arthur. *Le marché du travail et les conditions de vie et de travail au Luxembourg*. European Job Days. Conférence organisée par le FOREM de la province de Luxembourg le 30/09/2008 (Belgique).

TIBESAR Arthur. *Evolution de l'emploi au Luxembourg en 2007-2008*. Séminaire annuel des services publics de l'emploi de la Grande Région organisé par l'ADEM du 26/06/2008 au 27/06/2008 à Lipperscheid (Luxembourg).

Présentations de travaux

BLOND-HANTEN Carole. *Femmes et science*. Table ronde à la Foire de l'Etudiant le 14/12/2008 à Luxembourg-Kirchberg (Luxembourg).

BLOND-HANTEN Carole. *Présentation des résultats intermédiaires du projet LUXMODEL*. Présentation au Comité d'accompagnement Reprem, FNR le 05/12/2008 à Differdange (Luxembourg).

BLOND-HANTEN Carole. *Girls go science*. Présentation au Ministère de l'Egalité des Chances et Cid-Femmes le 14/11/2008 pour la Foire de l'étudiant à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

CLEMENT Franz. *Résultats intermédiaires du projet LUXMODEL*. Présentation au Comité d'accompagnement REPREM le 05/12/2008 à Differdange (Luxembourg).

CLEMENT Franz. *Entrevue et présentation de l'étude Les relations professionnelles au Luxembourg*. Présentation au Conseil parlementaire interrégional (délégation luxembourgeoise) le 27/11/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

CLEMENT Franz. *Le travail des frontaliers français au Luxembourg*. Table ronde organisée par LCGB, la CFDT et la Ville de Thionville dans le cadre des élections sociales au Luxembourg le 09/10/2008 à Thionville (France).

CLEMENT Franz. Présentation officielle de la publication « Les relations professionnelles au Luxembourg ». Conférence de presse avec le Ministre du Travail F. BILTGEN organisée par le Ministère du travail et de l'emploi le 14/07/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

CLEMENT Franz. *La Belgique entre crise politique et replis identitaires*. Présentation au Groupe de projet GEA organisé par l'Université Henri Poincaré Nancy1 le 27/03/2008 à Longwy (France).

CLEMENT Franz. *Le travail intérimaire en continue mutation*. Présentation au Réunion du Cercle Laffitte organisé par le PRISME le 14/03/2008 à Paris (France).

ETIENNE-ROBERT Fanny. *Le marché du travail luxembourgeois dans sa dimension transfrontalière*. Présentation aux Doctoriales de Lorraine le 23/05/2008 à Differdange (Luxembourg).

TIBESAR Arthur. *Conditions de vie et de travail au Luxembourg : le régime des pensions*. Présentation à l'Assemblée Générale de l'Association des Frontaliers au Luxembourg (AFAL) le 25/10/2008 à Thionville (France).

Publications avec comité de lecture

Articles dans des revues

REY Frédéric. La recherche française sur les relations professionnelles. Retour sur trente ans d'expériences collectives. *Terrains & Travaux*, octobre 2008, n°14, pp.190-201.

REY Frédéric. Compte rendu de l'ouvrage Xabier Itçaina, Jacques Palard et Sébastien Ségas (s/d). Régimes territoriaux et développement économique, Presses Universitaires de Rennes, coll. Espaces et territoires, 2007, 329 pages. *Sociologie du Travail*, 2008, vol. 50, n°4, pp. 570-571.

Collections du CEPS/INSTEAD**Population & Territoire**

CARPENTIER Samuel, GERBER Philippe, PETIT Sébastien, PIGERON-PIROTH Isabelle. *Mobilités quotidienne et résidentielle au Luxembourg : un aperçu à travers l'outil MobilluxWeb*. CEPS/INSTEAD, 2008, Population & Territoire n°13, 16 p.

SOHN Christophe, WALTHER Olivier. *Géographie des activités économiques métropolitaines au Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 2008, Population & Territoire n°14, 16 p.

La note de l'Observatoire de l'habitat (en partenariat avec le Ministère du Logement)

Evolution du poids des remboursements d'emprunt et des loyers dans le revenu des ménages entre 1996 et 2006. CEPS/INSTEAD, Ministère du Logement, 2008, La Note de l'Observatoire de l'Habitat n°10, 4 p.

L'offre et les prix des logements mis sur le marché : situation en 2006 et en 2007. CEPS/INSTEAD, Ministère du Logement, 2008, La Note de l'Observatoire de l'Habitat – Hors-série, 48 p.

Indicateurs de l'Observatoire de l'habitat (2 séries trimestrielles)

LANCHY (de) Gaëtan. *Prix proposés à la location dans les annonces immobilières*. CEPS/INSTEAD, Ministère du Logement, 2008, 1 p. (4 numéros par an)

LANCHY (de) Gaëtan. *Prix proposés à la vente dans les annonces immobilières*. CEPS/INSTEAD, Ministère du Logement, 2008, 1 p. (4 numéros par an)

Documents Geode

GERBER Philippe. *MOBILLUX. Rapport administratif final*. CEPS/INSTEAD, 2008, Document Géode n°2008-01, 23 p.

GERBER P. (dir.), CARPENTIER S., DUPUY G., EGGERICKX T., ENAUX C., PETIT S., PIGERON-PIROTH I, SANDERSON JP. *MOBILLUX. Rapport scientifique final*. CEPS/INSTEAD, 2008, Document Géode n°2008-02, 123 p.

GERBER Philippe. *Vers quelle mobilité géographique au Luxembourg et ses pays frontaliers ? Des réponses à travers les enquêtes Transport en Europe. Dossier de la Conférence scientifique internationale du 4 juillet 2008*. CEPS/INSTEAD, 2008, Document Géode n°2008-03, 94 p.

TOINT Philippe (coord.), BAHRI Amel, CARPENTIER Samuel, CORNELIS Eric, EGGERICKX Thierry, GERBER Philippe, KLEIN Sylvain, PAULY Xavier, WALLE Fabien. *MOBLOC. Mobilities and long term location choices in Belgium MOBLOC. Intermediary activity report*. CEPS/INSTEAD, 2008, Document Géode n°2008-04, 44 p.

SERRIER Thomas. *Mobilités quotidienne, professionnelle et résidentielle : Evolution des espaces de vie des actifs de la région bruxelloise entre 1991 et 2001. Master 2 MOA*. CEPS/INSTEAD, 2008, Document Géode n°2008-05, 115 p.

ORY Bérénice. *Obèse dans la ville. Etude de cas sur les rapports entre environnement socio-urbain, mobilité et obésité au Grand-Duché de Luxembourg. Mémoire de M1*. CEPS/INSTEAD, 2008, Document Géode n°2008-06, 172 p.

MUSIDLAK Christian. *Des localités aux communes luxembourgeoises. Master 1 MOA/GARD*. CEPS/INSTEAD, 2008, Document Géode n°2008-07, 41 p.

OMRANI Hichem, GERBER Philippe. *Urban Audit III. Final Report*. CEPS/INSTEAD, 2008, Document Géode n°2008-08, 9 p.

Publications avec comité de lecture**Livres**

CAUVIN Colette, ESCOBAR Francisco, SERRADJ Aziz, ANTONI Jean-Philippe, KLEIN Olivier. *Cartographie thématique 4 : des transformations renouvelées*. Paris : Hermès ; Lavoisier, 2008, 198 p.

CAUVIN Colette, ESCOBAR Francisco, SERRADJ Aziz, ANTONI Jean-Philippe, KLEIN Olivier. *Cartographie thématique 5 : des voies nouvelles à explorer*. Paris : Hermès ; Lavoisier, 2008, 320 p.

WALTHER Olivier. *Affaires de patrons. Villes et commerce transfrontalier au Sahel*. Peter Lang, 2008, 478 p.

Articles dans des revues

DECOVILLE Antoine. Métropolisation et résistance des territoires : l'exemple luxembourgeois. *L'Espace politique*, octobre 2008, vol.4, n°1, pp.53-68.

GERBER Philippe, ENAUX Christophe. Les déterminants de la représentation transnationale du bassin de vie. Une approche fondée sur l'attachement au lieu des frontaliers luxembourgeois. *Revue d'Economie Régionale & Urbaine*, 2008, n°5, pp.725-752.

OMRANI Hichem. Decision Support Tool for Evaluating Mobility Projects. *International Journal of Computer, Information, and Systems Science, and Engineering (IJCISS)*, July 2008, vol.2, n°3, pp.146 à 154.

POUGET Clémence, DECOVILLE Antoine. Construire au Luxembourg. *Etudes foncières*, septembre 2008, n°135, pp.37-40.

WALTHER Olivier, RETAILLE Denis. Le modèle sahélien de la circulation, de la mobilité et de l'incertitude spatiale. *Autrepart : revue de sciences sociales au sud*, septembre 2008, n°47 (3/2008), pp.109 à 124.

WALTHER Olivier, RENAUD Thierry, KISSLING Jonathan. Heaven on Earth? The development of tourism in the Dogon Country and the Hombori Mountains (Mali). *Articulo: revue de sciences humaines*, octobre 2008, n°4, pp.1-16.

Article publié dans des Actes de conférences

GERBER Philippe, FLEURET Sébastien. D'une approximation statistique à une approximation géographique: l'exemple d'une enquête santé à Luxembourg. In : *Actes du colloque Francophone sur les sondages organisé par le SFDs (Société Française de Statistique à Marseille le 05 novembre 2007)*. DUNOD, 2008, collection Sciences SUP, pp. 269-274.

Publications sans comité de lecture

Actes de conférences

LAMOUR Christian (coord.) Schéma de Développement de l'Agglomération du PED 2001-2007. Actes de conférences du colloque «Emploi-Formation Professionnelle du 17 avril 2007». CEPS/INSTEAD, Association Transfrontalière de l'Agglomération du PED, 2008 [CD-Rom]

Rapports à des organisations publiques ou internationales

BOUSCH Patrick, LANCHY (de) Gaëtan, POUGET Clémence, KIFFER Constant. *Rapport d'activité de l'Observatoire de l'Habitat 2007*. Luxembourg : Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, 2008, 42 p.

BOUSCH Patrick, DECOVILLE Antoine, SOHN Christophe. *Suivi du développement territorial du Luxembourg à la lumière des objectifs de l'IVL*. Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, 2008, 45 p.

LAMOUR C., DENERT O., SALAMBO L., RUBIO J. *Baseline study of the EGTC Project*. Paris : MOT, 2008.

LANCHY (de) Gaëtan, DARUD Bérengère, KAPWABWA Godé. *L'offre et les prix des logements mis sur le marché : situation en 2006 et en 2007*. Luxembourg : Ministère du Logement - Observatoire de l'Habitat, 2008.

Magazines

LAMOUR Christian. Bilan de la Conférence relative au projet EGTC - Strasbourg 19.11.2008. *L'actualité transfrontalière*, Novembre/Décembre 2008, n°45, p.1.

Thèse / Master

LORD Sébastien. *Étude longitudinale de la mobilité quotidienne et de ses rapports avec les choix résidentiels : l'expérience d'un groupe d'ainés vieillissant en banlieue pavillonnaire*. Thèse de doctorat. Québec : Université Laval, 2008, 256 p.

Articles présentés à des conférences/séminaires

BOUSCH Patrick, FELTGEN Valérie. *Vers un indicateur de développement social territorialisé*. Conférence : La cohésion sociale au Luxembourg et dans les pays limitrophes organisée par la Cellule de Recherches sur la Résolution de Conflits du 20/11/2008 au 21/11/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

BOUSCH Patrick, SOHN Christophe, WALTHER Olivier. *Métropolisation transfrontalière au Luxembourg*. Centralité et intégration. Visions pour une région en mouvement. Conférence organisée par : le QuattroPole le 21/10/2008 à Luxembourg-ville (Luxembourg).

BOUSCH Patrick, GERBER Philippe. *Quels enjeux pour quelle mobilité ? Vers quelle mobilité géographique au Luxembourg et ses régions transfrontalières ? Des réponses à travers les «Enquêtes Transport» en Europe.* Conférence organisée par : le CEPS/INSTEAD le 04/07/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

CARPENTIER Samuel. *Modes d'habiter urbains et ruraux : entre continuité et rupture. L'exemple du Luxembourg.* Revisiting the Urban and the Rural : spatial representations and practices. Conférence organisée par : l'Asbl Les Humanités Associées du 04/12/2008 au 05/12/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

CARPENTIER Samuel, BROSIUS Jacques. *La mobilité résidentielle transfrontalière des actifs du Luxembourg vers les pays voisins. Un état des lieux.* 2e journée des communes frontalières de la Grande Région organisée par Euregio SaarLorLux+ et Forum Europa le 22/10/2008 à Echternach (Luxembourg).

CARPENTIER Samuel, GERBER Philippe, ENAUX Christophe. *Mobilités quotidienne, résidentielle et spécialisation des espaces au Luxembourg.* Festival International de Géographie du 02/10/2009 au 05/10/2009 à Saint-Dié-des-Vosges (France).

CARPENTIER Samuel. *Pratiques et représentations de la mobilité quotidienne : de la cohérence à la dissonance. L'exemple du Luxembourg.* Transports, mobilités et approches de géographie sociale et culturelle. Conférence organisée par : l'Université Paris IV et le Comité National Français de Géographie du 10/09/2008 au 11/09/2008 à Paris (France).

CARPENTIER Samuel, RAMADIER Thierry, DEPEAU Sandrine, LANNOY Pierre. *De l'identité spatiale à l'identité de déplacement.* 7e congrès international de psychologie sociale en langue française organisé par l'ADRIPS du 28/08/2008 au 30/08/2008 à Iasi (Roumanie).

CARPENTIER Samuel, GERBER Philippe. *Parcours résidentiels et comportements de mobilité quotidienne. Analyse des espaces de vie au Luxembourg.* XLVe colloque ASRDLF «Territoires et action publique territoriale : nouvelles ressources pour le développement régional» organisé par l'Université du Québec du 25/08/2008 au 27/08/2008 à Rimouski (Canada).

CARPENTIER Samuel. *Peut-on concilier optimisation des formes urbaines et satisfaction résidentielle? L'exemple du Luxembourg.* GEOPOINT 2008 : Optimisation de l'espace géographique et satisfactions sociétales organisé par le Groupe DUPONT/UMR ESPACE du 05/06/2008 au 06/06/2008 à Avignon (France).

CARPENTIER Samuel. *Différenciation des représentations de la mobilité quotidienne selon l'ancrage résidentiel. L'exemple du Luxembourg.* 8^{ème} Colloque : Mobilités Identités Altérités organisé par le MSFS du 13/03/2008 au 14/03/2008 à Rennes (France).

DECOVILLE Antoine. *Entre gestion de la forêt et gestion des représentations de la forêt. Les exemples de Strasbourg et de Karlsruhe face à leurs paradoxes.* Perception des forêts périurbaines et aménagement durable. Conférence organisée par : le PACTE/CNRS UMR 5194 du 13/05/2008 au 15/05/2008 à Grenoble (France).

GERBER Philippe, SOHN Christophe. *Polarisation/diffusion des mobilités résidentielle et quotidienne : vers l'intégration fonctionnelle de la métropole luxembourgeoise? Vivre et tracer les frontières dans les mondes contemporains.* Conférence organisée par le Centre Jacques Berque, CNRS, Université de Rabat du 30/01/2008 au 02/02/2008 à Tanger (Maroc).

GERBER Philippe, ENAUX Christophe. *L'attachement territorial au regard de la mobilité quotidienne des frontaliers luxembourgeois.* Mobilité, identité, altérité Conférence organisée par le MSFS, Association francophone de sociologie du 13/03/2008 au 15/03/2008 à Rennes (France).

GERBER Philippe, ENAUX Christophe. *Bassin de vie et attachement territorial des frontaliers luxembourgeois: représentations et mesures.* La Grande Région dans son contexte européen. Acteurs économiques et sociaux dans la construction sociale des territoires. Conférence organisée par l'Université du Luxembourg du 20/02/2008 au 21/02/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

KLEIN Olivier, CAUVIN Colette. *Représentation cartographique des flux. Proposition d'une grille heuristique pour l'aide à la décision cartographique.* Cartographie animée, multimedia, interactive ou mobile : des modes de communication modernes de l'information géographique. Quels apports ? Quels problèmes ? Quelles avancées ? Conférence organisée par : le GDR SIGMA et le laboratoire ESPACE (UMR 6012, Université d'Avignon & CNRS) le 30/10/2008 à Avignon (France).

KLEIN Olivier, SCHNEIDER Marc. *Vers une visualisation multiscalaire de données administratives.* Festival International de Géographie de Saint-Dié-des-Vosges organisé par le AFIGEO (salon de la Géomatique) du 02/10/2008 au 05/10/2008 à Saint-Dié-des-Vosges (France).

KLEIN Olivier, SCHNEIDER Marc. *GEODIS : Géovisualisation multiscalaire de données sociales de l'IGSS.* Festival International de Géographie de Saint-Dié-des-Vosges organisé par le ADFIG du 02/10/2008 au 05/10/2008 à Saint-Dié-des-Vosges (France).

LAMOUR Christian. *Presentation of the EGTC Project.* Kick-off conference of the EGTC Project organize par MOT le 19/11/2008 à Strasbourg (France).

LAMOUR Christian. *The Greater Region: An overlapping of public cross-border communities in a competitive environment.* RSA Annual International Conference - Dilemmas of integration and competition. Organisée par : The Regional Studies Association du 27/05/2008 au 29/05/2008 à Prague (Tchéquie).

LORD Sébastien. *Le choix de vieillir à domicile, l'inévitable adaptation des modes de vie : Étude longitudinale (1999-2006) de la mobilité quotidienne d'un groupe d'ânés de banlieue pavillonnaire de l'agglomération de Québec au Canada*. Colloque international, L'âge et le pouvoir en question : Vieillir et décider dans la cite organisé par le Réseau International d'Étude sur l'Age, la Citoyenneté et l'Intégration Socio-économique & Unité CNRS IDEES/CIRTAI du 08/10/2008 au 09/10/2008 à Rouen (France).

LORD Sébastien, RIOUX J. *Daily mobility and trips related to consumption activities for elderly residents of periurban suburbs in Quebec City agglomeration*. 20th Conference of the International Association for People-Environment Studies (IAPS). Organisée par : The International Association for People-Environment Studies (IAPS) du 29/07/2008 au 01/08/2008 à Rome (Italie).

LORD Sébastien. *Daily Mobility, Lifestyles, and Residential Experience in Old Age: Results of a Longitudinal Study of Elderly Suburbanites Growing Old at Home*. 20th Conference of the International Association for People-Environment Studies (IAPS). Organisé par le International Association for People-Environment Studies (IAPS) du 29/07/2008 au 01/08/2008 à Rome (Italie).

LORD Sébastien. *Quand la mobilité prend un sens : une perspective qualitative et longitudinale de la mobilité quotidienne d'ânés vieillissant en banlieue pavillonnaire de l'agglomération de Québec*. 8e colloque du groupe Mobilité Spatiale, Fluidité Sociale organisé par le Association Internationale des Sociologues de Langue Française (AISLF) du 13/03/2008 au 14/03/2008 à Rennes (France).

POUGET Clémence. *Usage de l'information géographique dans le cadre d'un observatoire de l'habitat*. Festival International de Géographie (Salon géomatique) organisé par l'AFIGÉO du 02/10/2008 au 05/10/2008 à Saint-Dié-des-Vosges (France).

SOHN Christophe, WALTHER Olivier. *Croissance et polarisation des activités économiques métropolitaines au Luxembourg*. En route vers Lisbonne. Conférence organisée par : le CRP-HT / STATEC / Observatoire de la compétitivité du 04/12/2008 au 05/12/2008 à Luxembourg-ville (Luxembourg).

SOHN Christophe, WALTHER Olivier, REITEL Bernard. *L'intégration métropolitaine transfrontalière en Europe*. La gouvernance métropolitaine transfrontalière. Conférence organisée par : le CEPS/INSTEAD et l'Université du Luxembourg le 14/10/2008 à Walferdange (Luxembourg).

SOHN Christophe. *Les métropoles transfrontalières : problématique et enjeux*. La gouvernance métropolitaine transfrontalière. Conférence organisée par : le CEPS/INSTEAD et l'Université du Luxembourg le 14/10/2008 à Walferdange (Luxembourg).

SOHN Christophe. *The State-Metropolis of Luxembourg: Tiger or Dinosaur? Learning cities in a knowledge-based society*. Conférence organisée par : EURA association, University Politecnico di Milano du 09/10/2008 au 11/10/2009 à Milan (Italie).

SOHN Christophe, WALTHER Olivier, REITEL Bernard. *Cross-border metropolitan integration: Evidence from Luxembourg, Basel and Geneva*. L'espace politique: concepts et échelles. Conférence organisée par : l'Université de Reims du 02/04/2008 au 04/04/2008 à Reims (France).

SOHN Christophe, WALTHER Olivier. *L'intégration transfrontalière dans la métropole luxembourgeoise*. La Grande Région dans son contexte européen. Conférence organisée par : l'Université du Luxembourg du 20/02/2008 au 21/02/2008 à Luxembourg-ville (Luxembourg).

WALTHER Olivier, DAUTEL Vincent. *Employment growth and firms mobility: Metropolitan Luxembourg in the making (1994-2005)*. Regions: The Dilemmas of Integration and Competition? Conférence organisée par : The Regional Studies Association du 27/05/2008 au 29/05/2008 à Prague (Tchéquie).

Présentations de travaux

BOUSCH Patrick. *Suivi du développement territorial du Luxembourg à la lumière des objectifs de l'IVL*. Présentation au Chambre des Députés : Commission parlementaire affaires intérieures le 29/05/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

BOUSCH Patrick. *Suivi du développement territorial du Luxembourg à la lumière des objectifs de l'IVL*. Présentation à la presse le 29/05/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

BOUSCH Patrick. *Suivi du développement territorial du Luxembourg à la lumière des objectifs de l'IVL*. Présentation au conseil des Ministres IVL le 04/03/2008 à Luxembourg- Ville (Luxembourg).

DECOVILLE Antoine. *La politique d'aménagement du Territoire au Grand-duché de Luxembourg. Fondements et déclinaisons opérationnelles*. Présentation au CAUE 54 le 19/11/2008 à Nomény (France).

GERBER Philippe, PETIT Sébastien. *Accros à l'auto? Le processus de dépendance automobile*. Présentation aux Humanités Associées le 03/06/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

GERBER Philippe, LORD Sébastien, SOHN Christophe. *Apport des travaux GEODE*. Présentation au GÉDAP UCL Louvain la Neuve le 09/05/2008 à Louvain la Neuve (Belgique).

KLEIN Olivier, SCHNEIDER Marc. *GéoDIS - Géovisualisation multiscalaire de données sociales de l'IGSS*. Présentation à l'IGSS le 13/08/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

LAMOUR Christian. *Une structure d'ingénierie transfrontalière : l'Agence urbanisme de l'Agglomération du PED*. Présentation à l'Institut National des Etudes Territoriales (INET) le 03/12/2008 à Strasbourg (France).

LAMOUR Christian. *Presentation of the EGTC Project*. Présentation au Secrétariat du programme européen Urbact le 01/12/2008 à Montpellier (France).

LANCHY (de) Gaëtan. *Semaine Nationale du Logement*. Présentation à l'Observatoire de l'Habitat le 03/10/2008 à Luxembourg-Ville (Luxembourg).

OMRANI Hichem. *DeSSIA : approche hybride et outil d'aide à l'évaluation pour le projet SUCCESS*. Présentation au CEPS seminar series / Ateliers de recherche le 15/10/2008 à Differdange (Luxembourg).

WALTHER Olivier, DAUTEL Vincent. *Employment growth and firms' mobility in Luxembourg (1994-2005): a European metropolis in the making*. Présentation au CEPS seminar series / Ateliers de recherche le 21/05/2008 à Differdange (Luxembourg).

ERDI

Collections du CEPS/INSTEAD

Afrilux

KUEPIE Mathias, DOUMBIA-GAKOU Assa. *Les mesures de la pauvreté objective au Mali : à méthodes différentes, résultats différents ?* CEPS/INSTEAD, DIAL, DNSI, octobre 2008, n°1, 15 p.

DABITAO Kassim, KUEPIE Mathias. *Les déterminants de l'insertion sur le marché du travail au Mali*. CEPS/INSTEAD, DIAL, DNSI, octobre 2008, n°2, 19 p.

COULIBALY Ishaga, KEITA Balla, KUEPIE Mathias. *Les déterminants du recours thérapeutique au Mali : entre facteurs socioculturels, économiques et d'accessibilité géographique*. CEPS/INSTEAD, DIAL, DNSI, décembre 2008, n°3, 15 p.

IRISS Working Papers

GERBER Philippe, FLEURET Sébastien. *Cartographier une enquête à l'échelle intra-urbaine: Bien-être et personnes âgées de la Ville de Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 2008, IRISS Working Paper n°2008-01, 21 p.

CORSINI Lorenzo. *Institutions, technological change and the wage differentials between skilled and unskilled workers: theory and evidence from Europe*. CEPS/INSTEAD, 2008, IRISS Working Paper n°2008-02, 27 p.

TAMILINA Larysa. *The analysis of welfare state effects on social trust in a multidimensional approach*. CEPS/INSTEAD, 2008, IRISS Working Paper n°2008-03, 38 p.

TAKHTAMANOVA Yelena, SIERMINSKA Eva. *Gender differences in the effect of monetary policy on employment: The case of nine OECD countries*. CEPS/INSTEAD, 2008, IRISS Working Paper n°2008-04, 46 p.

VASILACHE Simona, PREJMEREAN Mihaela Cornelia. *What's a university worth? Changes in the lifestyle and status of post-2000 European Graduates*. CEPS/INSTEAD, 2008, IRISS Working Paper n°2008-05, 30 p.

KANKARASH Milosh, MOORS Guy. *Measurement Equivalence and Extreme Response Bias in the Comparison of Attitudes across Europe*. CEPS/INSTEAD, 2008, IRISS Working Paper n°2008-06, 30 p.

NEOCLEOUS Tereza, PORTNOY Stephen. *A Partially Linear Censored Quantile Regression Model for Unemployment Duration*. CEPS/INSTEAD, 2008, IRISS Working Paper n°2008-07, 31 p.

AYLLON Sara. *Modelling poverty transitions in Spain: Do attrition and initial conditions really matter?* CEPS/INSTEAD, 2008, IRISS Working Paper n°2008-08, 36 p.

IRISS-C/I 10th Anniversary Conference on "The measurement of discrimination, inequality and deprivation: Recent developments and applications": Book of abstracts. CEPS/INSTEAD, 2008, IRISS Working Paper n°2008-09, 16 p.

NICHOLS Austin. *Trends in Income Inequality, Volatility, and Mobility Risk*. CEPS/INSTEAD, 2008, IRISS Working Paper n°2008-10, 45 p.

ABATEMARCO Antonio. *Measuring Inequality of Opportunity through Between-Group Inequality Components*. CEPS/INSTEAD, 2008, IRISS Working Paper n°2008-11, 22 p.

PAVLOPOULOS Dimitris, FOUARGE Didier. *Escaping low pay: do male labour market entrants stand a chance?* CEPS/INSTEAD, 2008, IRISS Working Paper n°2008-12, 46 p.

LINCARU Cristina, PREDOSANU Gabriela, BRINZA Raluca-Catrinel. *Process of transition from school-to-work: generator for the initial stage of path dependence in career development.* CEPS/INSTEAD, 2008, IRISS Working Paper n°2008-13, 52 p.

PI ALPERIN Maria Noel. *A comparison of multidimensional deprivation characteristics between natives and immigrants in Luxembourg.* CEPS/INSTEAD, 2008, IRISS Working Paper n°2008-14, 33 p.

EU Social Inclusion Network

FRAZER Hugh, MARLIER Eric. *Building a stronger EU Social Inclusion Process: Analysis and recommendations of the EU Network of independent national experts on social inclusion.* CEPS/INSTEAD, 2008, EU Social Inclusion Network n°2008-01, 8 p.

FRAZER Hugh, MARLIER Eric. *"Feeding in" and "feeding out": The extent of synergies between growth and jobs policies and social inclusion policies across the EU - Key lessons.* CEPS/INSTEAD, 2008, EU Social Inclusion Network n°2007-02, 53 p.

Master Theses Impalla 2007-2008

ARMONSTRONG Gregory. *The need for formal and informal care with activities of daily living amongst home based long term care beneficiaries in the Grand Duchy of Luxembourg.* CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2007-2008, 42 p.

DIAKONIDZE Ana. *Individual risk factors of youth unemployment. Effect of vocational training on youth employment in France and Poland.* CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2007-2008, 36 p.

GASKEL Jonathan. *Job Quality after Unemployment Exits: Do non-natives and natives have the same chances? (A Study Using BHPS and GSOEP).* CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2007-2008, 46 p.

GENET Nadine. *A cross-country comparison of the wage gap between part-timers and full-timers.* CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2007-2008, 55 p.

MALANCU Natalia-Cornelia. *Wage differentials between natives and immigrants in France and Austria.* CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2007-2008, 41 p.

MEYER CHRISTENSEN Anna. *The impact of institutions on unemployment duration of immigrants.* CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2007-2008, 55 p.

NECULAI Mihail. *Job Dissatisfaction as Predictor for Self-Employment Entrance.* CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2007-2008, 60 p.

PAPANASTASIOU Stefanos. *Trajectories of labour market deregulation in Europe: Towards convergence or divergence of regulatory systems?* CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2007-2008, 42 p.

VANDERMEERSCHEN Hanne. *Does human capital pay off the same for immigrants and natives? An analysis of unemployment duration in Germany.* CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2007-2008, 52 p.

VAN PARYS Liesbeth. *The impact of participation in vocational training on earnings growth for employees with different levels of education in Belgium 1996-2002.* CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2007-2008, 50 p.

WEI Qianfeng. *Job Satisfaction of Self-employed Women in Five countries-Finland, Ireland, the Netherlands, Italy, and Greece.* CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2007-2008, 41 p.

Publications avec comité de lecture

Livres

WARNER Uwe, HOFFMEYER-ZLOTNIK Jürgen H.P. *Privater Haushalt: Konzepte und ihre Operationalisierung in nationalen und internationalen sozialwissenschaftlichen Umfragen.* Mannheim: FRG, Forschung Raum und Gesellschaft e.V, 2008, 141 p.

WARNER Uwe, HOFFMEYER-ZLOTNIK Jürgen H.P. *Private Household Concepts and their Operationalisation in National and International Social Surveys.* GESIS, 2008, 139 p.

Contributions à des livres collectifs

ALIEVA Aigul. School Effect on Individual Performance in PISA 2003: the Case of Foreign-Born Students. In: MICHALOWSKI I., AYBEK C., ETTA A., HUNGER U. *Zukunft in Europa: Neue Kontexte von Migrationspolitik und Integrationsprozessen [Future in Europe: New Contexts of Migration Policies and Integration Processes]*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2008.

BOULD Sally. Critical Resources for Poor Families: a critique of the United Nations Millenium Development Goals. In: AHMAD Munir (eds). *Poverty reduction: Policies and Global Integration*. Lahore: ISSOS publications, 2008.

SIERMINSKA Eva, JANTTI Markus. Survey Estimates of Wealth Holdings in OECD Countries: Evidence on the level and distribution across selected countries. In: DAVIES James B. *Personal Wealth from a Global Perspective*. Oxford University Press, 2008, Part I, 2.

SIERMINSKA Eva, SMEEDING Timothy. How is Household Wealth Distributed? Evidence from the Luxembourg Wealth Study. In: *Growing Unequal? Income Distribution and Poverty in OECD Countries*. OECD, 2008, pp.253-273.

WARNER Uwe, HOFFMEYER-ZLOTNIK Jürgen H.P. Einkommensmessung in international vergleichenden Umfragen. In: REHBERG Karl-Siegbert (Hg.) *Die Natur der Gesellschaft Verhandlungen des 33. Kongresses der Deutschen Gesellschaft für Soziologie in Kassel 2006*. Campus Verlag, 2008, pp. 4006-4017.

WARNER Uwe, HOFFMEYER-ZLOTNIK Jürgen H.P. Der Vergleich von Bildung in internationalen Umfragen. In: REHBERG Karl-Siegbert (Hg.) *Die Natur der Gesellschaft Verhandlungen des 33. Kongresses der Deutschen Gesellschaft für Soziologie in Kassel 2006*. Campus Verlag, 2008, pp. 4018-4027.

Articles dans des revues

HILDEBRAND Vincent, VANSSAY (de) Xavier, SPINDLER Zane A. Using Economic Freedom Indexes As Policy Indicators: An Intercontinental Example. *Public Organization Review*, 2008, vol.8 n°3, pp. 195-214.

SCHMAUS Günther, BOULD Sally. La tabella di marcia dell'unione europea (2006-2010). Un'indipendenza economica uguale per le donne e gli uomini. *Sociologia e Politiche Sociali*, 2008, fascicolo 1, pp. 35-57.

RAILEANU SZELES Monica. The Forms and Determinants of Social Exclusion in the European Union: The Case of Luxemburg. *International Advances in Economic Research*, 2008, vol.14, n°4, pp. 369-380.

VAN KERM Philippe. An Integrated Framework for Analysing Income Covergence. *The Manchester School*, January 2008, vol 76, n°1, pp.1-20.

Articles publiés dans des Actes de conférences

RAILEANU SZELES Monica. On the Decline of Middle Class as an Effect of Globalisation. Evidence from Developed Countries. *Proceedings of the International Conference Present and Future Challenges of the Common EU Policies*. Brasov: 23/05/2008. pp. 307-313.

WARNER Uwe, HOFFMEYER-ZLOTNIK Jürgen H.P. The Relevance of 'Private Household' for Cross-Cultural Survey Comparison. In: *Q2008. European Conference on Quality in Official Statistics*. Rome: ISTAT, July 8-11, 2008.

WARNER Uwe, HOFFMEYER-ZLOTNIK Jürgen H.P. The Relevance of 'Private Household' for Cross-Cultural Survey Comparison. In: *Logic and methodology in Sociology*. Naples: Università di Napoli Federico II, September, 1st 2008.

Publications sans comité de lecture

Articles dans des revues

CHOE Chung. Determinants of Labor Market Outcomes of Disabled Men Before and after the Americans with Disabilities Act of 1990. *SSRN Working paper*, 2008, 43 p. [Online]

HILDEBRAND Vincent. COBB-CLARK Deborah. The Asset Portfolios of Native-born and Foreign-born Households. The Australian National University, January 2008, *Centre for Economic Policy Research Discussion paper* n°567, 36 p.

HILDEBRAND Vincent. COBB-CLARK Deborah. The Asset Portfolios of Native-born and Foreign-born Households. IZA, January 2008, *Discussion paper Series* n°3304, 37 p.

MARLIER Eric. Aller plus loin que la somme des 27.... *Actualités Sociales Hebdomadaires*, 2008, n°2567-2568, pp. 46 - 46.

SIERMINSKA Eva, BICAKOVA Alena. Mortgage Market Maturity and Homeownership Inequality among Young Households: A Five-Country Perspective. *DIW Berlin Discussion Papers*, 2008, n°778, 58 p.

SIERMINSKA Eva, GORNICK Janet, SMEEDING Timothy, LEACH Maurice. Older Women's Income and Wealth Packages in Cross-National Perspective. *Center for Retirement Research at Boston College Working Paper*, 2008, vol.2008-01, 68 p.

SIERMINSKA Eva, BICAKOVA Alena. Homeownership Inequality and the Access to Credit Markets (Can Credit Availability Explain Cross-country Differences in the Inequality of Homeownership across Income of Young Households?). *European Economy*, 2008, Economic Paper n°325. 43 p.

Thèse / Master

ALIEVA Aigul. *Educational Policies of Small Nations: Performance of Immigrants Children in Luxembourg and Switzerland*. Doctoral thesis at the Graduate School of Social Sciences. Germany: University of Bremen, December 2008.

Rapports à des organisations publiques ou internationales

MARLIER Eric, FRAZER Hugh. *Emerging and potential impact of the economic and financial crisis on poverty and social exclusion in EU Member States: Analysis of the EU Network of independent national experts on social inclusion* (Internal Commission report. Not for dissemination). Brussels: European Commission, 2008.

MARLIER Eric, FRAZER Hugh. *Building a stronger EU Social Inclusion Process: Analysis and recommendations of the EU Network of independent national experts on social inclusion, Report produced at the request of the European Commission* (Internal Commission document). Brussels: European Commission, 2008.

MARLIER Eric et al. *Child Poverty and Well-Being in the EU. Current status and way forward*. Brussels: European Commission, 2008.

MARLIER Eric, FRAZER Hugh. *Feeding in and Feeding out - The extent of synergies between growth and jobs policies and social inclusion policies across the EU: Key lessons, Synthesis Report, Independent overview based on the 2007 second semester reports*. Brussels: Peer Review Social Inclusion, 2008.

Articles présentés à des conférences/séminaires

ALIEVA Aigul. *Institutional settings and individual behaviour: performance of immigrant students in PISA study*. IMISCOE Annual Conference du 09/09/2008 au 12/09/2008 à Bilbao (Espagne).

ALIEVA Aigul. *Do education and immigration policies interact? The effect of policies on individual level performance of immigrant students in 21 countries*. RC28 Spring Meeting 2008. Social Stratification and Insiders/Outsiders: Cross-national Comparisons within and between Continents. Conférence organisée du 15/05/2008 au 18/05/2008 à Florence (Italie).

CHOE Chung. *Internal Migration of Blacks in South Africa: Self-selection and Brain Drain*. Migration, Labour Market and Economic Growth in Europe after Enlargement. Organisée par le National Bank of Poland du 08/12/2008 au 09/12/2008 à Varsovie (Pologne).

CHOE Chung. *Determinants of Labor Market Outcomes of Disabled Men Before and After the Americans With Disabilities Act of 1990*. International Workshop on "Measuring discrimination, inequality and deprivation: Recent developments and applications". Organisé par le CEPS/INSTEAD du 24/10/2008 au 25/10/2008 à Differdange (Luxembourg)

KUEPIE Mathias, BALLA Keita, COULYBALY Ishaga. *Les déterminants du recours thérapeutique au Mali : entre facteurs socioculturels, économiques et d'accessibilité géographique*. Démographie et Culture. Conférence organisée par : l'AIDELF du 25/08/2008 au 29/08/2008 à Québec (Canada).

HILDEBRAND Vincent, COBB-CLARK Deborah A. *The Asset Portfolios of Native-born and Foreign-born Households*. European Society of Population Economists 2008 Conference. Organisée par: The ESPE at the University College du 19/06/2008 au 21/06/2008 à Londres (Royaume-Uni).

HILDEBRAND Vincent, COBB-CLARK Deborah A., BAUER Thomas, SINNING Mathias. *A Comparative Analysis of the Nativity Wealth Gap*. European Association of Labour Economists 2008 Conference. Organisée par l'AELE du 18/09/2008 au 20/09/2008 à Amsterdam (Pays-Bas).

MARLIER Eric. *EU Cooperation in the Social Field: measurement, monitoring and benchmarking issues*. South East Europe Forum: Faces of Social Exclusion. Conférence organisée par : les Nations-Unies (PNUD) du 26/11/2008 au 27/11/2008 à Zagreb (Croatie).

MARLIER Eric, DICKES Paul, FUSCO Alessio. *Socially perceived necessities of life across EU countries: Structures and consensus*. 30th General Conference of the International Association for Research on Income and Wealth (IARIW). Organisée par: The International Association for Research on Income and Wealth du 24/08/2008 au 30/08/2008 à Portoroz (Slovénie).

MARLIER Eric. *The EU Social Inclusion Process: Operation and Some Key Challenges*. International Seminar about New frontiers of social inclusion. Organisé par la : Provincia autonoma di Trento le 18/06/2008 à Trento (Italie).

MARLIER Eric. *Social Inclusion and the Transformation of Mental Health Services: Transatlantic Perspectives*. Conference Social Inclusion: Its Measurement and Progress in the European Union. Organisée par : The University of Pittsburgh du 12/06/2008 au 14/06/2008 à Pittsburgh (Amérique du nord).

MARLIER Eric. *The Future of Social Indicators in the EU*. EQUALSOC Mid-Term Conference. Organisée par le Réseau EU-EQUALSOC le 10/04/2008 à Berlin (Allemagne).

MARLIER Eric. *How evidence and monitoring of policies can contribute to shaping policy making at (sub)national and EU levels? The example of the EU Social Inclusion Process*. Seminar Impalla & Bath University. Organisé par : The University of Leuven le 19/03/2008 à Leuven (Belgique).

MARLIER Eric. *Child Poverty & Well-being in the EU. Current state and way forward*. EU Experts Group on Demographic Issues. Conférence organisée par la Commission Européenne le 18/03/2008 à Bruxelles (Belgique).

MARLIER Eric. *Child Poverty & Well-being in the EU. Some facts and figures & A plea for better monitoring and assessment of the situation at EU and country levels*. European Forum on the Rights of the Child. Organisé par la Commission Européenne le 04/03/2008 à Bruxelles (Belgique).

MARLIER Eric. *Criteria for the worldwide Inclusive Cities Award*. World Conference on Development of Cities, Democratic Innovation and Social Transformation for Inclusive Cities in the 21st Century. Organisée par : The International Working Group for Inclusive Cities Award (ICA) du 13/02/2008 au 16/02/2008 à Porto Alegre (Amérique du sud).

PAVLOPOULOS Dimitris, FOUARGE Didier. *Escaping the low-pay: do labour market entrants stand a chance?* 2008 EALE Conference. Organisée par : The European Association of Labour Economics (EALE) du 18/09/2008 au 20/09/2008 à Amsterdam (Pays-Bas).

PAVLOPOULOS Dimitris. *How real is low-pay mobility*. Work Pensions and Labour Economics (WPEG) Conference 2008. Organisée par : The Work Pensions and Labour Economics Study Group (WPEG) du 14/07/2008 au 16/07/2008 à Sheffield (Royaume-Uni).

PAVLOPOULOS Dimitris, VERMUNT Jeroen, MUFFELS Ruud. *Training and Low-Pay Mobility in the UK, the Netherlands and Germany*. LoWER Workshop on Job Insecurity and Training. Organisé par : The LoWER European Low-Wage Employment Research Network du 07/03/2008 au 08/03/2008 à Berlin (Allemagne).

PETROVICI Carmen, MUFFELS Ruud J.A. *The impact of welfare state institutions and values on early retirement behaviour: a comparative panel study in Europe using the ECHP and EVS*. Doctoral Student Workshop Ageing Societies and the Welfare State. Organisé par : VU University le 11/12/2008 à Amsterdam (Pays-Bas).

PETROVICI Carmen, MUFFELS Ruud J.A. *The impact of welfare state institutions and values on early retirement behaviour: a comparative panel study in Europe using the ECHP and EVS*. Cross-border influences in social policy ESPA Conference, session Comparative methodology: worlds and varieties of welfare capitalism. Organisée par: The University of Helsinki, ETK, the Finnish Centre for Pensions; KELA, the Social Insurance Institution; Stakes, National Research and Development Centre for Welfare and Health du 18/09/2008 au 20/09/2008 à Helsinki (Finlande).

PETROVICI Carmen, MUFFELS Ruud J.A. *The impact of welfare state institutions and values on early retirement behaviour: a comparative panel study in Europe using the ECHP and EVS*. *Dag van de Sociologie session Sociaal Beleid*. Organisé par : Katholieke Universiteit Leuven le 29/05/2008 à Leuven (Belgique).

RAILEANU SZELES Monica. *On the Decline of Middle Class as an Effect of Globalisation. Evidence from Developed Countries. 2*. International Conference Present and Future Challenges of the Common EU Policies (Jean Monet Chair Action) le 23/05/2008 à Brasov (Roumanie).

RAILEANU SZELES Monica. *Applying the Item Response Theory to the Measurement of Financial Precariousness*. Sixty-Fifth International Atlantic Economic Conference. Organisée par : The Warsaw Stock Exchange and the Warsaw University of Life Sciences du 09/04/2008 au 13/04/2008 à Varsovie (Pologne).

SCHMAUS Günther, BOULD Sally. *Gender Regimes and the economic situation of men and women after separation*. International Workshop on "Measuring discrimination, inequality and deprivation: Recent developments and applications". Conférence organisée par : le CEPS/INSTEAD du 24/10/2008 au 25/10/2008 à Differdange (Luxembourg).

SCHMAUS Günther, BOULD Sally, GAVRAY Claire. *Gender Regimes and the economic situation after separation for men and women*. First ISA Forum of Sociology. Organisé par : The International Sociological Association (ISA) du 05/09/2008 au 08/09/2008 à Barcelone (Espagne).

SCHMAUS Günther. *Pro and Con of ex-post harmonized Household Panels demonstrated in studying household transitions (nest-leaving and separation of partners) in a comparative perspective*. International Conference on Survey Methods in Multinational, Multiregional, and Multicultural Contexts (3MC). Organisée par : Gesis-Zuma/Mannheim du 25/06/2008 au 28/06/2008 à Berlin (Allemagne).

SIERMINSKA Eva, TAKHTAMANOVA Yelena. *Consumption Patterns and Changes in Wealth: Cross country and family type comparisons*. Southern Economic Association 2008 Annual Conference. Organisée par : Souther Economic Association du 21/11/2008 au 23/11/2008 à Washington, DC (Amérique du nord).

SIERMINSKA Eva, MICHAUD Pierre-Carl, ROHWEDDER Susann. *Measuring wealth holdings of older households in the US: A comparison using the HRS, PSID and SCF. Pensions, Private Accounts and Retirement Savings over the Life Course*. Organisée par : The University of Michigan, Institute for Social Research du 20/11/2008 au 21/11/2008 à Ann Arbor, MI (Amérique du nord).

SIERMINSKA Eva. *Examining the gender wealth gap in Germany*. International Workshop on "Measuring discrimination, inequality and deprivation: Recent developments and applications". Organisé par le CEPS/INSTEAD du 24/10/2008 au 25/10/2008 à Differdange (Luxembourg).

SIERMINSKA Eva, SMEEDING Timothy, JANTTI Markus. *The Joint Distribution of Income and Wealth: Evidence for the LWS*. 30th IARIW Conference. Organisée par l'IARIW du 24/08/2008 au 30/08/2008 à Portoroz (Slovénie).

SIERMINSKA Eva, FRICK Joachim, GRABKA Markus. *Representative wealth data for Germany: The impact of methodological decisions around imputation and the choice of the aggregation unit*. 30th IARIW Conference. Organisée par l'IARIW du 24/08/2008 au 30/08/2008 à Portoroz (Slovénie).

SIERMINSKA Eva, FRICK Joachim, GRABKA Markus. *Examining the gender wealth gap in Germany*. 30th IARIW Conference. Organisée par l'IARIW du 24/08/2008 au 30/08/2008 à Portoroz (Slovénie).

SIERMINSKA Eva, FRICK Joachim, GRABKA Markus. *Examining the gender wealth gap in Germany*. Warsaw International Economic Meeting (WIEM) 2008. Organisé par : The Warsaw University du 05/07/2008 au 06/07/2008 à Varsovie (Pologne).

SIERMINSKA Eva, ROHWEDDER Susann, MICHAUD Pierre-Carl. *Differences in the measurement and structure of wealth using alternative data sources for the elderly: the case of the US*. International Conference on Survey Methods in Multinational, Multiregional and Multicultural Contexts. Conférence organisée par l'International Workshop for Comparative Survey Design and Implementation (CSDI) du 25/06/2008 au 29/06/2008 à Berlin (Allemagne).

SIERMINSKA Eva. *Empirical findings from the Luxembourg Wealth Study*. Distribution of Household Wealth. Conférence organisée par : The European Commission DG Employment, Social Affairs and Equal Opportunities le 04/06/2008 à Bruxelles (Belgique).

SIERMINSKA Eva, TAKHTAMANOVA Yelena. *Gender differences in the effect of monetary policy: The case of nine OECD countries*. Inequality, Development, and Growth. Conférence organisée par : The Feminist Economics du 18/05/2008 au 20/05/2008 à New York City (Amérique du nord).

SIERMINSKA Eva, FRICK Joachim, GRABKA Markus. *Examining the gender wealth gap in Germany*. Conférence organisée par : The Scottish Economic Society du 21/04/2008 au 23/04/2008 à Perth (Royaume-Uni).

VAN KERM Philippe. *Has income growth in Britain become more pro-poor?* Séminaire du département d'économie rurale organisé par le Université catholique de Louvain le 12/12/2008 à Louvain-la-Neuve (Belgique).

VAN KERM Philippe, PI ALPERIN Maria Noel, HILDEBRAND Vincent. *Deprivation among immigrants in Luxembourg*. International Workshop on "Measuring discrimination, inequality and deprivation: Recent developments and applications". Organisé par le CEPS/INSTEAD du 24/10/2008 au 25/10/2008 à Differdange (Luxembourg).

VAN KERM Philippe, JENKINS Stephen. *Has income growth in Britain become more pro-poor?* International Workshop on "Measuring discrimination, inequality and deprivation: Recent developments and applications". Organisé par le CEPS/INSTEAD du 24/10/2008 au 25/10/2008 à Differdange (Luxembourg).

VAN KERM Philippe, JENKINS Stephen P. *Has income growth in Britain become more pro-poor?* 30th General Conference of the International Association for Research on Income and Wealth. Organisée par: The International Association for Research on Income and Wealth du 24/08/2008 au 30/08/2008 à Portoroz (Slovénie).

VAN KERM Philippe. *Generalized measures of wage differentials - Reassessing the gender wage gap in Luxembourg*. Warsaw International Economic Meeting (WIEM) 2008. Organisé par : The Warsaw University du 05/07/2008 au 06/07/2008 à Varsovie (Pologne).

VERBELEN Bart. *Changing Paradigms and Thinking Out of the Box. From Urban Poverty Alleviation to Rural Economic Empowerment*. Joint IMPALLA-MISP Seminar. Organisé par : The University of Leuven le 19/03/2008 à Leuven (Belgique).

WARNER Uwe, DIERENDONCK Christophe. *Offre et demande : l'école dans une société fortement transnationalisée*. Conférence organisée par l'Université du Luxembourg le 03/12/2008 à Walferdange (Luxembourg).

WARNER Uwe. *The Relevance of 'Private Household' for Cross-Cultural Survey Comparison*. 7th International Conference on Social Science Methodology. Organisée par : The Università di Napoli Federico II du 01/09/2008 au 05/09/2008 à Naples (Italie).

WARNER Uwe. *The Relevance of Private Household in comparative survey research*. Q2008, European Conference on Quality in Official Statistics. Organisée par Eurostat et ISTAT du 08/07/2008 au 11/07/2008 à Rome (Italie).

WARNER Uwe. *The Relevance of Private Household in comparative survey research*. International Conference on Survey Methods in Multinational, Multiregional and Multicultural Contexts. Conférence organisée par l'International Workshop for Comparative Survey Design and Implementation (CSDI) du 25/06/2008 au 29/06/2008 à Berlin (Allemagne).

WARNER Uwe. *Harmonization of Socio-economic Variables in General Population Surveys: Theory and Practice*. Conference on Survey Methods in Multinational, Multiregional and Multicultural Contexts. Conférence organisée par l'International Workshop for Comparative Survey Design and Implementation (CSDI) du 25/06/2008 au 29/06/2008 à Berlin (Allemagne).

WARNER Uwe. *Measuring Education in cross national social surveys*. Conference on Survey Methods in Multinational, Multiregional and Multicultural Contexts. Conférence organisée par l'International Workshop for Comparative Survey Design and Implementation (CSDI) du 25/06/2008 au 29/06/2008 à Berlin (Allemagne).

Présentations de travaux

ALIEVA Aigul. *What determines the educational performance of students with migratory background in Europe?* Présentation au CEPS seminar series / Ateliers de recherche le 05/03/2008 à Differdange (Luxembourg).

BOULD Sally, SCHAUS Günther. *Pro and Con of ex-post harmonized Household Panels demonstrated in studying household transitions (nest-leaving and separation of partners) in a comparative perspective*. Présentation au CEPS seminar series / Ateliers de recherche le 09/04/2008 à Differdange (Luxembourg).

HAUSMAN Pierre. *L'insertion professionnelle des doctorants: l'exemple du CEPS, un établissement de recherche public*. Présentation à l'Université de Nancy 2 le 17/12/2008 à Nancy (France).

KUEPIE Mathias, BODSON Lucile. *Effet des dynamiques professionnelles des conjoints sur la dynamique matrimoniale au Luxembourg*. Présentation au CEPS seminar series / Ateliers de recherche le 17/12/2008 à Differdange (Luxembourg).

KUEPIE Mathias, HAROUNA Soumana. *Pauvreté et mortalité au Niger*. Présentation au CEPS seminar series / Ateliers de recherche le 01/12/2008 à Differdange (Luxembourg).

KUEPIE Mathias, VERHEYDEN Bertrand, FAYE Ousmane. *Child education: Does parents reproductive behavior matter?* Présentation au CEPS seminar series / Ateliers de recherche le 06/11/2008 à Differdange (Luxembourg).

KUEPIE Mathias, MISANGUMUKINI Nicaise, BOUARE Issa. *The impacts of economic and cultural backgrounds on school repetition in Mali*. Présentation au CEPS seminar series / Ateliers de recherche le 29/10/2008 à Differdange (Luxembourg).

MARLIER Eric. *Meeting with EU core-funded NGOs in the area of combating poverty and social exclusion*. Présentation à la Commission Européenne le 17/04/2008 à Bruxelles (Belgique).

PAVLOPOULOS Dimitris. *Starting your career with a temporary job: stepping-stone or 'dead end'?* Présentation au CEPS seminar series / Ateliers de recherche le 03/12/2008 à Differdange (Luxembourg).

PETROVICI Carmen. *The impact of institutions and cultural values on early retirement decision: Comparative analysis using ECHP and EVS*. Présentation au CEPS seminar series / Ateliers de recherche le 01/10/2008 à Differdange (Luxembourg).

RAILEANU SZELES Monica. *Investigating the extension of the item response theory to the measurement of deprivation. Empirical evidence from PSELL3*. Présentation au CEPS seminar series/ Ateliers de recherche le 19/02/2008 à Differdange (Luxembourg).

SALEGEAN Ioana. *The Impact of Unemployment Benefits on Unemployment Duration*. Présentation au CEPS seminar series / Ateliers de recherche le 09/06/2008 à Differdange (Luxembourg).

VERHEYDEN Bertrand. *Le rôle de la jeunesse face aux enjeux économiques présents et à venir*. Présentation au A.M.O. PASSAGES asbl, Service agréé par la Communauté française de Belgique le 20/11/2008 à Namur (Belgique).

Méthodologie

Publication avec comité de lecture

Article publié dans des Actes de conférences

DIA Modou. Comparaison de trois méthodes d'estimation du loyer fictif. In : *Actes du colloque Francophone sur les sondages organisé par le SFdS (Société Française de Statistiques) à Marseille le 05 novembre 2007*. DUNOD, 2008, collection Sciences SUP, pp.348-353.

